

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 8 €

Trimestriel n° 152 – 26e année – octobre/novembre/décembre 2007

L'enfermement des enfants



Caricature
anticléricale sous la Commune



Verdun
Le mythe de la victoire (1916)



Katyn
Des années de mensonges



LA FRANCE EN 50 DOCUMENTS

La confirmation par le roi mérovingien Clotaire II d'une donation faite à l'abbaye de Saint-Denis par un certain Dagobert est le plus ancien document des Archives nationales. Les visiteurs de l'exposition qui vient d'ouvrir au musée de l'histoire de France, appelée « Florilège, 50 documents qui ont fait la France », vont donc avoir sous les yeux une pièce d'exception. Ce n'est pas la seule. Les 50 documents exposés, des monuments écrits sur papyrus, parchemin, rouleau de papier enluminé pour les plus anciens, nous racontent une certaine histoire de France, l'officielle, comme dans les livres d'histoire d'autrefois, avec ses personnages illustres. Mais dans le texte de présentation de l'exposition, il est rappelé fort justement que ces objets uniques ne sont pas seulement des objets historiques et politiques, mais aussi de véritables œuvres d'art comme certaines miniatures.

De l'an 625 avec Clotaire II jusqu'à 2007 avec Chirac et la loi constitutionnelle relative à l'interdiction de la peine de mort, le parcours se fait avec quelques célébrités: Charlemagne, Jeanne d'Arc, des rois, Napoléon Ier et quelques autres. L'histoire plus récente s'illustre avec la reddition d'Abd-el-Kader, une lettre de Baudelaire demandant une diminution de l'amende frappant *Les Fleurs du mal*, un plan datant de la conquête de la Cochinchine, la loi de séparation des Églises et de l'État, la loi des congés payés, une photo dédicacée d'Hô Chi Minh et la Constitution de 1958.

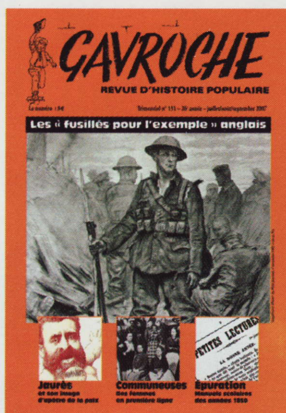
Jusqu'au 14 janvier, Hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois Paris 3e.

LA DERNIÈRE PAGE :



La relève sur la route de Verdun.
L'Illustration, 25 février 1916.

RETOUR SUR LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE UNE MANIFESTATION À RETHONDES DÉBUT DÉCEMBRE 2007



La France n'aime pas les mutins. Les fusillés pour l'exemple français n'ont pas obtenu de pardon officiel, contrairement aux « shot at dawn » anglais, et même néo-zélandais, canadiens, irlandais... (voir l'article de Christophe Le Dréau « Les "fusillés pour l'exemple" anglais, un siècle de campagne pour leur réhabilitation (1916-2006) », *Gavroche* n° 151). Pourtant, comme on l'expliquait dans le précédent numéro de *Gavroche*, des voix s'élèvent et militent pour leur réintégration dans la mémoire collective, voire pour leur réhabilitation. La Fédération nationale de la Libre Pensée prévoit une manifestation nationale, ouverte à tous ceux qui se sentent concernés, à Rethondes, début décembre 2007.

Il y a plusieurs années déjà que la Libre Pensée a entamé un combat pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple en France. Après des initiatives restées sans écho, une nouvelle lettre ouverte a été adressée récemment au Premier ministre, de la part de la Libre Pensée, mais aussi de la Ligue des droits de l'homme, de l'Association républicaine des anciens combattants et de l'Union pacifiste, lui demandant une entrevue et réclamant un projet de loi pour la réhabilitation. La manifestation de Rethondes viendra appuyer cette démarche.

En novembre 1998, Lionel Jospin, alors Premier ministre sous la présidence de Jacques Chirac, avait fait un geste en se déplaçant à Craonne, village devenu symbole des mutineries de poilus en 1917 avec la *Chanson de Craonne*. Son discours était clair: *« Craonne est cet endroit où une armée d'élite, qui avait déjà durement et glorieusement combattu (...), fut projetée sur un obstacle infranchissable – 200 mètres de buttes et de crêtes, balayées par le souffle mortel de l'artillerie et des mitrailleuses. Certains de ces soldats, épuisés par des attaques condamnées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond, refusèrent d'être sacrifiés. Que ces soldats, « fusillés pour l'exemple » au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale. »* Mais le Premier ministre s'était alors fait rappeler à l'ordre par l'Élysée qui trouvait cette déclaration *« inopportune »*.

Il faut dire que la « Grande guerre » reste dans les esprits une fierté nationale. Comme le montre François Roux dans ce numéro (« Le mythe de Verdun », p. 14), la bataille de Verdun fait partie des mythes patriotiques. Pourtant, *« si on voulait résumer cette bataille du point de vue français, on pourrait dire que des centaines de milliers d'hommes ont payé de leur vie ou dans leur chair l'incompétence de leurs chefs »*. Mais pour rassembler autour d'une idée d'identité nationale, l'État a besoin de mythes glorieux, pas de mutineries.

À signaler

Le livre *Autour de Monuments aux morts pacifistes en France* – qui a fait l'objet d'une réédition récente très enrichie (40 monuments nouveaux), d'une valeur de 20 euros – est en vente au prix de 14 euros (prix spécial pour les lecteurs de *Gavroche*), soit directement à la Librairie de la Libre Pensée, 10-12 rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, soit par correspondance chez les auteurs, Danielle et Pierre Roy, 31 rue du 11 novembre, 42100 Saint-Étienne (04 77 32 55 63) (dans ce dernier cas, ajouter 5 euros pour les frais de port).

SOMMAIRE N° 152

GAVROCHE Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 152, 4[e] trimestre 2007. BP 863 27008 Evreux Cedex. Tél.: 02 32 39 50 50. Courriel: revue@gavroche.info. Site Internet: http://www.gavroche.info
Directeur de la publication: Sophie VIRLOUVET. Avec la collaboration pour ce numéro de: P. DARTIGUENAVE, J.L. DEBRY, G. DOIZY, H. FABRE, C. JACQUIER, J.J. LEDOS, J.L. PANNÉ, A. SIMON, F.G. THEURIAU, P.H. ZAIDMAN. Commission paritaire: en cours de renouvellement. I.S.S.N.: 02-42-9705 © Gavroche

Distribution en librairie: DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris. Tél.: 01 40 24 21 31
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page: Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression: 27 Offset – 27930 Gravigny.



La caricature anticléricale sous la Commune de Paris (1871)

En 1871, la Commune proclame provisoirement la séparation de l'Église et de l'État. La caricature soutient alors les insurgés, traduit et propage leur sentiment antireligieux auprès de la population.

La pensée polémique s'exprime depuis bien longtemps au travers du langage caricatural. Depuis la Réforme qui voit Luther utiliser les dessins de Lucas Cranach contre la papauté, les crises interreligieuses, politiques et sociales suscitent une pléthore de feuilles volantes, chansons, libelles, parfois illustrés de caricatures des plus virulentes. Comme on le sait, la Révolution française a généré à son tour plusieurs centaines d'estampes satiriques clairement empreintes d'esprit révolutionnaire. Mais avec le Directoire puis l'Empire et les différents régimes autoritaires qui se succèdent, l'image a vu son rôle propagandiste se restreindre. Tout au long du XIXe siècle les lois étouffent toute possibilité d'expression, à de rares exceptions près comme dans les années 1830-1835[1]. Les dessinateurs font parfois de la prison.

Cette rigueur s'avère d'autant plus vraie pour ce qui touche la religion puisque l'article 8 de la loi du 17 mai 1819, toujours en vigueur avant la chute du Second Empire, prévoit de sanctionner l'outrage à la morale publique et religieuse. L'article 1er de la loi du 25 mars 1822 prévoit, lui, de poursuivre sévèrement tout outrage aux religions reconnues par l'État depuis le Concordat de 1801-1802, c'est-à-dire les cultes catholique, réformé, luthérien et israélite. Et si le risque de se voir infliger a posteriori une amende peut renforcer l'autocensure, avec Napoléon III, l'action préventive lève toute possibilité de publier un dessin non conforme aux desiderata des autorités. En effet, un décret de février 1852 précise, dans son article 22, qu'*« aucuns dessins, aucunes gravures, lithographies, médailles, estampes ou emblèmes, de quelque nature ou espèce qu'ils soient, ne pourront être publiés, exposés, ou mis en vente sans l'autorisation préalable du ministre de la Police à Paris, ou des préfets dans les départements »*.

C'est dire que la caricature, comme d'ailleurs l'opposition politique tout au long du siècle, doivent se résoudre au mutisme pendant de longues périodes. On ne défend pas la République ; on n'attaque pas l'Église ouvertement !

Une situation de crise

Une première rupture se fait avec l'échec de la guerre contre la Prusse qui entraîne avec lui Napoléon III, dont l'image était jusqu'alors protégée par la loi. Soudain la caricature se déchaîne et, profitant de la déroute de l'État, brise tous les

1. Raimund Rütten dir., *La Caricature entre République et Censure. L'imagerie satirique en France de 1830 à 1880, un discours de résistance ?*, Lyon, Presses universitaires, 1997, 448 p.
2. Bertrand Tillier, « Napoléon III et la caricature en 1870 : Histoire d'une dissolution » *in Ridiculosa*, n° 4, 1997, p. 10.
3. Raymond Bachollet, « La Charge » *in Le Collectionneur français*, n° 290, juin 1991, pp. 5-8, n° 292, sept. 1991, pp. 5-8, n° 293, oct. 1991, pp. 5-8, n° 294, nov. 1991, n° 295, déc. 1991, pp. 10-12.





tabous. Elle porte ses coups sans plus de retenue, comme pour empêcher définitivement tout retour de l'Empire[2].

Jusqu'au début de l'année 1871, Napoléon III et les Prussiens sont les cibles principales des dessinateurs. La caricature républicaine exprime enfin toute sa haine accumulée depuis des années contre le régime. Elle reproche non seulement à l'Empereur sa dictature, mais en plus elle relève ses responsabilités dans la défaite, exaltant les sentiments nationalistes du lecteur. Le journal illustré *La Charge*[3] dirigé par Alfred Le Petit, dessinateur et journaliste républicain engagé[4], reflète bien cet état d'esprit. Le crayon y flétrit Badinguet présenté (de dos et sans moustache pour échapper à la censure) comme un cul-de-jatte impuissant à mettre en déroute les armées ennemies[5] (fig. 1). À partir du 4 septembre 1870, comme le rappelle Bertrand Tillier, le changement de régime lève toute censure sur la presse et la caricature[6]. Alfred Le Petit ose dorénavant s'attaquer à la figure même de Napoléon III que le dessin chasse d'un coup de balai comme un vulgaire *« immondice*[7] *»*.

Bientôt l'Empereur déchu doit *« s'abaisser »*, dans une position humiliante, à cirer les bottes de Guillaume Ier[8]. Il devient, du fait de sa captivité, « Le poupon à la mère Guillaume[9] », véritable avorton dénudé tétant la mamelle flétrie du roi de Prusse (fig. 2).

La situation évolue rapidement. Le siège de Paris, l'armistice, l'attitude de la majorité parlementaire de couleur royaliste qui préfère la capitulation plutôt que de continuer la guerre, enfin les rigueurs de l'hiver font grandir l'agitation. Dans les clubs, jacobins et blanquistes stimulent l'esprit patriotique et révolutionnaire. La collusion du régime avec la Prusse est dénoncée. Des manifestations tournent à l'émeute. La presse la plus radicale est interdite.

Avec l'insurrection de mars 1871, les organes prohibés reparaissent. De nouveaux journaux à la vie éphémère reflètent la radicalisation ambiante. Les feuilles volantes, plus faciles à produire en ces temps incertains se multiplient et se colorent d'images polémiques. Pour Jean Berleux qui publie un catalogue des caricatures de la période, *« ces publications éphémères, achetées par ceux-ci, déchirées par ceux-là,* [...] *donnent bien la note véritable du dévergondage de la rue pendant cette époque troublée*[10] *»*. La feuille volante vendue à bas prix reflète la crise qui ébranle la production des imprimés, et correspond également à un élargissement des cibles de diffusion. En effet, les placards vendus par des colporteurs – parfois à plusieurs milliers d'exemplaires chacun[11], souvent réédités, touchent les publics les plus modestes que l'agitation politique rend exigeante, *« cette classe qui, n'ayant ni le temps ni les moyens de lire régulièrement les journaux et de se tenir au courant des nouvelles secondaires, réserve sa curiosité pour les grandes occasions, et demande alors un exposé des faits, clair et simple. L'éducation des masses ne peut avoir ni auxiliaire plus puissant, ni adversaire plus dangereux que cette branche en apparence si humble*[12] *»*. Le quartier du Croissant à Paris constitue le cœur névralgique de cette insurrection de la caricature.

La Commune et l'Église

Le 2 avril 1871, soit moins d'une semaine après la proclamation de la Commune, alors que des combats font rage à Courbevoie et Neuilly, est promulgué un décret portant sur la séparation de l'Église et de l'État. Le décret voté à l'unanimité stipule : *« Article 1 : L'Église est séparée de l'État. Article 2 : Le budget des cultes est supprimé. Article 3 : Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, sont déclarés propriété nationale. Article 4 : Une* ●●●

Ci-dessus :
Fig. 1 : Alfred Le Petit, « Malbroug s'en va-t-en guerre », La Charge n° 15, 23/7/1870.

Fig. 2 : Alfred Le Petit, « Le poupon à la mère Guillaume », La Charge Supplément n° 9, sd.

4. Guillaume Doizy, « Alfred Le Petit (1841-1909), journaliste et dessinateur républicain engagé, au temps de Jules Vallès », *Autour de Vallès* n° 36, automne 2006 (à paraître).

5. Alfred Le Petit, « Malbroug s'en va-t-en guerre », *La Charge* n° 15, 23/7/1870.

6. Bertrand Tillier, *op. cit.*, p. 31.

7. Alfred Le Petit, « Le 4 septembre 1870 », *La Charge* supplément n° 10, sd.

8. Alfred Le Petit, « Le décrotteur du roi Guillaume », *La Charge* Supplément n° 1, sd.

9. Alfred Le Petit, « Le poupon à la mère Guillaume », *La Charge* Supplément n° 9, sd.

10. Jean Berleux, *La Caricature politique en France pendant la guerre, le siège de Paris et la Commune*, Paris, Labitte, 1890, p. XII.

11. Bertrand Tillier, *Le siège et la Commune de Paris 1870-1871*, Saint-Denis, Musée d'art et d'histoire, 2002, p. 31.

12. E. Money, « La littérature de colportage sous la Commune » *in Revue de France*, octobre-décembre 1872, p. 75.



●●● *enquête sera faite immédiatement pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la nation ».*

La Commune explique ces dispositions. Elle considère en effet que *« le premier des principes de la République française est la liberté ;* [...] *que la liberté de conscience est la première des libertés ;* [...] *que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté ».*

Les insurgés, dans un langage inspiré par la Révolution française, font payer à l'Église son soutien aux régimes autoritaires du XIXe siècle, et notamment sa bénédiction du coup d'État de décembre 1851 qui aura obligé un grand nombre de républicains à s'exiler. Très vite la presse communaliste dénonce l'utilisation d'anciens zouaves pontificaux dans les engagements militaires, favorisés par le gouvernement de la Défense nationale, bien qu'ouvertement royalistes et antirépublicains. Ainsi interviennent dans les combats contre la Commune les « Vendéens de Cathelineau » et les « chouans de Charrette », symboles de l'Église combattante. Le journal *La Vérité* décrit les troupes de Charrette comme ayant *« combattu sous le drapeau blanc »*, chaque soldat portant sur la poitrine un *« cœur de Jésus en drap blanc sur lequel on lit ces mots : « Arrête ! le cœur de Jésus est là*[13] ». La caricature portraiture ce Charrette sous l'apparence d'un officier sanguinaire, un grand cœur en drap blanc sur le ventre et marchant sur des cadavres. Ses armes, un énorme couteau de boucher et un goupillon, ruissellent du sang des insurgés. L'homme essuie son front, harassé par la besogne. L'opposition militaire à la Commune, à n'en pas douter à l'appui de l'Église. Le mois précédent, le gouvernement issu des élections du 8 février 1871 avec à sa tête Thiers, apparaît comme l'émanation de la nouvelle majorité royaliste, ultramontaine et cléricale, à laquelle s'oppose frontalement l'insurrection de mars.

Reprenant les revendications de la majeure partie des groupes républicains de 1869 dont le fameux « programme de Belleville » de Gambetta, la Commune adopte une attitude qui pourrait paraître relativement mesurée. Les mesures prises ne sont pas toujours suivies d'effets. La réquisition des lieux de culte et leur laïcisation totale ne seront jamais mises en œuvre. La Commune n'empêche nullement le culte de se tenir et il faut attendre la féroce répression de Versailles lors de la Semaine sanglante pour que soient exécutés, en représailles et dans le désordre le plus total, des religieux et des laïcs.

La Commune se nourrit des idées anticléricales discutées tout au long du XIXe siècle après avoir été mises en œuvre de manière éphémère sous la Révolution française[14], et applique ce que Hugo résumait par cette phrase lapidaire *« Je veux l'Église chez elle et l'État chez lui »*. Mais Blanqui considérait, lui, la suppression du budget des cultes et la séparation de l'Église et de l'État comme un moyen de sauver le clergé au lendemain d'une révolution victorieuse[15]. Rappelons néanmoins que le gouvernement de la Défense nationale né du 4 septembre se garde bien d'appliquer le programme des républicains les plus en vue, très soucieux de protéger les intérêts du clergé, comme de la propriété. La Commune, par ce décret du 2 avril se démarque donc clairement des Gambetta[16], Ferry, Naquet, Brisson, Ranc et autres Spuller pour lesquels la séparation n'est plus à l'ordre du jour. Les insurgés s'inspirent plutôt de l'état d'esprit des organisations socialistes révolutionnaires et libres penseuses, voire des radicaux, qui, à la fin de l'Empire, pendant la campagne des banquets, expriment une forte agitation antireligieuse[17]. On se déclare alors volontiers « antireligieux » et « anticatholique ». Des grèves éclatent et la colère est dirigée autant contre les patrons que contre le clergé qui les soutient[18].

Avec le séisme du 4 septembre, La Libre Pensée jouit d'une nouvelle impulsion. Elle se réorganise et se lie à des membres de l'Internationale[19]. Bon nombre de dirigeants communards ne cachent ni leur attachement à ces idées, ni leur « prêtrophobie » comme Jules Vallès par exemple. Delescluze ou Rigault souhaitent avant tout que se mène une politique contre la bourgeoisie et

13. Alfred Rastoul, *L'Église de Dillet*, 1871, p. 20 et 21.

14. Jacqueline Lalouette, *La Séparation des Églises et de l'État. Genèse et développement d'une idée 1789-1905*, Paris, Seuil - UH, 2005, 450 p.

15. Georges Weill, *Histoire de l'idée laïque en France au XIXe siècle*, Paris, Hachette - Pluriel, 2004, [réédition de 1929], p. 245.

16. Gambetta s'oppose d'ailleurs au zèle anticlérical du préfet des Bouches-du-Rhône qui, en octobre 1870, dissout des communautés jésuites et de missionnaires de Marseille en en envoyant certains en prison. Le préfet Esquiros est remplacé et les détenus religieux élargis.

17. Dalotel, Faure, Freiermuth, *Aux origines de la Commune, le mouvement des réunions publiques à Paris, 1868-1870*, Paris, Maspéro, 1980, p. 200.

18. Pierre Pierrard, *L'Église et les ouvriers en France 1840-1940*, Paris, Hachette, 1991, p. 255.

l'Église. Soulignons que les insurgés obtiendront le soutien remarqué de la franc-maçonnerie réagissant au refus de Versailles à propos de l'échange des otages[20]. Un dessin glorifie et commémore l'événement. (fig. 3)

La structure sociale de Paris favorise l'expression d'un anticléricalisme populaire. Dans les quartiers ouvriers, de nombreux couples vivent en concubinage. Les opinions balancent entre l'anticléricalisme et la révolte sociale. Pendant l'insurrection communaliste, l'anticléricalisme de la rue s'exprime avec une certaine virulence. Des parodies de processions ont lieu comme pendant la Révolution française. Les colporteurs diffusent de nombreuses brochures qui s'en prennent au clergé. La presse exprime nettement cette tendance avec des titres comme *Le Père Duchêne* ou *La Montagne*. Le premier s'insurge contre les *« vielles bougresses de cagotes »* et veut *« foutre au bloc toute la famille des calotins »*. Le second s'écrie : *« c'est fini, nous ne croyons plus à dieu ! La révolution de 1871 est athée !* [21] ». Jules Vallès stigmatise les *« mangeuses de bon dieu qui commettent plus d'un gros péché entre deux communions*[22] ».

Le décret de la Commune sur la séparation, vu le caractère éphémère de cette révolution parisienne, relève dans une large mesure du domaine du symbolique. Mais les insurgés ne cachent pas leur programme et l'appliquent dans une certaine mesure. Si les biens destinés à être remis *« à la disposition de la nation »*, comme d'ailleurs le Trésor de la Banque de France, restent relativement intouchés, la Commune tranche néanmoins, mais de manière désorganisée, dans la chair même du clergé. Des dizaines de religieux sont arrêtés tout au long du mois d'avril. Des fédérés investissent les églises, mais aussi les séminaires et les couvents. Des perquisitions sont réalisées, certains biens ecclésiastiques étant emportés à la Préfecture ou redistribués. Certains auteurs cléricaux décrivent des scènes de pillages et rappellent, à propos de telle ou telle église que *« les troncs avaient été forcés, ou plutôt défoncés, les tabernacles des chapelles à peu près détruits, le baptistère privé de sa piscine, plusieurs toiles, dues au pinceau de nos grands maîtres, percées à coups de baïonnette, les statues du Christ décapitées et jetées à terre, les candélabres et les croix brisées ou tordus*[23] ». Ailleurs les sépultures auraient fait l'objet de profanation.

Un article de Jean Rochefort paru dans son journal *Le Mot d'ordre* traduit l'état d'esprit contre l'Église et justifie la nationalisation de ses biens : *« notre croyance éternelle*, écrit-il, *sera que, Jésus Christ étant né dans une étable, le seul trésor que Notre-Dame doit posséder dans sa trésorerie, c'est une botte de paille. Quant aux saints ciboires enrichis d'émeraudes et aux émeraudes enrichies de saints ciboires, nous n'hésitons pas à les déclarer propriétés nationales, par ce seul fait qu'elles proviennent des générosités de ceux à qui l'Église a promis le paradis ; et la promesse faite de bénéfices imaginaires, pour extorquer des valeurs quelconques, est qualifiée d'escroquerie par tous les codes*[24] ».

Si les insurgés n'empêchent pas le culte de se dérouler, des dizaines d'églises sont néanmoins fermées, d'autres réquisitionnées. Un séminaire est transformé en caserne où logent des fédérés. Certains lieux de culte sont laissés aux prêtres le jour, mais reçoivent le soir les clubs les plus divers, alors que le gouvernement de Défense nationale empêchait ces mêmes clubs de tenir leurs réunions dans les églises avant la Commune (fig. 4). Le personnel religieux est parfois laïcisé. On demande à certains prêtres de retirer leur soutane. Certains administrateurs d'hôpitaux ou d'orphelinats dans lesquels travaillent des religieuses obtiennent que des sœurs enlèvent leurs croix et portent une ceinture rouge à la taille.

Certains lieux de culte sont laissés aux prêtres le jour, mais reçoivent le soir les clubs les plus divers.

Lors de la nationalisation des lieux de culte, des cérémonies sont parfois organisées. Pour l'église Sainte-Geneviève, dont la Révolution française a *« souillé les caveaux* [...] *des cendres de Voltaire, de Rousseau, de Mirabeau et de l'immonde Marat*[25] » comme l'indique un catholique, on procède au sciage des bras des deux croix les plus visibles, celles que l'on trouve sur le fronton et sur la coupole. Le drapeau rouge est arboré devant des bataillons de la garde nationale au son du canon.

En matière d'enseignement, la Commune décide la laïcisation de l'école et prévoit même un enseignement gratuit et obligatoire. Déjà sous le gouvernement de la Défense nationale, les municipalités les plus radicales avaient engagé un processus de laïcisation. Comme le rapporte le *Journal officiel* du 8 avril 1871, *« le délégué à l'instruction communale du XVII*e *arrondissement s'est occupé d'une solution théorique et pratique à donner à la question des écoles communales congréganistes »*. Il est préconisé d'employer *« exclusivement la méthode expérimentale ou scientifique »*. On précise également qu'il *« ne sera enseigné ou pratiqué en commun ni prières, ni dogmes, ni rien de ce qui est réservé à la conscience individuelle*[26] ». Le texte reconnaît néanmoins la possibilité, en dehors des écoles et des salles d'asile commu- ●●●



Page de gauche - fig. 3 : « La franc-maçonnerie et la Commune. »

Ci-dessus - fig. 4 : « La Grrrrande orateuse du grrrrand Club des Amazones de la Commune »

19. Jacqueline Lalouette, *La Libre Pensée en France, 1848-1940*, Paris, Albin Michel - Bibliothèque de l'évolution de l'humanité, 2001, p. 40.

20. Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, avant propos de Jean Maitron, Paris, éd. de la Découverte, 1990, p. 248.

21. cités par Pierre Pierrard, *op. cit.*, p. 265.

22. *Le Cri du peuple*, 21 avril 1871.

23. Auguste Vidieu, *Histoire de la Commune de Paris en 1871*, Paris, Dentu, 1876, p. 218.

24. *Le Mot d'ordre*, 14 avril 1871.

25. Alfred Rastoul, *op. cit.*, p. 298.

26. *Journal officiel*, 8 avril 1871.


COMMUNE DE PARIS

MAIRIE

du

Septième Arrondissement

AVIS

Les **Instituteurs** et **Institutrices** sans emploi qui désireraient entrer dans l'Enseignement Communal, sont invités à adresser *par écrit*, et dans le plus bref délai, leur demande appuyée de leurs titres, au Citoyen URBAIN, Membre de la Commune, chargé de la Direction de l'Enseignement, à la Mairie du Septième Arrondissement.

Paris, le 6 Mai 1871.

Les Membres de la Commune,

PARISEL, URBAIN, BRUNEL, SICARD

Fig. 5.
Avis du 6 mai 1871.
« Les Instituteurs et Institutrices sans emploi qui désireraient entrer dans l'Enseignement Communal, sont invités à adresser par écrit, et dans le plus bref délai, leur demande appuyée de leurs titres, au Citoyen URBAIN, Membre de la Commune, chargé de la Direction de l'Enseignement, à la Mairie du Septième Arrondissement.

●●● nales, de former des établissements privés et libres. Un dessin de Dupendant souligne cette préoccupation de la Commune. Il montre un ouvrier protégeant quelques écoliers de l'influence néfaste des prêtres[27].

En mai, la Commune décide de la suppression des congrégations enseignantes. On procède à l'inventaire des écoles dirigées par l'Église et il est fait appel aux instituteurs laïques pour prendre le relais (fig. 5). Le *Journal officiel* du 12 mai déclare que *« bientôt l'enseignement religieux aura disparu des écoles de Paris. Cependant dans beaucoup d'écoles reste sous forme de crucifix, madones et autres symboles, le souvenir de cet enseignement. Les instituteurs et les institutrices devront faire disparaître ces objets, dont la présence offense la liberté de conscience…*[28] ».

Pendant la Semaine sanglante, vingt-quatre prêtres et religieux[29], dont des dominicains et des jésuites (sur 70 otages au total) seront exécutés. Le plus célèbre d'entre eux, l'évêque bonapartiste Darboy, n'est pas épargné par la caricature. Elle le flétrit en compagnie d'une autre célébrité, le curé Deguerry de la Madeleine. Un dessin célèbre à sa façon leur incarcération. Tous deux sont enfermés dans un corset de femme rose et présentés, allusion licencieuse de la légende, comme deux *« saints captifs*[30] ». Le décret sur les otages ne fait pas l'unanimité. Rochefort dans *Le Mot d'ordre* considère les prêtres *« plus inutiles que dangereux*[31] » mais un Raoul Rigault par exemple répond aux plus tièdes que *« les prêtres sont les plus puissants agents de propagande »* contre le nouveau pouvoir. Lissagaray qui le cite rajoute, lui, que les religieux *« furent, en effet, les plus puissants excitateurs contre la Commune, les plus acharnés à la répression*[32] ».

Une anecdote permet de décrire l'état d'esprit d'impiété qui prévaut pendant la courte révolution parisienne : l'auteur de *L'Histoire de la Commune de Paris en 1871*, un ecclésiastique hostile à la révolution, raconte qu'un abbé fut mandé pour aller récupérer les « saintes huiles » et le « saint-sacrement » à Notre-Dame-de-Lorette. Pénétrant dans l'église, il est arrêté par un fédéré dénommé le Moussu, qui aurait répondu à sa requête, plein d'humour : *« si vous avez besoin d'huile pour la salade, allez en chercher chez l'épicier*[33] » !

Si la Commune se fait impie, elle n'interdit pas la pratique du culte. Mais le clergé perd soudain tout soutien symbolique et matériel de la part de l'État. La religion se voit clairement visée par la colère populaire.

Comme le rappelle Marx, l'insurrection *« décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Églises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants »*. Et de rajouter plein d'ironie, *« les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres*[34] ». La caricature, comme on va le voir, justifie à sa manière ces mesures. Elle traduit l'irritation populaire qui s'exprime contre la soutane tout en se réjouissant d'une possible application des décrets et en imaginant avec délices leurs conséquences possibles.

Des charges contre le clergé

Rappelons d'abord que les caricatures de cette période, parues sous forme de feuilles volantes, sont en général difficiles à dater. Néanmoins, par recoupement on peut globalement distinguer deux ensembles de caricatures, avant et pendant la Commune.

L'anticléricalisme en image s'exprime relativement peu dans les mois qui précèdent la prise du pouvoir à Paris. Quand c'est pourtant le cas, la hiérarchie religieuse (pape, évêques) et le jésuite concentrent la majeure partie des attaques, les liens de l'Église française avec Rome étant soulignés. L'anticléricalisme de la caricature, essentiellement alors sous le crayon de Daumier, s'inscrit dans la tradition gallicane et vise les cibles de l'anticléricalisme libéral qui s'est diffusé dans toute l'Europe après 1850[35]. Une charge du dessinateur Belloguet datant d'octobre 1870, soit quelques semaines après la chute de l'Empire, présente sous le titre *« La borne-réaction*[36] » la trinité honnie responsable de la défaite : un grand jésuite symbole de l'alliance du sabre, du goupillon et de l'orléanisme, flanqué de Bismark et Napoléon III, représentant la folie, la lâcheté et la traîtrise (fig. 6). Les trois personnages sont montrés de dos (ils refusent de montrer leur vrai visage, tournent le dos au lecteur de l'image), faisant face à une armée de casques à pointe située à leurs pieds, au mot d'ordre de ceux qui alors refusent la capitulation : *« La République ou la mort »*. L'abondante légende qui accompagne le dessin vise sans équivoque l'Église : *« arrière les cafards : goupillons et calottes/ Encensoir, eau bénite, armes de sacristains ;/ Vous nous avez valu : les sabres et les bottes,/ Et vous avez créé les cadres des crétins… »*. L'Église est accusée d'être responsable de l'entrée en guerre du pays et plus encore de la défaite. L'argument selon lequel l'enseignement religieux aura été incapable de former une génération de soldats patriotes et efficaces restera vigoureux tout au long de la décennie 1870-1880. Il s'agira notamment de justifier la nécessaire suppression de l'enseignement congréganiste et son remplacement par une école laïque, gratuite et obligatoire, devant former de bons républicains capables d'assurer la revanche.

Si avant la Commune la caricature exprime assez peu un anticléricalisme direct, signalons néanmoins la présence de nombreuses métaphores religieuses dans des charges politiques. Trochu, qui se présentait comme *« catholique et breton »* enfile souvent les habits du jésuite ; Napoléon III peut

27. Dupendant, « Travail et progrès ».
28. *Journal officiel*, 12 mai 1871.
29. Dix-huit otages religieux auraient été fusillés d'après le très anti-communard François Bournand, *Le Clergé pendant la Commune, 1871*, Paris, Torla, 1892, p. 352.
30. H. Xiat, « Les indispensables. Le corset », n° 2.
31. *Le Mot d'ordre*, 2 mai 1871.
32. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Paris, E. Dentu, 1896, p. 233.
33. Raconté par Auguste Vidieu, *op. cit*, p. 219.
34. Karl Marx, *La Guerre civile en France*, Paris, Éditions Sociales, 1972, p. 42.
35. Christopher Clarck, Wolfram Kaiser, *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2003, p. 71.
36. Belloguet, « La Borne-réaction », octobre 1871.







prendre l'apparence d'un gros moine ; André Gill dans *l'Éclipse* recourt au « Paradis perdu » pour évoquer certaines discordes politiques[37] ; une charge d'Alfred Le Petit intitulée « Résurrection[38] » s'inspire du *Nouveau Testament* pour célébrer une République sortant de son caveau et terrassant la réaction. La métaphore religieuse très présente dans la caricature républicaine des années 1830-1835, sans attaquer directement les croyances, banalise l'utilisation des références bibliques dans un cadre en général dégradant. Elle favorise une certaine laïcisation du sacré[39].

Au début de l'année 1871, l'exacerbation du conflit larvé qui oppose Thiers, Vinoy, Favre et Trochu à Paris entraîne une radicalisation des esprits. L'embrasement populaire qui en découle s'exprime notamment au travers d'une diffusion très rapide d'un anticléricalisme virulent, surtout à partir du 18 mars.

Pendant la Commune paraissent des dizaines de charges relevant de la thématique anticléricale. Une bonne partie provient de la main du dessinateur Moloch, dans différentes séries systématiques. Le discours change radicalement par rapport aux mois qui précèdent. Dorénavant, le dessin ne vise plus en majorité le sommet du clergé et la figure emblématique du jésuite. La caricature défie également le bas clergé. Les figures de moines, de nonnes, de prêtres, de sacristains, d'enfants de chœur apparaissent, et la critique glisse du terrain politique ou théologique (infaillibilité papale, syllabus, liens entre Napoléon III et le Vatican) à celui des mœurs, argument totalement absent en 1870.

La caricature s'ingénie à montrer l'immoralité religieuse : le clergé brille, par exemple, par sa cupidité. Il s'enrichit aux dépens des pauvres ainsi que le montre Esch dans « Les sept péchés capitaux[40] » où le curé est représenté des sacs d'or dans les mains à côté d'un coffre-fort. Moloch insiste sur cette idée : une nonne vient annoncer à une famille très pauvre que l'Assistance publique leur accorde une certaine somme. Néanmoins, du fait de la suppression des appointements de la religieuse par la Commune, les malheureux doivent finalement lui verser de l'argent[41].

Quant à l'enseignement religieux, quelques rares caricatures en font leur sujet principal. L'une d'elles, sous le titre évocateur de « Douceur évangélique de l'éducation congréganiste[42] » insiste sur les sévices que font subir les congréganistes aux enfants. Une nonne s'apprête à fouetter une adolescente ; un curé, sous le regard joyeux d'un autre religieux, fesse un jeune garçon au postérieur dénudé. Cette image traduit la méchanceté et les vices des religieux et ne formule pas une critique du contenu de l'enseignement.

Si ces dessins dénoncent l'hypocrisie du discours évangélique de l'Église, quelques autres montrent un clergé peu empressé à se conformer aux valeurs ascétiques censées pourtant le caractériser. Les curés n'hésitent pas à faire bombance. Mais c'est véritablement sur le terrain de la luxure que la caricature communarde se montre la plus vive. Un tiers des occurrences porte sur ce thème. Toute une gamme d'arguments se fait jour, de la simple allusion grivoise évoquant les amours présumées du curé, à la mise en scène de bacchanales pornographiques[43] présentant le pape chevauchant l'impératrice Eugénie[44], ou une nonne à moitié nue s'apprêtant à caresser le sexe en érection d'un prêtre égrillard[45] (fig. 7). Les prêtres sont entourés de femmes plantureuses, danseuses ou prostituées, multipliant parfois les amantes. On les voit par ailleurs enlacer des sœurs aux formes outrées et voluptueuses. Il faut noter que par comparaison, l'imagerie pieuse offre une image des personnages saints ou des religieux totalement asexuée. Les vêtements longs et amples masquent la nudité et égalisent les formes. Seuls les traits du visage caractérisent le genre de l'individu représenté.

La caricature de la Commune, au contraire, déshabille les corps, accentue les poitrines, affine les tailles pour mettre en valeur les hanches, voire la rondeur des fesses. Le prêtre, dont l'apparence se fait de plus en plus raffinée, par le biais de la confession, ira porter *« ce soir »* l'absolution à la dévote[46]. Résultat, un cardinal en visite chez des sœurs aux ventres arrondis use d'un langage à double sens : *« je suis heureux de pouvoir vous dire, dans cette enceinte, que vous êtes pleines des bénédictions du seigneur*[47] *»* (fig. 8). Mais ●●●

De gauche à droite :
Fig. 6 : Belloguet, « La Borne-réaction », octobre 1871.

Fig. 7 : Klenck, signé « un athée », « Le calotinoscope » n° 2, 1er juin 1871, dessin original.

Fig. 8 : Moloch, n° 18, « Mes chères filles, je suis heureux de pouvoir vous dire dans cette enceinte, que vous êtes toutes pleines des bénédictions du Seigneur... »

37. André Gill, « Le paradis perdu », *L'Éclipse* n° 128, 26/6/1870.
38. Alfred Le Petit, « La résurrection », *La Charge* n° 23, 17/9/1870.
39. Voir les premiers paragraphes de notre article : « De la caricature anticléricale à la farce biblique », *Archives de sciences sociales des religions* n° 134, avril-juin 2006, p. 63-91.
40. Esch, « Les sept péchés capitaux ».
41. Moloch, sans titre, n° 25, « Mon cher monsieur… ».
42. Coindre, « Douceur évangélique de l'éducation congréganiste », (Musée satirique n° 3).
43. La pornographie politique satirique en images n'est pas une spécialité anticléricale. Elle se déchaîne alors principalement contre Napoléon III et ses soutiens.
44. Anonyme, « Galerie érotique » n° 1.
45. Klenck, signé « un athée », « Le calotinoscope » n° 2, 1er juin 1871, dessin original.
46. Moloch, n° 19, « Restez, ma chère fille… ».
47. Moloch, n° 18, « Mes chères filles… ».

Ci-contre - Fig. 9 : Georges Pilotell, « Les amours des prêtres ».

Ci-dessous - Fig. 11 : « Le Père éternel », La Calotte.

●●● le clergé hypocrite ne tient pas à ce que soient dévoilés ces accès de luxure. À la consommation des plaisirs, le dessinateur associe le crime. Sous son crayon, les sœurs font office de professionnelles de l'avortement, ainsi que le souligne une estampe de Moloch. Pilotell, lui, nous renseigne sur « Les amours des prêtres[48] », charge composée de deux vignettes horizontales placées l'une au-dessus de l'autre. Dans la partie supérieure, un homme d'église au crâne criblé de bosses (résidu de phrénologie évoquant la perversité du personnage) et presque monstrueux embrasse une jeune femme qui lui fait face. Voilà *« comme ça commence »* indique la légende. En dessous, un squelette à même le sol, celui de la jeune victime, nous révèle *« comme ça finit »*. (fig. 9)



Un dessin anonyme évoque les méthodes de *« ces messieurs de saint Laurent[49] »* qui se débarrassaient des femmes après les avoir droguées et violées. Deux curés dénudés portent leur victime endormie, non sans avoir abusé d'elle. La Commune mettra en effet à jour des squelettes retrouvés sous l'autel de l'église saint-Laurent à propos desquels les spéculations les plus macabres ont couru. Plusieurs dessins font référence à ces meurtres, ainsi qu'à d'autres découvertes sinistres, notamment au couvent de Picpus où des malheureuses auraient été séquestrées pendant dix ans dans des cages, et où on retrouve des instruments de torture dignes de l'inquisition. Ces images dépeignent un clergé lubrique et criminel.

Signalons enfin un dessin qui dénonce assez crûment la « pédophilie » des gens d'Église : il s'agit d'une charge de Klenck tirée de la série intitulé *La Calotte*[50]. Le pape habillé de pourpre caresse de jeunes enfants ainsi que des séminaristes dont l'un, assis sur un tabouret, a le visage au niveau du sexe du « saint » Père, dans une position qui ne laisse aucun doute sur le rôle de l'un et de l'autre (fig. 10). Ici, il s'agit du plus haut dignitaire de l'Église catholique, dignitaire dont l'infaillibilité a été reconnue l'année précédente, qui se voit accusé d'abuser moralement et physiquement des enfants…

De toute évidence, la dépravation sexuelle apparaît comme un argument fondamental de la caricature communarde contre les gens d'Église.



ANTICLÉRICALISME OU ANTIRELIGION ?

Si en règle générale l'anticléricalisme est encore rarement synonyme d'antireligion, avant 1870, certains des dessinateurs ont affiché leur athéisme et leur haine des croyances. Le caricaturiste Pilotell, délégué aux Beaux-Arts et commissaire de police sous la Commune[51], réalise une série intitulée *Avant pendant et après la Commune* dont les dessins sont datés de 1870 et 1871 mais publiés en 1879 en Angleterre[52]. Le caricaturiste y décline son exécration de toutes les religions qui sont pour lui comparables dans leur stupidité. Comme l'indique E. Money en 1872, les caricaturistes, non contents d'attaquer le clergé, ont *« même porté leur audace »*, dans une série intitulée *La Calotte*, jusqu'à représenter *« le "Père éternel" sous les traits d'un vieux philosophe, le nez chaussé de lunettes, la barbe jaunie par l'usage du tabac et de la bière, les poches bourrées d'obligations et d'actions de chemin de fer[53] »* (fig. 11). Les recueils de carica-

48. Georges Pilotell, « Les amours des prêtres », n° 1, signé et daté du 13/5/1871.
49. Anonyme, « Nos bons curés ».
50. Paul Klenck, « Notre St Père le Pape », série *La Calotte* n° 3.
51. Jean Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, éd. ouvrières, 1971, TVIII, 1864-1871, p. 188.
52. Georges Pilotell, *Avant, pendant et après la Commune*, Londres, Delâtre, 1879, [rééd. avec une présentation de Charles Feld, Paris, Cercle d'Art, 1969].
53. E. Money, « La caricature sous la Commune » *in Revue de France*, avril-juin 1872, p. 42.







De gauche à droite :

Fig. 10 : Paul Klenck, « Notre St Père le Pape », série La Calotte n° 3.

Fig. 12 : Georges Pilotell, « Incendie de Sodome (1871) », Avant, pendant et après la Commune, 1879.

Fig. 13 : « À bout de ressources !! ».

tures qui se publient après les événements soulignent tous le caractère irréligieux des dessins produits sous la Commune.

Dans cette estampe, Klenck foule aux pieds l'image du Dieu créateur de toute chose, représenté en général dans des positions hiératiques et graves, exhalant la puissance et la sacralité. Le dessinateur vise aussi par exemple Saint-Pierre, habillé de vêtements anachroniques et muni d'immenses clefs d'un paradis qui fait *« relâche pour cause de réparations »* avant peut-être la fermeture définitive ? Jusque-là, la caricature s'était abstenue de s'en prendre à la figure de Dieu. Seul à notre connaissance Grandville s'était amusé à représenter le Créateur sous un angle peu amène dans un recueil d'illustrations de chansons de Béranger. Pilotell, lui, reprend l'image des « pétroleuses » qui auraient mis Paris en feu et la retourne contre Dieu lui-même. Le voilà présenté comme le premier « pétroleur » lorsqu'il incendia la ville de Sodome, du haut de ses nuages, en répandant le liquide inflammable, *« 3767 ans avant la Commune*[54] *»* (fig. 12). La critique biblique soulignait depuis des siècles la méchanceté de ce dieu capable de faire disparaître sa création, voire de jeter sur elle les pires malédictions.

Divers dessinateurs dont Klenck signent alors certaines de leurs œuvres *« un athée »*, ce qui reflète une nette radicalisation. Pilotell utilise également ce terme pour qualifier les valeurs de l'insurrection parisienne. Rappelons en effet que nombre d'insurgés voient dans la Commune un nouvel ordre aussi bien social, que moral et spirituel. Le 1er avril 1871 Rochefort s'enthousiasme pour la *« révolution athée et socialiste*[55] *»* qui s'installe. Gustave Maroteau dans *La Montagne* s'écrie un peu plus tard *« nous ne croyons pas en Dieu ; la révolution de 1871 est athée »*. Dans le même article, il invective les cléricaux : *« et ne nous parlez pas de Dieu*, écrit-il. *Ce croquemitaine ne nous effraie pas. Il y a trop longtemps qu'il n'est qu'un motif à pillage et à assassinat*[56] *»*.

Pour le clergé, la Commune a voulu détruire Dieu. Chaque intervention des fédérés dans des églises, dans les couvents ou dans d'autres établissements religieux a été considérée comme une impiété et un acte blasphématoire.

Images d'une Église en recul

Mais le caractère militant et anticlérical de la Commune s'exprime surtout dans la caricature par la mise en scène des échecs politiques, moraux et sociaux que subissent les religieux et qui représentent un tiers des dessins que nous avons pu recueillir. Dans un dessin intitulé « Engagements[57] », les hommes d'Église doivent en effet apporter leurs effets au mont-de-piété pour survivre, puisque leurs appointements sont supprimés. Dans cette charge, l'égérie communaliste à bonnet phrygien *« refus*[e] *de prêter sur ce qui lui appartient »*. Signalons que la Commune liquide les monts-de-piété le 30 avril 1871.

Une caricature montre un curé posté devant une église *« fermée pour cause d'abus »*. Le voilà empêché de mener à bien son sacerdoce. Ailleurs les membres du clergé en sont réduits à mendier, voire adopter le métier de bateleurs de foire en vue de récolter de quoi se nourrir. Jongleurs, musiciens, acrobates transpirent dans leurs vêtements ecclésiastiques en désordre devant un public amusé. Louis Veuillot, directeur du journal ultramontain *l'Univers* boit un verre avec le pape et se lamente, car en effet, *« les canailles de républicains nous ont repris tout ce que nous leur avions volé*[58] *»*. Tous deux dans une autre charge *« s'enfoncent dangereusement »*. Voilà bien l'Église perdant ses anciennes positions. Les religieux, sans rémunération, en sont réduits à fracturer les troncs d'église voire à mendier auprès de prostituées.

La caricature figure par cette rhétorique le rejet de l'Église catholique. Plus littéralement, dans « La balançoire », une allégorie communarde (très proche de la Marianne républicaine) jouant à la balançoire pousse si fort les représentants des forces réactionnaires, dont l'Église, qu'ils se font tous projeter dans les airs[59].

L'argument visuel le plus convaincant pour marquer le recul que subit l'Église est représenté par l'usure vestimentaire ou la dégradation physique (fig. 13). Les soutanes déchirées arborent ●●●

54. Georges Pilotell, « Incendie de Sodome (1871) », *Avant, pendant et après la Commune*, 1879.
55. *Le Mot d'ordre*, 1er avril 1871.
56. *Le Mot d'ordre*, 21 avril 1871.
57. Dupendant, « Engagements », n° 6.
58. Dupendant, « Mon cher Veuillot... », n° 3.
59. Dupendant, « La Balançoire », n° 2.



Fig. 14 :
« Le Pape – Mon cher Louis, à l'aide ! je m'enfonce. Veuillot – que diable voulez vous que j'y fasse ne voyez vous pas que j'enfonce aussi... ! »

●●● de misérables rapiéçages, les corps sont décharnés, les postures avilissantes. Les visages grêlés ou déformés exhalent la maladie et les débordements intérieurs. Les dessinateurs sont alors inspirés par la phrénologie ou la craniologie, théories fort répandues à la fin du XIX[e] siècle[60]. Selon leurs partisans, il est possible de déterminer les traits de la personnalité d'un individu en étudiant ses caractéristiques morphologiques et notamment celles de son crâne.

L'homme d'Église, au travers de ses disgrâces physiques, est devenu un monstre, un paria à exclure du corps social. Le voilà réduit à l'impuissance et à la misère. La trivialité de son attitude rappelle ses humaines faiblesses. Le pape fume la pipe en s'abreuvant d'alcool ; il sort parfois un pet fumant de son derrière. L'argument de la scatologie, très ancien dans la caricature, traduit la désorganisation de l'Église par les désordres internes de ses représentants (fig. 14). Ailleurs, le curé sacrifie aux convenances en adoptant des postures inappropriées, introduisant par exemple, sans pudeur, dans une de ses narines du tabac à priser. Les nonnes ont un caractère *« hommasse »* prononcé, les prêtres au contraire sont féminisés. L'animalisation (un des procédés les plus anciens de la caricature) en oiseau de nuit, ou la présence d'insectes autour du religieux marquent son caractère parasitaire[61]. Il est alors associé à cette multitude grouillante dont on ne parvient pas à se débarrasser, argument hygiéniste fort répandu.

La caricature inverse les rôles. Elle véhicule une image du clergé exactement opposée à celle qu'il offre en général de lui-même, s'inscrivant dans ce qu'il est convenu d'appeler la figure du monde à l'envers[62]. Le religieux se présente-t-il comme le symbole de la vertu ? Le voilà immoral, cupide et grossier. A-t-il l'habitude de prier le Christ ? Une charge le montre agenouillé devant un gendarme impérial, symbole de l'ordre injuste et de l'oppression des plus faibles.

L'image satirique fait subir à son ennemi tout le mal qu'elle lui souhaite. Elle traduit le nouveau rapport de forces qui s'est institué entre l'État et l'Église. Mais elle semble aussi avoir une fonction magique puissante, comme si la représentation infamante de l'adversaire pouvait affaiblir réellement ses capacités, comme on pouvait le penser par exemple au Moyen Âge[63]. La caricature suscite l'orgueil des communards en démontrant l'efficacité de leurs mesures contre les religieux. L'image provoque une certaine jouissance chez le lecteur, qui voit son adversaire avili et devenu impuissant après avoir été le maître.

LA CARICATURE AU SERVICE DES INSURGÉS

La Commune apparaît bien comme un *« moment de conscience politique et révolutionnaire »* du peuple parisien qui *« redécouvre la liberté d'expression dont la rue est le principal théâtre[64] »*. La caricature reste certes déterminée par son caractère de production et de diffusion commerciales. En cela, elle n'est pas encore instrumentalisée par les organisations libres penseuses. Mais elle se démocratise. Elle s'adresse dorénavant au plus grand nombre, reflète la radicalisation de l'opinion et cultive une rhétorique qui s'éloigne de celle pratiquée par la caricature républicaine traditionnelle. Elle arbore une idéologie nettement antireligieuse, visant avant tout à engager les foules à se détourner définitivement du clergé catholique. Les cibles principales ne sont plus les figures quasi allégoriques et génériques du jésuite, du pape ou de l'évêque, symboles d'une Église politique par trop soumise au Vatican (fig. 15). Les stéréotypes se démocratisent. L'image de l'adversaire se cristallise autour du congréganiste, c'est-à-dire de celui que tout un chacun côtoie au quotidien, dans les hospices, dans la rue, dans les différentes institutions étatiques.

La caricature n'attaque plus une abstraction (les jésuites sont à peine 2 000 en France à la fin du XIX[e] siècle[65]) mais bien la réalité tangible (le pays compte plus de 160 000 religieux en 1878[66]), celle que vise le décret du 2 avril 1871. Le jésuite ou la hiérarchie ecclésiastique d'avant la Commune n'étaient jamais présentés sous les traits de personnages triviaux ni montrés dans des postures dégradantes et grotesques. Au contraire, ils fonctionnaient comme des symboles « décorporéisés ». Après l'insurrection, le dessin satirique, en déclinant les différents travers physiques et moraux du clergé, en s'attaquant au corps même de l'homme d'Église, se fait antireligieux. Il suggère la nécessaire destruction du catholicisme et la disparition de ses desservants.

Il ne s'agit plus seulement de dénoncer l'immixtion politique de l'Église dans la vie de l'État. Désormais, l'image veut réduire à néant le respect qui peut encore entourer la soutane en sapant l'image de ces religieux que les représentations photographiques ou gravées figurent habituellement sous l'apparence d'effigies graves et pieuses, dévouées, touchées par la grâce et souvent marquées par les stigmates de la sainteté.

La rhétorique sexuelle s'inscrit sans doute aussi dans ce qui doit être compris comme la transgression d'un tabou social puissant, propre à susciter une certaine excitation par l'érotisme qu'elle comporte. En provoquant un rire libérateur, elle rend acceptable l'expression de fantasmes et la trans-

60. Laurent Baridon, Marial Guedron, *Homme-animal, Histoires d'un face à face*, Strasbourg, Les musées de Strasbourg, Adam Biro, 2004, p. 27.
61. Moloch, « Actualité », « Simple projet de... ».
62. Frédérick Tristan, *Le Monde à l'envers, anthologie, album-étude*, Paris, Hachette, 1980, 182 p.
63. Ernst Kris, *Psychanalyse de l'Art*, Paris, Puf, 1978, p. 236.
64. Bertrand Tillier, *Le siège et la Commune de Paris 1870-1871*, Saint-Denis, Musée d'art et d'histoire, 2002, p. 31.
65. Jean Lacouture, *Jésuites*, Paris, Seuil, 1992, p. 159.
66. Christian Sorrel, *La République contre les congrégations, histoire d'une passion française, 1899-1914*, Paris, Cerf, 2003, p. 13.

gression symbolique de l'interdit. Les caricatures anticléricales dans leur dimension licencieuse induisent une véritable catharsis comique[67] et reflètent un véritable désir d'émancipation morale de la population.

Le mariage et la famille représentent, et pas seulement pour l'Église, une des institutions fondamentales de la société. Cette institution peut, à bien des égards, apparaître alors comme un véritable carcan. D'un autre côté, le vœu de chasteté est un des fondements même du catholicisme, donnant un caractère tout à fait spécifique à son clergé. La caricature prend de toute évidence le contre-pied du rigorisme religieux.

Comme le constatait l'historien catholique René Rémond, l'Église du XIX[e] siècle insiste avant tout sur les normes de conduites, sur ses commandements, sur le blasphème et les vertus individuelles, véhiculant le sentiment de faute inhérent à l'humanité depuis la « chute » originelle[68]. Elle se fait sévère et contraignante, prêchant la souffrance contre la volupté.

L'anticléricalisme satirique s'intéresse donc aux mœurs du prêtre, comme pour mieux le discréditer en introduisant un élément ludique et émancipateur pour son lecteur, double thématique que l'on retrouve notamment dans le roman populaire de la même époque[69]. La caricature de la Révolution française s'intéressait déjà aux pratiques sexuelles du clergé. Les dessinateurs montraient parfois des orgies, mais cherchaient surtout à fêter l'abandon des ordres religieux et le retour à la vie civile des défroqués.

L'image satirique se veut autant pédagogique que propagandiste. Elle éclaire les esprits.

Les propagandistes de la fin du XIX[e] siècle revendiqueront à leur tour le recours à l'argument moral et à l'utilisation de la caricature. Ces moyens leur semblent plus aptes à toucher les classes populaires, contrairement aux arguments théologiques voire juridiques[70]. D'ailleurs, les historiens insistent, pour cette période, sur la coexistence de deux anticléricalismes. Le premier, porté par les élites républicaines et bourgeoises, soulève les contradictions des textes religieux, discute des rapports entre l'Église et l'État, voire l'Église et l'école, tout en reconnaissant souvent le caractère de « stabilisateur » social du clergé, notamment contre la montée du mouvement socialiste. Parallèlement s'exprime un anticléricalisme populaire qui véhicule un fort sentiment antireligieux. Il ne rechigne ni à utiliser la caricature et sa trivialité, ni non plus à recourir parfois à l'action directe. Il s'agit de s'émanciper de toute influence de l'Église et de la religion dans une optique de transformation sociale globale.

La caricature imagine également quelles seraient les conséquences des mesures envisagées par la Commune, si elles étaient totalement appliquées. Sous cet angle, l'image satirique se veut autant pédagogique que propagandiste. Elle éclaire les esprits, les aiguillonne, les encourage dans leur haine contre la religion.

Il faut néanmoins souligner que ce thème anticlérical de la caricature reste relativement secondaire dans la production générale de la période alors que le clergé formait la cible principale de la caricature révolutionnaire de 1789. Napoléon III, la Prusse, le gouvernement de Défense Nationale, Thiers et leurs alliés politiques cristallisent la grande majorité des charges. Sous la Commune, les questions militaires d'abord, sociales et quotidiennes ensuite polarisent les esprits.

Le traitement de la question religieuse par la caricature communaliste préfigure la propagande contre l'Église qui éclate dans les années 1880 mais aussi autour de 1905, deux périodes pendant lesquelles l'image satirique sous des formes très variées a joué un rôle propagandiste de premier plan[71]. Dans la deuxième partie des années 1870, la caricature républicaine se focalise de nouveau sur l'Église politique au travers de la dénonciation presque exclusive du jésuite manipulateur et réactionnaire. Mais à partir de 1880, la Libre Pensée utilise à son tour l'image polémique dans une logique propagandiste. Elle vise alors le moine, le curé et la nonne, en soulignant de nouveau leurs travers comportementaux et moraux. L'image malmène également les dogmes, Ancien et Nouveau Testament[72], mais aussi les saints et la pratique cultuelle.

En devenant populaire et militante, la critique anticléricale glisse sur le terrain des mœurs, elle traduit une radicalisation. Cet angle d'attaque que porte haut la caricature, reflète l'esprit libertaire et athée qui prévaut dans les classes populaires avancées de la fin du XIX[e] siècle.

Mais l'action de la Commune contre l'Église, surestimée par la caricature, à défaut de la victoire définitive de l'insurrection elle-même sur les forces qui lui sont hostiles, permet surtout aux communards et à leurs soutiens de se sentir puissants et capables de *« monter au ciel »*. Pour ne pas trop voir ses faiblesses, la Commune s'encourage en multipliant les caricatures montrant l'affaiblissement de ses ennemis. Un « aveuglement » synonyme d'espoir en un monde nouveau et bien meilleur ! ■

Guillaume DOIZY

http://caricaturesetcaricature.com

Fig. 15 : « La nouvelle assomption ».



67. Jacques Morel, *Agréables mensonges. Essais sur le théâtre français du XVII[e] siècle*, Paris, klienck-siekc, 1991, p. 259.

68. René Rémond, *Le Nouvel antichristianisme : entretiens avec Marc Leboucher*, Paris, Desclée de Brouwer, 2006, p. 35.

69. Laurence Ville, *L'anticléricalisme dans le roman populaire à la fin du 19[e] siècle*, 1991, 239 p., [mémoire de DEA sous la direction de M. Viallet, Grenoble, IEP].

70. John Grand-Carteret, *Contre Rome, la bataille anticléricale en Europe*, Paris, Michaud L., 1906, p. 267-302.

71. Guillaume Doizy, « Une revue anticléricale : Les Corbeaux » *in Gavroche, revue d'histoire populaire*, n° 140, mars-avril 2005, p. 8-13.

72. Guillaume Doizy, *Et Dieu créa le rire, Satires et caricatures de la Bible*, éd. Alternatives, 2006.

Le mythe de Verdun



Février 1916 dans les environs de Verdun. Une tranchée de défense à proximité d'explosions de 75 formant barrage. De nombreux poilus tués à Verdun l'ont été par les canons français.

La bataille de Verdun (1916) reste considérée en France comme une victoire de la « Grande guerre », un symbole de la résistance des poilus à l'offensive de l'armée allemande. Elle ne ressemble pourtant en rien à une victoire.

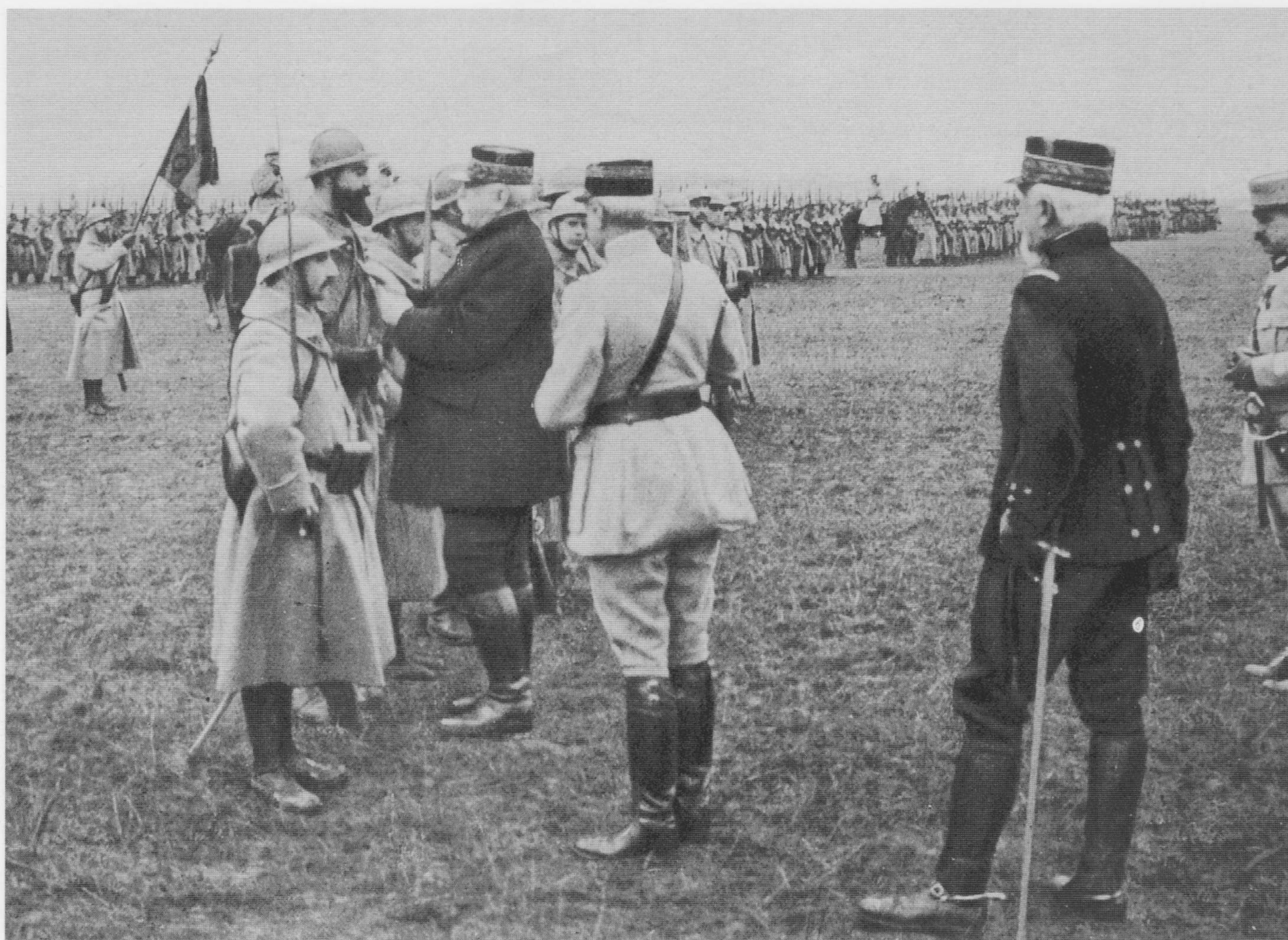
L'identité des nations se construit sur une histoire largement mythifiée. Après la geste de Jeanne d'Arc, la Révolution et l'« épopée napoléonienne », avant la Résistance, Verdun tient une place particulière dans l'historiographie patriotique française : dernière grande victoire de la dernière guerre à avoir été remportée par une France encore puissante, elle y demeure la bataille la plus célébrée, et la plus méconnue.

Une ville sans valeur stratégique

En février 1916, la guerre dure depuis 30 mois et le front occidental n'a pas bougé



Bivouac derrière le front de Verdun. L'Illustration, *13 mai 1916.*



Mars 1916. Joffre décore des soldats qui ont arrêté les attaques allemandes. L'Illustration.

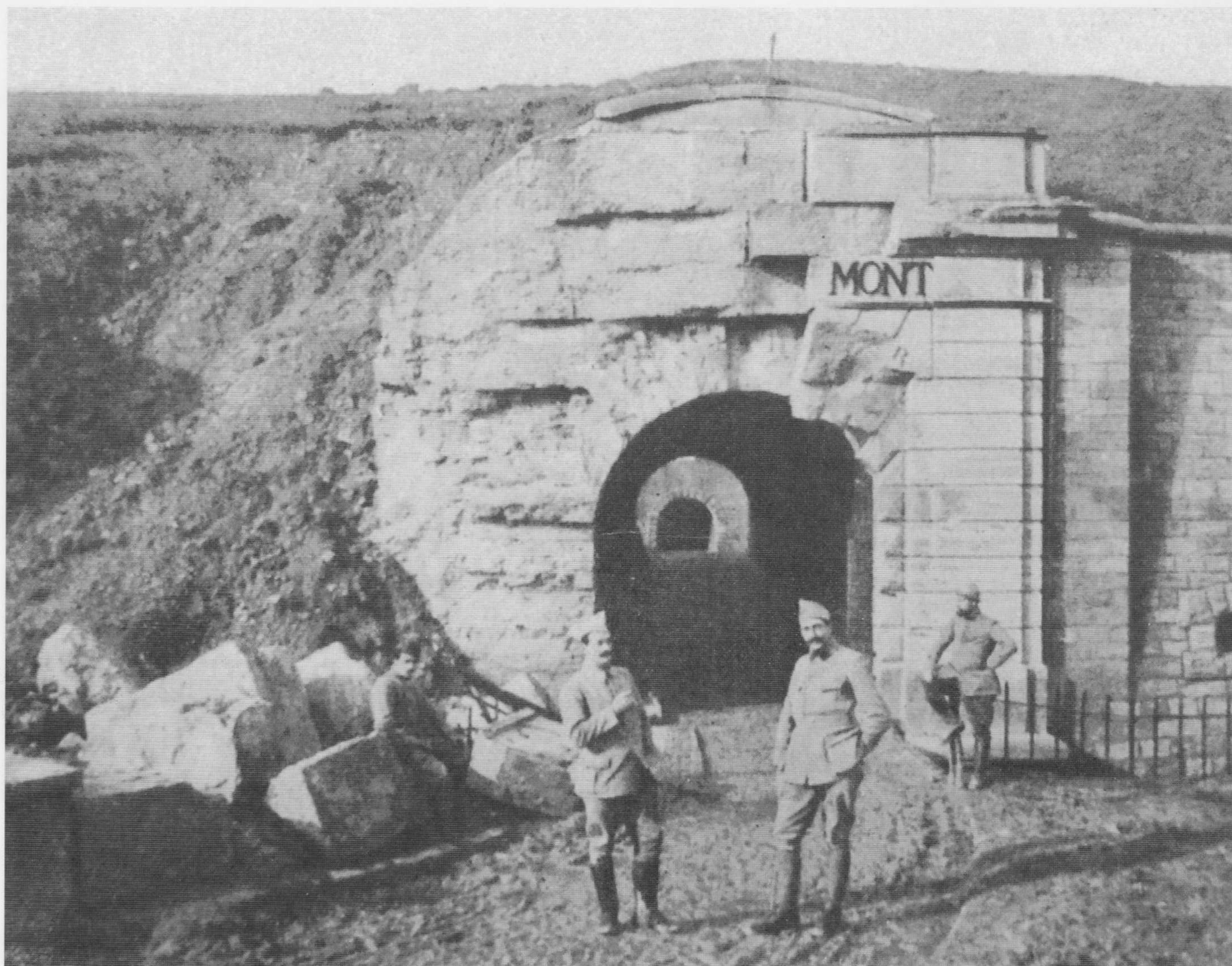
depuis 27 mois. Dans le bras de fer qui oppose à l'Ouest les puissances coloniales, France et Royaume-Uni, à l'Allemagne, chaque camp pèse de toutes ses forces sur le point faible de l'adversaire. Les alliés bloquent les voies de communications du Reich pour tenter d'affamer sa population[1]. Les Allemands, de leur côté, tentent de « saigner à blanc » leur ennemi principal, la France, moins peuplée, amputée de ses départements du Nord, et qui a déjà perdu beaucoup d'hommes. Ils sont en cela puissamment aidés par le commandant en chef français, le général Joffre. Celui que l'on nomme *« le grand-père »* dans la presse patriotique, pratique depuis la Marne ce qu'il appelle *« le grignotage »*, une « stratégie » qui consiste à envoyer inlassablement les vagues de fantassins français sans casque, en pantalon rouge et bandes molletières, à l'assaut des tranchées allemandes à travers les barbelés et sous le feu des mitrailleuses. Aux hommes politiques, qui ne connaissent pas l'étendue des pertes et que l'État-major tient dans l'ignorance complète des opérations, Joffre affirme : *« L'on tue plus d'hommes à l'ennemi qu'il ne nous en tue »*. Il ment effrontément. En réalité, à cette période de la guerre, on compte déjà 650 000 morts du côté français, et 70 tués ou blessés pour 100 combattants, contre 41 chez les Allemands. La sagesse commanderait d'attendre patiemment les effets du blocus et l'entrée en guerre des Américains, mais Joffre veut absolument gagner « sa » guerre avant que l'opinion impatiente n'exige son remplacement par l'un de ses rivaux, Nivelle, Foch, ou Mangin, des partisans de « l'offensive à tout prix[2] ».

Les Allemands savent que le temps joue contre eux. Ils ont également compris que Joffre et ses généraux n'hésitaient pas à sacrifier leurs hommes par dizaines de milliers pour alimenter les communiqués militaires. Leur commandant, Falkenhayn, entend forcer la décision en imposant aux Français une bataille si meurtrière qu'ils devront crier grâce. Son choix se porte sur Verdun. Pourquoi ? En réalité, la ville n'a qu'une importance stratégique négligeable. À tel point qu'aucun combat ne s'est déroulé là depuis 15 mois et que Joffre a ordonné par décret le désarmement de la place forte le 5 août 1915. La plus effroyable boucherie de la « Grande guerre » aura lieu à Verdun parce que la propagande française se gargarise du « saillant » qui nargue les Allemands au-delà de la Meuse, et parce que le fils de l'empereur Guillaume II a claironné devant ses troupes : *« L'Empereur viendra vous passer en revue sur l'esplanade de la ville et la paix sera conclue de suite »*.

Tandis que les rapports signalant une importante concentration de forces allemandes dans la région de Verdun s'accumulent, le gouvernement interroge Joffre sur les défenses ●●●

1. Le nombre de civils allemands morts des conséquences du blocus est estimé à 760 000.

2. Ce qui sera fait fin 1916 avec le remplacement de Joffre par Nivelle, lequel lancera en avril 1917 la désastreuse offensive du Chemin des Dames.



L'entrée principale du fort de Douaumont au début de l'offensive allemande. L'Illustration.

●●● dont dispose la ville. Le commandant en chef assure aux ministres que la place est bien défendue. Joffre ne croit pas à une attaque allemande sur le « saillant », il est tout à la préparation de l'offensive sur la Somme, décidée quelques jours plus tôt avec les Anglais lors de la conférence de Chantilly, et il ne veut surtout pas voir des civils s'ingérer dans les affaires militaires[3]. Il ment au gouvernement et continuera à lui mentir sans vergogne.

Comment s'écrit l'histoire

Les troupes de Falkenhayn attaquent en direction de Verdun le 21 février. Un obstacle de taille leur barre la route, le fort de Douaumont, une véritable forteresse enfouie sous une carapace de béton. Mais en application du décret pris par Joffre en août 1915, le plus redoutable des forts qui ceinturent la ville, *« le pilier de la défense de Verdun »*, a été privé de ses canons mobiles et de sa garnison. Un gardien et 57 territoriaux y bivouaquent, sans officier.

Il faut trois jours entiers au commandement français pour admettre qu'il s'est trompé sur l'offensive allemande et pour prendre des dispositions en conséquence. Le 24 février, le général Chrétien, commandant du secteur, donne l'ordre de réoccuper les forts, mais le pli n'est pas transmis et reste sur son bureau. Quant au colonel Belenet qui occupe le village de Douaumont, il ne lui vient pas à l'idée d'occuper l'édifice tout proche.

Le lendemain, une patrouille de fantassins brandebourgeois commandée par un lieutenant s'approche du fort. Les ordres leur enjoignent de rester à 800 mètres au moins, mais, étonnés de ne pas essuyer de coups de feu, ils passent outre. Arrivés devant le fossé, les *Fritz* le franchissent au moyen d'un tronc d'arbre, puis escaladent le mur d'enceinte et pénètrent tout ébahis dans la cour. À 19, les Allemands capturent les 57 territoriaux français puis s'empressent d'appeler des renforts. Douaumont, que Guillaume II appelait *« la pierre angulaire de la défense de la plus puissante forteresse du principal ennemi »* venait de tomber sans combat.

Le commandement français ne peut avouer dans quelles conditions s'est produite la catastrophe. Espérant sans doute que Douaumont pourra être récupéré avant que le scandale n'éclate, il commence par nier la prise du fort. Les Allemands, eux, publient le 26 février un communiqué triomphal : *« Animés de leur vieil élan, des régiments brandebourgeois se sont frayés un chemin jusqu'au village et au fort blindé de Douaumont, qu'ils ont pris d'assaut »*. Le mensonge allemand sauve les généraux français qui s'empressent le soir même de donner crédit à la fable de la « prise

3. D'août 1914 à avril 1916, la France vit sous un régime de quasi-dictature militaire.



Autour de Verdun, transport des troupes vers les premières lignes. L'Illustration, *1er avril 1916.*

d'assaut ». Admirons ce chef-d'œuvre du bourrage de crânes : *« La position* [Douaumont] *enlevée ce matin par l'ennemi après plusieurs assauts infructueux qui lui ont coûté des pertes très élevées a de nouveau été atteinte et dépassée par nos troupes, que toutes les tentatives de l'ennemi n'ont pu faire reculer. »* À la tribune de l'Assemblée, Aristide Briand, Président du Conseil, décrit le combat héroïque des défenseurs du fort contre une vague d'assaut de 40 000 Allemands. Les civils lisent dans les journaux la version patriotique de la chute de Douaumont racontée par des « témoins oculaires ». Sur le terrain, les poilus constatent l'incroyable incurie du commandement français et sa duplicité sans bornes.

Le fort de Douaumont ne sera repris que le 24 octobre, après 8 mois de combats. De l'aveu même des stratèges militaires, sa perte aura coûté 100 000 tués et blessés aux Français. Le capitaine d'infanterie Delvert note rageusement dans son carnet : *« Il faudra la hurler sur les toits, la vérité*[4] *»*. Mais lorsqu'il racontera plus tard aux siens comment est tombé le plus puissant fort de Verdun, personne ne le croira[5].

Les poilus au-delà de la souffrance

Après la prise de Douaumont, le système défensif français est balayé en quelques jours. La ville est menacée. Pétain, qui s'apprêtait avant la guerre à prendre sa retraite, commence avec la défense de Verdun une seconde carrière.

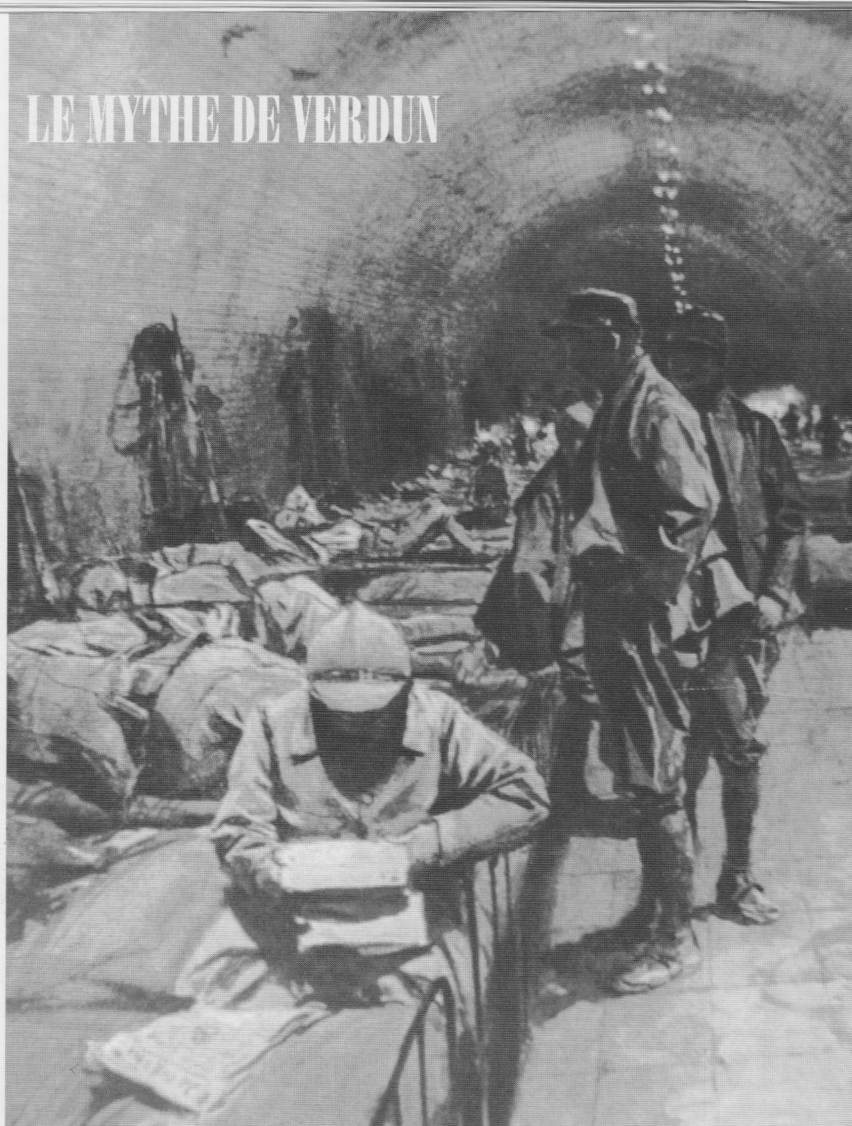
Non seulement la place forte a été privée de son artillerie, mais les officiers supérieurs présents n'ont pris aucune mesure pour organiser sa défense : *« Dans ce secteur de Verdun, où l'on a eu à subir aucune attaque pendant quinze mois, il n'y a rien, rien, rien. Pas de tranchées ! Pas de boyaux ! Pas d'abris ! Pas de fils téléphoniques ! Pas de projecteurs ! Pas de réserves de cartouches ! Rien ! Rien ! Ce qui s'appelle rien ! »* fulmine le colonel Melot[6]. L'artillerie française n'aligne que 270 canons face à plus de 1 000 pièces allemandes. À cause de l'impéritie de leurs chefs, les poilus devront creuser leurs abris sous les bombardements, et monter à l'assaut à travers les barbelés ennemis intacts.

Verdun est une bataille atypique de la guerre des tranchées. La brusque avance allemande sur le « saillant » a provoqué un bouleversement du réseau de lignes. La configuration du champ de bataille où le front zigzague de part et d'autre de la Meuse empêche la reconstitution rapide d'un rideau défensif. Les unités adverses se croisent, se dépassent, et s'égarent souvent au milieu des lignes ennemies sous un déluge d'artillerie. Le soldat Louis Gillet témoigne : *« À Verdun, une division, dans l'espace d'une relève, laisse en moyenne 4 000 hommes. La terre elle-même change de forme ; les collines, sous les coups de rabot des obus perdent leurs reliefs, leurs contours. Le paysage prend cet aspect jamais vu, cet aspect de néant, cette apparence croulante de fourmilière et de sciure, où des échardes,* ●●●

4. Charles Delvert : *Carnets d'un fantassin ; Massiges 1916 Verdun*, Éditions du mémorial, collection « Témoignages et mémoire », Paris, 1981, p. 143.

5. Lire : François Roux, *La Grande guerre inconnue*, Éditions de Paris/Max Chaleil, Paris, 2006.

6. Charles Delvert, *op. cit.*, p. 143.



Ci-dessus : Les casemates dans la citadelle de Verdun. L'Illustration, *septembre 1916.*

À droite : Novembre 1916. Les généraux Foch, Nivelle et Mangin se félicitent des « importants résultats » obtenus.

●●● *des fétus, des débris de choses mêlés comme de la paille dans du mauvais pain, rappellent qu'il y a eu des bois, des fusils, des brancards, on ne sait quoi de concassé là. On ne vit plus... on ne dort plus, on ne mange plus, on range les morts sur le parapet, on ne ramasse plus les blessés. On attend le moment fatal dans une sorte de stupeur, dans un tressaillement de tremblement de terre, au milieu du vacarme dément*[7]. » Pendant longtemps, côté français, l'approvisionnement de la place en munitions, en nourriture, et les relèves par des troupes fraîches ne peuvent passer que par la « voie sacrée » sillonnée en permanence par une noria de camions, d'ânes et d'hommes. Des groupes de soldats restent parfois plus d'une semaine isolés sur le champ de bataille. Un ancien de Verdun en parle comme d'*« une guerre d'hommes abandonnés*[8] *».*

« L'eau a envahi bientôt notre tranchée, raconte le poilu Robert Perreau. *Grossi par les pluies, le fleuve s'insinue entre nos remparts de terre et mine nos parapets qui s'effondrent. La tranchée n'est plus maintenant qu'une mare de boue d'où monte une odeur intolérable. On se réfugie sur les rares banquettes qui tiennent encore. [...] Toute tête qui dépasse le parapet est une cible pour le guetteur d'en face. Il faut rester accroupi sur son socle pour ne pas s'enfoncer dans la boue jusqu'au ventre ou rester enlisé. Au bout de quelques heures, cette position cause une souffrance atroce. Il est impossible de communiquer entre nous pendant le jour. [...] La pluie tombe sans arrêt et traverse nos vêtements. Le froid nous pénètre. Les poux nous sucent ; tout le corps est brisé. La pluie et la boue décomposent les cadavres d'où s'exhale une odeur écœurante. Nous ne mangeons plus. Je vois des hommes de quarante ans pleurer comme des enfants. Certains voudraient mourir*[9]*. »* De nombreuses unités passent à l'ennemi, de part et d'autre. Les cas de folie sont fréquents et les suicides également.

Au cours des dix mois de la bataille, la majeure partie des poilus connaîtra, par le jeu des rotations, l'« Enfer de Verdun » : le froid, la soif, les gaz, la boue, la peur, le feu, la faim et le désespoir.

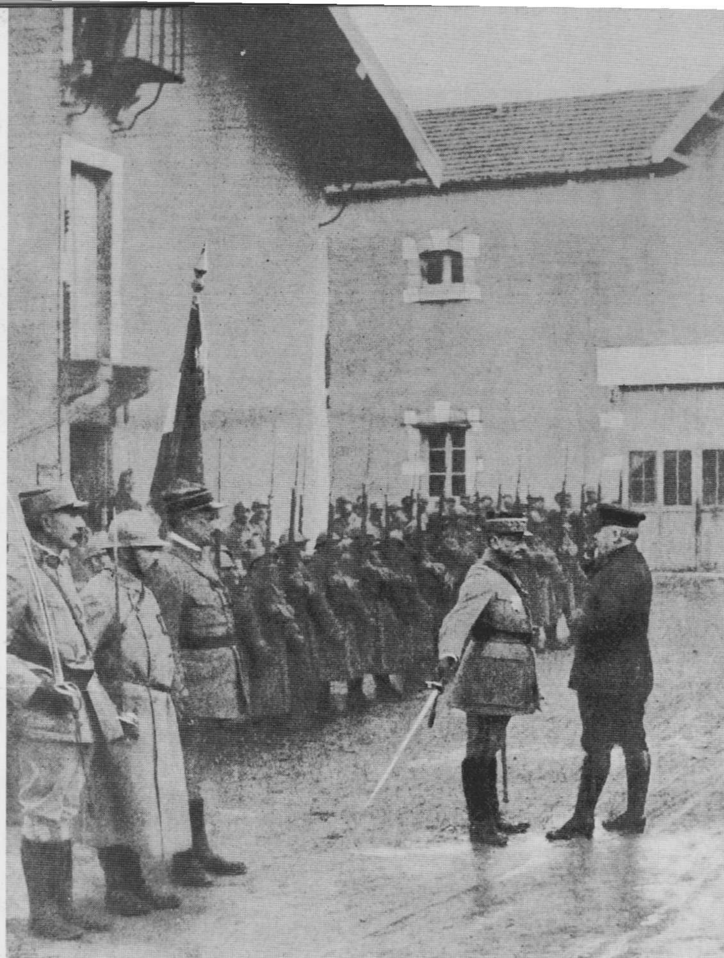
Kamerad Franzose !

Aucun des généraux responsables de l'impréparation de Verdun ni du désarmement de Douaumont n'eut à en rendre compte. *« Pour un oui ou pour un non,* résumait Charles Delvert dans son carnet, *on fait passer au conseil de guerre un malheureux poilu qui aura eu, au milieu des pires misères, une minute de défaillance. Et les chefs qui ne se donnent même pas la peine de reconnaître leur ligne ? Qui par leur frousse sénile, leur inertie criminelle, font massacrer leurs hommes ? Que leur fera-t-on ? On leur donnera un avancement dans la Légion d'honneur*[10] *! »* Il ne croyait pas si bien dire. À l'issue de la bataille, le général Joffre quitta son commandement avec un bâton de maréchal. Quelques mois plus tôt, en juin, le commandement s'était inquiété de l'augmentation des redditions volontaires et des fraternisations au cœur de la mêlée. Il avait décidé de faire un exemple. Deux sous-lieutenants du 347e RI qui avaient ordonné un repli tactique alors que leur régiment[11], réduit à 350 hommes, se trouvait menacé d'extermination dans le secteur de Fleury, devant Douaumont, furent arrêtés, condamnés, et exécutés sur l'ordre du sinistre Nivelle qui allait s'illustrer quelque temps plus tard en déclenchant la catastrophique offensive du Chemin des Dames. *« Crie après ma mort contre la justice militaire. Les chefs cherchent toujours des responsables : ils en trouvent pour se dégager »,* écrivit le sous-lieutenant Herduin à sa femme, le 11 juin 1916, quelques instants avant d'être fusillé[12].

Si on voulait résumer cette bataille du point de vue français, on pourrait dire que des centaines de milliers d'hommes ont payé de leur vie ou dans leur chair l'incompétence de leurs chefs. Ce n'est pas ce que l'on apprend aux enfants dans les écoles. Encore aujourd'hui, rares sont les livres scolaires qui expliquent comment est tombé le fort de Douaumont[13]. Les chiffres qu'on y ●●●

7. Cité par Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 1983, p. 362.
8. Jacques Meyer, *Les soldats de la Grande guerre*, Hachette-Littératures, collection « La vie quotidienne », Paris, 1966, p. 299.
9. Cité par Jacques-Henri Lefebvre, *Verdun*, Éditions du mémorial, collection « Histoire et recherche » Paris, 1986, p. 401-402.
10. Charles Delvert, *op. cit.*, p. 174.
11. Un régiment d'infanterie compte en 1916 entre 3 000 et 3 500 hommes.
12. Cité par Roger Monclin, *Les damnés de la guerre*, Union Pacifiste de France, Boulogne, 1978, p. 75.
13. L'encyclopédie Larousse en 6 volumes publiée en 1933 laissait entendre que Douaumont avait été pris d'assaut.





Ci-contre : 5 novembre 1916 à Verdun. Poincaré, président de la République, décore le général Mangin. Son déplacement sera marqué par une manifestation hostile dont on ne trouve pas trace dans la presse qui rend compte de cette visite.

●●● trouve ne précisent jamais non plus que 25 % des poilus tués à Verdun – soit environ 55 000 hommes – le furent par les canons français[14] – la moitié de la compagnie du capitaine Delvert fut exterminée par les tirs trop courts des 75. Les manuels décrivent la souffrance des hommes, leur fierté de l'avoir surmontée, d'avoir « tenu », et ils expliquent que les poilus ont *« consenti »* à leur sacrifice ; ils ne racontent pas les manifestations du 3e corps, en mai 1916, contre *« Mangin le boucher »*, au cours desquelles des gendarmes ont été pendus par les fantassins[15], pas plus que la visite du président Poincaré venu remettre la Grand-Croix à ce même général Mangin, baptisé par la propagande *« vainqueur de Douaumont »*, le 5 novembre 1916, quand le président de la République dut repartir précipitamment sous les huées, au cri d'*« embusqué ! »* tandis qu'une grêle de pierres s'abattait sur sa voiture.

Verdun constitua pour les poilus le sommet d'une ascension de 30 mois dans l'horreur et le désespoir, au terme de laquelle ils basculèrent dans « l'antipatriotisme » décrit par Raymond Escholier et Jean Norton Cru. *« Sauver sa peau »* devint le mot d'ordre. Mais comme l'explique si bien Gabriel Chevallier, comment pouvaient-ils sortir du piège de la guerre ? *« L'homme du créneau est pris entre deux forces. En face, l'armée ennemie. Derrière lui, le barrage des gendarmes, l'enchaînement des hiérarchies et des ambitions, soutenus par la pensée morale du pays, qui vit sur une conception de la guerre vieille d'un siècle, et crie* « Jusqu'au bout ! » *De l'autre côté l'arrière répond :* « Nach Paris ! ». *Entre ces deux forces, le soldat, qu'il soit Français ou Allemand, ne peut ni avancer ni reculer. Aussi, ce cri qui monte parfois des tranchées allemandes :* Kamerad Franzose ! *est probablement sincère.* Fritz *est plus près du poilu que de son* feldmaréchal. *Et le poilu est plus près de* Fritz, *en raison de la commune misère, que des gens de Compiègne[16]. »*

UNE VICTOIRE ?

En France, les monuments aux morts et les ouvrages des historiens médiatiques célèbrent Verdun comme une victoire. *« Ils ne passeront pas ! »* proclamait le slogan patriotique. Ils ne sont pas passés. En vérité, tel n'était pas l'objectif principal de l'état-major allemand qui espérait plutôt provoquer une hémorragie fatale à l'armée française. Il n'y parvint que partiellement. Officiellement et bien que les chiffres varient très fortement d'un historien à l'autre[17], les Français perdirent 380 000 tués et blessés et les Allemands 330 000. Étrange victoire…

Qui s'intéresse aux statistiques de la « Grande guerre » n'est d'ailleurs pas au bout de ses surprises. En additionnant les chiffres officiels des tués lors des batailles de Verdun et de la Somme, toutes deux commencées et achevées en 1916, on parvient à 325 000 tués français alors que les mêmes sources comptabilisent 252 000 morts au total pour cette même année 1916[18]. Où sont passés les 73 000 manquants (plus du quart des morts volatilisés !), sans compter les pertes sur les autres théâtres d'opérations ? Sans doute ont-ils disparu dans les innombrables mensonges sous lesquels les généraux français dissimulèrent leur incurie et leur mépris de la vie des hommes.

Doit-on s'étonner que la bataille de Verdun reste toujours considérée comme une glorieuse victoire ou que tant de nos avenues portent le nom de Joffre, dont le capitaine Delvert disait : *« pas un général dans l'histoire n'a sacrifié avec autant d'indifférence la vie de ses soldats que le prétendu grand-père[19] »* ? Pas vraiment : bousculés par la mondialisation, les États cherchent à réactiver le sentiment d'« identité nationale » qui les légitime. Les mythes patriotiques ont encore de beaux jours devant eux. ■

François ROUX

14. Jacques Meyer, *op. cit.*, p. 311.
15. On trouve mention de ces pendus chez plusieurs témoins tels Jacques Meyer (*op. cit.*, p. 317), Gabriel Chevallier (*La Peur*, Éditions Le Passeur/Cecofop, Nantes, 2002, p. 169) ou Louis Barthas (*Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Éditions La Découverte/Poche, Paris, 1997, p. 351).
16. Gabriel Chevallier, *op. cit.*, p. 256.
17. Par exemple, dans deux ouvrages destinés aux étudiants, François Cochet (*1re Guerre Mondiale*, Jeunes Éditions, Studyrama, Paris, 2001, p. 102) indique 221 000 morts français à Verdun en 1916 et Ralph Schor (*La France dans la première guerre mondiale*, Éditions Nathan, Paris, 1997, p. 51) 163 000 morts, soit un écart de plus d'un tiers !
18. Chiffres cités par François Cochet, *op. cit.*, p. 102.
19. Charles Delvert, *op. cit.*, p. 143.

Le loup de Katyn

En 1943, on découvre dans la forêt de Katyn, à l'ouest de l'URSS, des fosses contenant les cadavres de milliers d'officiers polonais exécutés. Ce n'est qu'après 1989 que la Russie reconnaîtra sa responsabilité dans ce massacre. Alors que l'on reparle de Katyn à l'occasion du dernier film du cinéaste polonais Andrzej Wajda, retour sur des années de mensonge international.

Une des nombreuses fosses de Katyn. Brochure pro-allemande de 1943.

Le 1er juillet 1946, le Tribunal de Nuremberg commence à examiner l'assassinat de 11 000 officiers polonais à Katyn près de Smolensk. Cette 168e journée est essentiellement consacrée à l'interrogatoire du colonel Arhens, commandant le régiment de transmission n° 537 du groupe d'armées du centre, unité installée à Katyn. Après sa prise de fonction à la fin de novembre 1941, le colonel Arhens avait entendu des rumeurs sur des exécutions commises dans le bois de Katyn mais n'y avait accordé aucune attention particulière. Au cours de l'hiver 1943, il aperçoit un loup qui creuse un tertre surmonté d'une croix. Il observe les traces de l'animal en compagnie d'un chasseur, mais le sol fortement gelé et la neige l'empêchent de pousser plus loin ses investigations. Ce n'est qu'avec le dégel qu'il peut faire examiner les ossements mis au jour par des médecins, qui concluent à des ossements humains. Arhens considère le tertre comme une sépulture de combattants. Une enquête plus approfondie allait démontrer qu'il n'en était rien. Ce loup a déclenché ce qu'on appela « l'affaire de Katyn ».

À la demande des Soviétiques, ce crime de guerre a été imputé aux nazis et le Tribunal international de Nuremberg devait en établir les charges et la responsabilité. À l'issue des débats, les juges se déclarèrent incompétents pour mener une enquête sur un crime commis par d'autres que les Allemands et Katyn ne figure pas dans la sentence finale. Le crime demeurait sans auteurs désignés et les Soviétiques n'avaient pas réussi à faire prononcer un jugement solennel qui les aurait innocentés.

Ce loup erre encore symboliquement dans les jardins du Parlement européen qui, en mars 2005, a refusé, à l'instigation de son président de l'époque J. Borrell, d'observer une minute de silence en mémoire des officiers polonais, sous le prétexte qu'il est impossible de commémorer tous les événements tragiques du passé européen. Le massacre de Katyn est pourtant considéré par les historiens comme l'un des crimes caractéristiques du système soviétique. Et l'on pouvait espérer que, pour une fois, le Parlement européen aurait eu la présence d'esprit d'en tenir compte et, par une résolution, aurait saisi l'occasion de travailler à la réduction des conflits de mémoires qui surgissent régulièrement entre l'ex-Europe de l'Ouest et l'ex-Europe de l'Est. Une occasion manquée de plus…

Nous publions ci-dessous la version originale et intégrale de l'article de Jean-Louis Panné destiné au *Dictionnaire du communisme* paru en octobre aux éditions Larousse sous une forme abrégée.

L'affaire de Katyn éclate le 13 avril 1943 lorsque la radio de Berlin annonce la découverte de fosses contenant les cadavres d'un millier d'offi- ●●●



niens sont relâchés, ensuite les officiers (selon la directive du 2 octobre) sont regroupés à part en camps spéciaux : les hauts gradés et hauts fonctionnaires d'État à Starobielsk ; les membres des services de renseignements, les gendarmes, policiers et gardiens de prison à Ostachkov ; les soldats résidant auparavant dans la partie allemande à Putiol et Kozielsk. Fin octobre-début novembre, les Soviétiques échangent uniquement 43 000 de ces derniers – y compris les Juifs et les communistes – contre 14 000 transférés par les nazis côté soviétique.

À Brest-Litovsk, officiers russes et officiers allemands établissent sur la carte le partage de la Pologne. L'Illustration, *7 octobre 1939.*

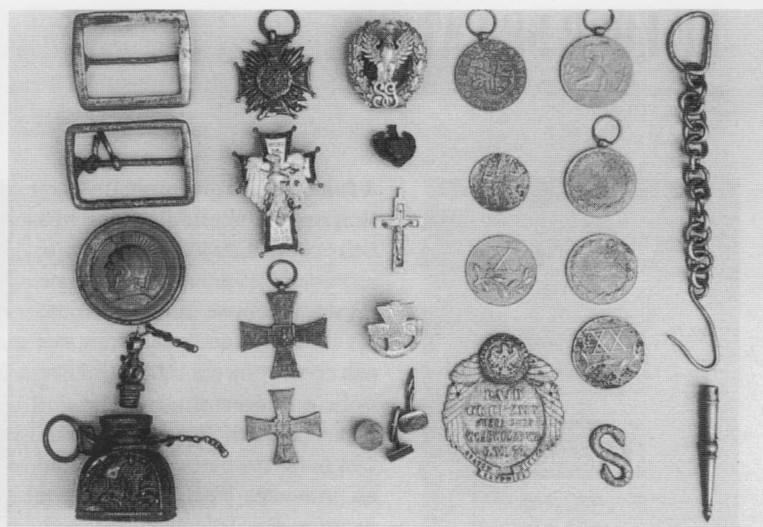
●●● ciers polonais exécutés d'une balle dans la nuque. À la suite de l'agression soviétique (17 septembre 1939) contre la Pologne, coordonnée avec l'agression nazie du 1er septembre en vertu des clauses secrètes du pacte du 23 août 1939, les Soviétiques avaient fait prisonniers environ 250 000 soldats et officiers polonais. Enfermés dans des camps sous la responsabilité du NKVD (la police politique soviétique) et sa Direction des affaires des prisonniers de guerre, sans protection juridique internationale puisqu'il n'y avait pas eu de déclaration de guerre par l'URSS, ces prisonniers font l'objet d'un tri : d'abord les simples soldats biélorusses et ukrai-

Les officiers font l'objet d'un programme spécial : infiltration pour déterminer leurs opinions politiques, repérage des « contre-révolutionnaires », mises en fiche de chacun d'entre eux, avec photographies et empreintes (janvier 1940). Tout ce processus aboutit à leurs mises en accusation selon les lois soviétiques, avec de probables condamnations de 8 à 10 ans de détention. Dans le même mouvement commençait le 10 février 1940 la première des trois déportations des Polonais (au total près de 300 000 personnes) vers le Kazakhstan et la Sibérie, puis le 2 mars 1940, Beria et N. Khrouchtchev proposaient la déportation des familles des officiers prisonniers.



Ci-contre : L'infanterie polonaise monte en ligne. À droite : L'artillerie polonaise en route vers la frontière. L'Illustration *du 16 septembre 1939.*





Boutons et décorations retrouvés sur les cadavres des fosses de Katyn.

La recherche des prisonniers manquants

Avec l'invasion allemande, le 22 juin 1941, le sort des prisonniers polonais change. Les relations diplomatiques entre Moscou et le gouvernement polonais en exil à Londres reprennent. Le 12 août 1941, ils sont amnistiés et le général Anders, jusqu'alors détenu à la Loubianka, est autorisé à constituer une armée polonaise. Curieusement, seuls 448 officiers prisonniers jusqu'alors dans les trois camps susnommés réapparaissent. Anders, qui n'obtient que des réponses évasives concernant les milliers d'autres de leurs camarades, charge certains d'entre eux d'enquêter (dont J. Czapski). Ils se heurtent à l'inertie de commande de l'administration soviétique. En mars 1942, la censure soviétique interdit la publication de tout avis de recherche dans le bulletin de l'ambassade polonaise à Moscou. Fin 1942, des représentants de cette ambassade sont arrêtés sous l'accusation d'espionnage et Molotov donne l'ordre, début janvier, de les interroger en vue de les condamner.

Le 13 avril 1943, avec l'annonce de la découverte de fosses en forêt de Katyn, près de Smolensk, il est clair que ces officiers ne seront jamais retrouvés vivants, tant la méthode utilisée (mains liées dans le dos, balle tirée à bout portant) rappelle celle du NKVD. Lorsque le gouvernement du général Sikorski demande une enquête de la Croix-Rouge (17 avril), Staline décide (26 avril) de rompre les relations diplomatiques avec lui et l'accuse dans des messages envoyés à Churchill et Roosevelt de collusion avec Hitler. Le « vainqueur de Stalingrad » sait qu'il est en mesure de faire pression sur des alliés déjà très enclins à accepter les exigences de « l'oncle Jo ». Lors de sa visite à Moscou (fin 1941), le secrétaire d'État aux Affaires étrangères britanniques Antony Eden avait été informé que l'URSS n'avait nullement l'intention de renoncer à ses revendications envers l'Europe centrale en général et la Pologne en particulier (rectification de frontières), manière de prendre option sur les acquis concédés par Hitler et les accroître.

Les enquêtes concordent

Les Allemands suscitent une commission médicale internationale composée par des professeurs de médecine de pays alliés ou dominés par le Reich, à l'exception du Suisse François ●●●



Ci-contre :
Prawda o Katyniu.
La Vérité sur Katyn.
Brochure publiée en septembre 1944 par les communistes polonais pour soutenir la thèse soviétique.

Timbre de la poste clandestine de Solidarnosc commémorant le massacre de Katyn.

Ci-dessous :
Exhumation de cadavres des fosses de Katyn.

Page de droite :
Une délégation polonaise saluant les dépouilles de leurs compatriotes martyrs. Brochure pro-allemande de 1943.

●●● Naville qui, avant d'y participer, a consulté les autorités helvétiques. Elle se rend sur place, procède à des autopsies, examine les documents exhumés comme les correspondances interrompues subitement ou les reboisements, pour en déterminer la date et dépose ses conclusions le 30 mai 1943 : les exécutions ont eu lieu au printemps 1940. La date signe le crime. Parallèlement, une commission technique de la Croix-Rouge polonaise, dirigée par le Dr Marian Wodzinski, un résistant, enquête elle aussi et aboutit à la même conclusion. Aussi les autorités polonaises de Londres n'ont aucun doute sur les responsables du massacre. Katyn ravive le souvenir du pacte du 23 août et les deux années de collaboration effective entre les deux vainqueurs de la Pologne.



LE MENSONGE

Le 10 janvier 1944, une fois Smolensk reprise, le NKVD organise sa propre commission. 925 corps sont exhumés. Des documents sont falsifiés pour faire croire à une exécution à l'automne 1941, les personnes qui ont témoigné en défaveur de l'URSS sont arrêtées.

De leur côté, les Anglo-Saxons choisissent immédiatement d'imputer le crime aux Allemands. Si Churchill prend au sérieux la déclaration de Staline à Téhéran (1943) demandant l'exécution de 50 000 officiers allemands, c'est qu'il sait très bien à quoi s'en tenir sur Katyn. Nombre des mémorandums et des informations qu'il reçoit ne produisent aucun effet : lui et surtout Roosevelt n'entendaient nullement prendre le risque de remettre en cause la Grande Alliance. Parler de Katyn autrement que comme un crime allemand est interdit. Une censure impitoyable est mise en place. Les communistes de tous pays et, en particulier les Polonais, font campagne pour imposer la thèse soviétique. Dès septembre 1944, de Moscou, ils publient une brochure : *La Vérité sur Katyn*, entérinant ainsi leur participation au mensonge qui devait durer jusqu'en 1989. En Suisse, le professeur Naville est l'objet d'attaques de leur part et doit se défendre quasiment seul. Sans rien céder, il joue ensuite un rôle essentiel lorsque le Sénat américain se décide à ouvrir une



enquête (1951). En France, *L'Humanité* apportera son concours au mensonge soviétique jusqu'à la fin des années 1990.

La reconnaissance

En réalité « l'affaire » n'a jamais été oubliée jusqu'en 1989. Elle resurgit avec la déstalinisation mais les dirigeants communistes considèrent alors qu'il est trop dangereux de dire la vérité, pour eux et pour le régime polonais qui aurait été délégitimé. Aussi, dans une note du 3 mars 1959 à Nikita Khrouchtchev, Alexandre Chélépine fait le bilan des exécutions, 21 857 hommes dont 4421 à Katyn, propose la destruction des fiches de chacun d'entre eux et conseille de s'en tenir à la version soviétique officielle. Le passage de la négation pure et simple (V. Molotov en 1983 : *« Ce n'est pas vrai. »*) à l'aveu de responsabilité s'est graduellement fait après les bouleversements de 1989. Une commission formée d'historiens polonais et soviétiques est mise en place. Cependant, après avoir présenté ses excuses, Gorbatchev marque un temps d'hésitation. C'est son successeur Boris Eltsine qui remet à Lech Walesa les documents établissant sans doute possible la culpabilité soviétique : une lettre de Beria à Staline du 5 mars 1940 propose la liquidation de ces officiers considérés comme des *« ennemis acharnés et irréductibles du pouvoir soviétique »*, proposition approuvée par le Politburo. La liquidation des officiers polonais prisonniers par le NKVD ne relève pas d'une regrettable erreur. Tous les éléments de la politique de Staline convergent dans la recherche de l'affaiblissement systématique de la Pologne, la « nation-ennemie », par la destruction de ses élites. Le 17 février 1943 Viktor Alter, l'un des dirigeants du Bund polonais, est lui aussi exécuté sur ordre de Beria.

Depuis la reconnaissance du crime, laissé jusqu'à maintenant sans conclusion judiciaire, de nouvelles exhumations ont eu lieu, de nouveaux documents ont été publiés. On sait désormais que Nikolaï Zoria, procureur soviétique à Nuremberg retrouvé tué d'une balle dans la tête le 23 mai 1946, était loin d'être convaincu par la thèse soviétique et avait demandé des instructions à A. Vychinski. Katyn, pour les Polonais, demeure le symbole de la terreur soviétique qui les a frappés. Le crime révèle la nature totalitaire du régime soviétique pratiquant le « nettoyage de classe ». C'est aussi le symbole de l'obstination dans le mensonge des communistes. Côté occidental, Katyn révèle quelle fut l'attitude des Anglo-Saxons vis-à-vis des Soviétiques, attitude dont on reçut une tragique confirmation lors de l'insurrection de Varsovie en 1944. ■

Jean-Louis PANNÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Josef Czapski, *Souvenirs de Starobielsk* [1945], Noir sur blanc, 1987.
- *Terre inhumaine*, [1949], L'Âge d'Homme, 1978.
- Alexandra Kwiatkowska-Viatteau, *Staline assassine la Pologne, 1939-1947*, Le Seuil, 1999, chapitre IV.
- Paul Allen, *Katyn. Stalin's Massacres and the Seeds of Polish Resurrections*, Annapolis, 1996.
- Procès des grands criminels de guerre, Nuremberg, vol. XVII.
- S. Crister & Stephen A. Garrett, « Death and Politics : The Katyn Forest Massacre and American Foreign Policy », *East European Quarterly*, 1987, pp. 437-441.
- Kasimierz Karbonski, « Professeur François Naville (1883-1968). Son rôle dans l'enquête sur le massacre de Katyn », *Bulletin de la société des sciences médicales*, Genève.
- Charków, Katyn, Twer, *W szescdziesiata rocznice zbrodni*, Andrzej Koli & Jana Szilinga éd., Torun, Uniwersytet Mikolaja Kopernika, 2001 [contient des photographies des exhumations faites à Kharkov en 1994-1995, les biographies des scientifiques exécutés et l'étude de la propagande communiste en Pologne].

Films :

- Marcel Lojinski et Andrzej Wajda, *Dans la forêt de Katyn*, La Sept/vidéo, 1990.
- Maciej Sienski, *Zbrodnia Katynska* [Le Crime de Katyn], Nauka, Varsovie, s.d.



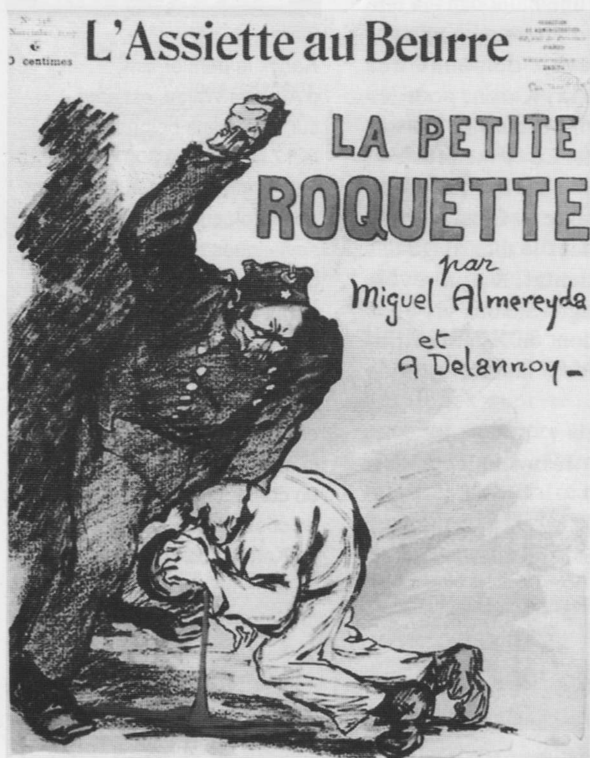


Katyn, le dernier film d'Andrzej Wajda, est sorti sur les écrans polonais le 17 septembre 2007, date anniversaire de l'invasion de la Pologne par les troupes soviétiques en 1939. Le père du réalisateur polonais figure parmi les victimes de ce massacre.
Paru dans *Le Monde* du 15 septembre 2007, l'article de Célia Chauffour annonçant la sortie du film appelle un commentaire : il est réducteur de considérer « l'affaire de Katyn » comme relevant de la seule *« mémoire polonaise contemporaine »*, pour la simple raison que le mensonge soviétique à propos de ces exécutions de masse fut repris et défendu par les partis communistes du monde entier. Jusqu'en 1992 (voir *L'Humanité* du 16 octobre), alors que la vérité ne faisait aucun doute depuis longtemps, le Parti communiste français, par exemple, a tenté de la masquer en procédant à un jeu macabre sur le nom de Katyn et celui de Khatyn, village biélorusse rasé par les Allemands. Cette solidarité internationale dans le mensonge fait du massacre de Katyn un élément de la mémoire et de la conscience européenne.









L'enfermement d

On a longtemps enfermé les enfants délinquants ou pseudo-délinquants au même titre que les adultes et dans les mêmes lieux, les prisons. C'est à partir de 1840 que seront créées les premières maisons de correction, des bagnes ou enfants et adolescents sont souvent exploités dans des conditions inhumaines.

Ci-dessus : couverture de L'Assiette au beurre *n° 348, 30 novembre 1907.*

En haut, dessins de L'Assiette au beurre *n° 411, « Mettray », 13 février 1909. De gauche à droite :* « Te v'là, enfant de salauds ! »

« Les enfants aiment le changement… Et il faut si peu de choses pour les rendre heureux ! »

La délinquance : conduite caractérisée par des délits répétés, considérée surtout sous son aspect social. *Le délinquant* est une personne contrevenant à une règle de droit pénal, qui s'expose, de ce fait, à des poursuites (*Dictionnaire de la langue française*, *Le nouveau petit Robert*).

Cette définition précisée, il nous reste à aborder les individus que le code pénal nomme enfants délinquants. Il s'agit d'enfants de moins de 16 ans, ou sous l'Ancien Régime non pubères, ayant enfreint les lois. Quels sont les délits dont se rendent coupables ces enfants ? La grande majorité commet des vols de nécessité, à savoir vols alimentaires, vestimentaires, numéraires. Ce sont plus les besoins urgents qui les poussent à commettre ces délits.

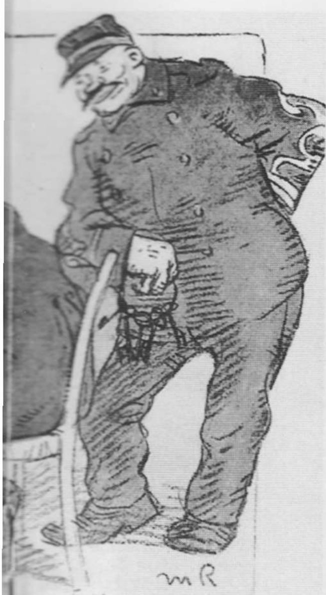
Le sort qui leur est réservé évolue avec le temps. Sous l'Ancien Régime c'est souvent la prison. Mais il n'y a pas de code général traitant les délinquants.

Les prisons

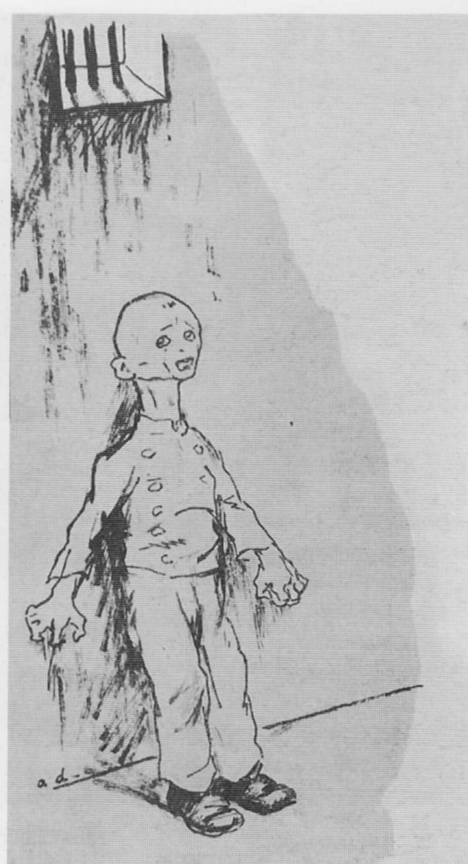
Philippe Pagnon, en novembre 1740, est condamné par *« jugement prévôtal à faire amende honorable devant la principale porte de l'église Saint Pierre de la ville de Caen, tête et pieds nus, en chemise, la corde au cou avec dans ses mains une torche ardente d'un poids de deux livres et là agenouil* [agenouillé] *dire à haute et intelligible voix que méchamment et de dessein prémédité il a commis les crimes dont on l'accuse et qu'il demande pardon à Dieu, au Roi, à la Justice à être fustigé par les carrefours et lieux accoutumés de cette ville ce jourd'huy et par deux jours de marché consécutifs et à servir le Roi comme forçat sur les galères à perpétuité, préalablement marqué des lettres G.A.L. sur l'épaule droite au fer chaud par ledit exécuteur sur la place publique*[1]. »

Cet enfant **Pagnon** ou **Paignon** est peut-être âgé de 15 ou 16 ans au moment des faits. Il dit qu'il n'a jamais été à confesse, qu'il ne possède aucun métier ni profession, n'en ayant jamais appris. Tente de vivre de mendicité et vagabonde. Il n'a aucun domicile et n'a plus ses parents. Il est accusé de nombreux vols avec effraction commis en réunion (ils sont trois enfants). Les vols ont un caractère utilitaire. Tous ces enfants reconnaissent les faits et se solidarisent les uns des autres. Le verdict tient compte de leur âge lors du jugement, ils ont alors trois ans de plus. Les deux autres sont Guillaume Gosselin, âgé au moment des faits de 10 ou 11 ans, et Étienne Lemière, âgé approximativement de 10 ans lors de son interpellation.

1. A.D. Calvados. 9. B 53.







les enfants

Bien plus que la violence, les bagarres et querelles, *« le vol suscite la peur, la haine et le mépris*[2] *»*. Le voleur opère dans la foule ou les lieux déserts, souvent à l'abri de l'obscurité. Cependant les enfants échappent aux châtiments exemplaires : *« les accusations ne pouvaient être intentées, dans notre ancien droit, que contre des mineurs approchant de la puberté ; elles ne pouvaient l'être contre des enfants »*. Il n'empêche que les enfants coupables de vol étaient retenus en prison à cause de complices éventuels. Ils pouvaient être enfermés pour une durée déterminée ou pour toujours, être exposés à une potence, pendus sous les aisselles, recevoir le fouet.

L'ordonnance de Louis IX (1225-1270) prise contre ceux qui blasphèment prévoit un châtiment particulier pour les enfants. De dix à quatorze ans, ils peuvent être battus par la justice du lieu : *« Tout nud de verges en apert ou plus ou moins, selon la grièveté du mesfait ou de vilaine parole, il ne racheteroit la batture, en payant convenable poine selon la forme dite »*. À quatorze ans et plus, celui qui jure ou blasphème paie de 40 à 20 livres ; s'il est trop pauvre pour payer, il sera *« mis à l'échiau, une heure par jour, en lieu de notre justice où les gens ont accoustumé de s'assembler plus communément et puis sera mis en la prison pour six jours ou pour huit au pain et à l'eau*[3]. *»*

À l'époque, on ne badine pas avec le vol et la religion.

Les articles 66 et 67 du code pénal

Il faut attendre le XIXᵉ siècle et le code pénal pour que les enfants délinquants bénéficient de mesures particulières, ce qui ne sous-entend pas de mesures plus favorables. Le code pénal est institué en 1791 et repris en 1810 par le Premier Empire. Avec les deux fameux articles 66 et 67 concernant les mineurs. L'article 66 prévoit l'acquittement de l'enfant ayant agi sans discernement. Le magistrat peut le remettre à ses parents ou comme c'est presque toujours le cas, l'envoyer dans une maison de correction. Il saute aux yeux qu'il s'agit d'une duperie puisque ce sont les mêmes lieux et les mêmes conditions de détention qui attendent l'un ou l'autre, condamné ou acquitté.

Aucun philanthrope, homme de bien, bien pensant, à l'époque, ne trouve injuste un tel traitement. Peut-on trouver une explication d'une telle indifférence ? Il s'agit, selon l'appréciation des magistrats, d'enfants ayant commis un délit. Celui qui a agi sans discernement doit être « corrigé » de ses mauvais penchants alors que celui qui a transgressé les lois en pleine conscience doit être puni.

« Un double mouvement s'amorce au XIXᵉ siècle au sujet de l'enfance considérée comme dangereuse : résoudre la question sociale à sa racine par la rééducation forcée des enfants des classes pauvres ; les placer dans des établissements spécifiques où privés de liberté, ils seraient traités avec plus d'humanité que dans les prisons d'adultes[4]. *»*

Il y a quatre types de maisons de détention dans les départements : les maisons d'arrêt, les maisons de justice, les maisons de détention et les dépôts de mendicité qui ne subsisteront que peu de temps pour la plupart.

« Au terme de la loi du 3 brumaire an 4, formant le code pénal, il doit y avoir une maison d'arrêt auprès de chaque tribunal de première instance. Ces tribunaux sont au nombre de 436. Les maisons d'arrêt sont en nombre égal[5]. *»*

Évoquer les prisons qui enferment les adultes, hommes et femmes, c'est aussi considé- ●●●

À gauche : « J'espère que, le soir, vous leur attachez les mains »

Au milieu : « Dieu, mes enfants, vous chérit et vous protège ! »

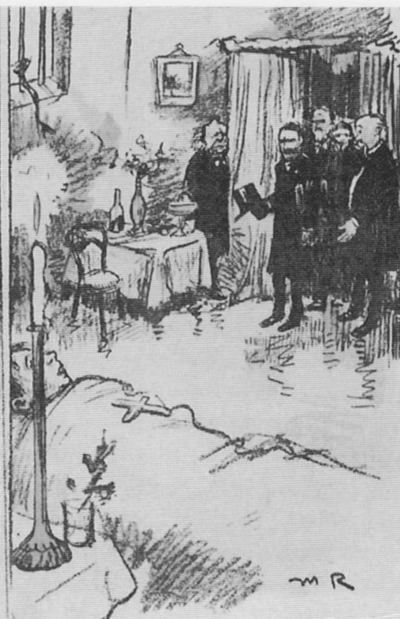
À droite : « *La Faim.* – Vos gueules, mes boyaux ! »

2. Paul Buquet, Inspecteur général adjoint des prisons. *Tableau de la situation morale et matérielle en France des jeunes détenus et des jeunes libérés et recherches statistiques sur les colonies agricoles, les établissements correctionnels et les sociétés de patronage des jeunes détenus*. Imp. administrative Paul Dupont. Paris. 1853. 78 p.

3. *Ibid.*

4. Jacques, Guy Petit ; Nicole Castan ; Claude Faugeron ; Michel Pierre ; André Zysberg. *Histoire des galères, bagnes et prisons : XIIᵉ-XXᵉ siècles*. Bibliothèque historique. Privat. 1991. 369 p.

5. A. N.: F / 16 / 117.


Dessins de L'Assiette au beurre, de gauche à droite :
« ...C'était la nuit… Les magistrats de Tours n'avaient pas le droit de requérir… et, d'ailleurs, ils dormaient.
– En vérité, on ne s'explique pas…
Il ne manquait pourtant de rien ! »

« – Morand ? Morand ? Nom de Dieu, si vous m'aviez dit tout de suite : le numéro 704 ! Il est mort, le 704, et enterré depuis trois semaines. »

●●● rer les enfants, puisqu'il n'y a pas de lieux spécifiques séparés pour eux.

En 1821, sur 952 enfants étudiés sur dix ans et incarcérés dans le Calvados, 610 ont un domicile dans le département. Ceux emprisonnés dans les maisons d'arrêt des arrondissements de ce département ont été appréhendés à la suite d'un délit commis ou supposé, dans les limites géographiques des arrondissements.

Le département du Calvados ressemble aux autres départements quant aux structures de l'emprisonnement et aux comportements délictueux des enfants et adolescents.

Dans une note adressée en 1851 aux préfets des départements, le ministre de l'Intérieur livre le résultat d'une enquête faite sur 1 294 enfants détenus et écrit : *« Le nombre des enfants soumis à la détention correctionnelle s'est accru depuis quelques années de manière considérable ; il est devenu de 1846 à 1850, huit fois plus fort qu'il ne l'était de 1826 à 1830. » « Leurs antécédents, sous le rapport du caractère, de la moralité et de la conduite, étaient généralement médiocres. »* La moitié des enfants n'exerce aucune profession et ceux qui ont un métier le pratiquaient dans l'artisanat industriel. Peu nombreux étaient les journaliers agricoles.

Il y a six prisons dans le département de la Seine : le Dépôt, la Conciergerie, la Santé, Saint Lazare, la Petite Roquette et Fresnes.

Les conditions de vie en prison

Jusqu'en 1819, les détenus ne sont pas séparés au niveau des sexes. Ils sont enfermés dans d'obscurs cabanons où l'air circule à peine et sont des foyers continus de maladie.

Moreau-Christophe raconte[6] : *« Entrez dans nos prisons départementales, vous verrez, dans presque toutes, les détenus au milieu de l'hiver, couverts de haillons et souvent sans chaussures, tournoyer dans les cours comme des bêtes fauves dans leur cage, ou grelotter par groupes dans l'angle d'un corridor ou d'un promenoir, cherchant vainement, en se pressant le long de la muraille, à se communiquer réciproquement une chaleur mutuelle qu'ils n'ont plus* […] *C'est le concierge ou le geôlier qui exploite, à son profit, la cantine et la pistole*[7]. *Malheur au détenu sobre qui se contente de la pitance de la maison. »*

Le marquis Barbé-Marbois[8], chargé sous la Restauration de la visite des prisons, note le 25 novembre 1819 : *« Les vêtements propres, le linge blanchi, sont au nombre des conditions d'une bonne santé. Ils manquent dans presque toutes les prisons, et celles où il a été fait à ce sujet quelques dispositions utiles laissent beaucoup à désirer.* […] *Souvent sans couverture pendant la nuit, ils s'enfoncent dans la paille, ils en prennent dessous pour en avoir sur eux. »*

Moreau-Christophe relate l'histoire d'un jeune homme livré à ses passions, ayant séjourné au dépôt de la préfecture de police de Paris puis à Poissy et ayant terminé sa vie sur l'échafaud : c'est Lacenaire (coupable de plusieurs vols et de deux assassinats et exécuté en 1836)[9], qui a un moment mobilisé l'opinion publique contre lui, dans une réprobation générale où se mêlaient attirance et répulsion pour ces actes et le châtiment prononcé.

La prison est un lieu où la différence sociale est rendue intolérable par l'institution de la cantine et de la pistole dont les enfants sont écartés faute de moyens financiers.

Barbé-Marbois, lors de la visite de la prison de Pont-L'Evêque en 1821 note : c'*« est la plus hideuse que j'ai vue. Les huttes des sauvages de la Guïane les retraites souterraines de ceux du Nord, sont des habitations commodes et désirables, comparées à cette affreuse prison ».* Il ajoute : *« Tandis que j'examinais des registres mal cousus, j'entendis des gémissements de* ***deux enfans de douze à treize ans*** *que les gendarmes venaient d'amener. Quelques haillons les couvraient à peine. Il y avait, me dit le concierge, vingt-quatre heures qu'ils n'avaient pas mangé,*

6. L.M. Moreau-Christophe. Inspecteur des prisons. 1799-1881.
7. **Cantine** : salle où l'on sert à boire et à manger moyennant finance dans une maison d'arrêt. **Pistole** : régime de faveur dans une prison. Moyennant une pistole par mois le détenu obtenait un lit confortable avec des draps et une chambre bien meublée.
8. Comte François Barbe-Marbois 1745-1837. Nommé par Bonaparte ministre du Trésor. Il deviendra premier président de la Cour des Comptes, sénateur et pair de France.
9. A.D. Calvados 8° 7821.

et l'on prétendit que des ordres nouvellement donnés étaient la cause de cette étrange négligence ; qu'ils étaient de petits vagabonds et que le fournisseur avait défense de leur donner la ration. Mais il n'y a rien qui puisse excuser le refus de nourrir ceux que l'on prive de liberté. Le comte de Gasville, sous préfet, était présent et leur fit donner du pain et de la soupe. [...] *Ce n'est ni les traitements inhumains ni la misère, qui corrigent les hommes, au contraire ils les exaspèrent*[10]. »

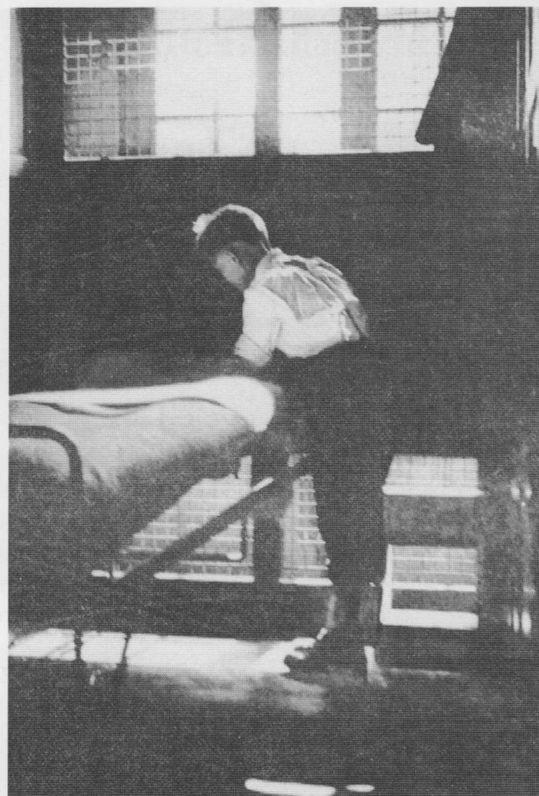
Le docteur Villermé déclare[11] : « *Aux effroyables désordres qui résultent, dans les prisons départementales, de la confusion des détenus, vient s'ajouter l'influence délétère de leur insalubrité. Quand on voit ces pièces si insalubres où l'on entasse, disons mieux, où l'on enterre tout vivans la plus part ces prisonniers on dirait que la justice, en faisant enfermer un homme, a voulu qu'il mourut dans un air empoisonné. Dans vingt prisons, les parois sont couvertes de moisissures et verdies par l'infiltration des eaux ou déjection des urines ; le plancher inférieur du rez-de-chaussée est pavé comme les rues et le sable entre les pierres s'imprègne de toutes les matières infectes qui y tombent...* » Les conditions sanitaires sont désastreuses et la propreté inexistante. La description continue et jette une lumière crue sur la saleté qui règne dans ces lieux abjects. Tous les acteurs de la vie politique s'insurgent contre les conditions inadmissibles faites aux prisonniers. Cela durera encore longtemps et peu de choses seront entreprises pour donner des conditions de vie plus saines à ceux qui ont transgressé les lois.

Les conditions sanitaires sont désastreuses et la propreté inexistante.

Barbé-Marbois écrit en 1824 en visitant la prison de Cherbourg : « ***Sébastien W... enfant de quatorze ans****, se plaignit cependant et me dit qu'il avait été condamné à 13 mois de prison pour avoir volé des noix. J'eus recours au registre, et je trouvais en effet, sans autre détail, qu'il avait dérobé des noix. D'autres ont été condamnés pour des crimes qui sont à peu près du même genre : quatre pour avoir dérobé quelques volailles, deux pour vol de pommes de terre, deux pour vol de quelques bottes de foin.* »

Dès 1840, les enfants ne purgent plus leur peine en maison d'arrêt ou dans les centrales ; ils vont rejoindre les maisons de correction qui s'ouvrent un peu partout à travers la France. Cependant, en attente de jugement, les enfants continuent à hanter ces lieux jusqu'à ce qu'un magistrat décide l'envoi du « garnement » en maison de correction.

Le 4 juin 1855, le ministre de l'Intérieur adresse une circulaire aux préfets : « *Le nombre de jeunes détenus est devenu depuis quelques années si considérable que les établissements publics ou privés ne suffisent plus à les recevoir et que ces délinquants doivent faire un assez long séjour dans les prisons départementales.* [...] *Cet accroissement porte exclusivement sur les enfants acquittés faute de discernement et envoyés en correction jusqu'à l'âge de 18 ou 20 ans, souvent pour des délits peu graves.* » Une autre mesure va être un moment appliqué : « ***le visage caché du détenu*** ». « *Afin de prévenir les communications visuelles, chaque détenu de l'un ou l'autre sexe sera pourvu d'un capuchon en étamine de fil couvrant entièrement, lorsqu'il est baissé, la tête et le visage.* » Cet emprunt aux coutumes monastiques s'étend aux prisonniers. Les jeunes détenus pourront en être dispensés à condition que la hiérarchie carcérale en soit d'accord.



Dans la maison de correction de Montesson.

En 1860, des instructions sont données dans le but de former des quartiers spéciaux pour les jeunes détenus de 16 à 18 ans.

La multiplication des catégories d'enfants reçus (des mineurs acquittés et des mineurs condamnés puis des corrections paternelles, des vagabonds et mendiants, des *pupilles vicieux* de l'Assistance Publique, des mineurs relégables, des mineurs de 16 à 18 ans acquittés) marque l'étendue des moyens répressifs réservés à un nombre grandissant d'enfants.

Les bagnes d'enfants

C'est d'abord l'appellation de maison de correction qui est donnée aux établissements correctionnels tant publics que privés chargés de recevoir les mineurs délinquants acquittés ou condamnés par les tribunaux devant lesquels ils ont comparu. Le terme maison d'éducation correctionnelle agricole ou industrielle est bien plus rare.

Plusieurs campagnes de presse entre 1928 et 1935 sont entreprises par des journalistes comme Alexis Danan, Louis Roubaud, Jacqueline Albert-Lambert, utilisant le terme de « **bagnes d'enfants** ». C'est une réalité cruelle qu'ils décrivent après avoir pénétré dans ces lieux. À la fin du XIX[e] siècle, le journal *L'assiette au beurre* se livre à une véritable critique des « bagnes d'enfants » et en particulier attaque celui de Mettray pour sa violence et les vols commis à l'encontre des pupilles. Ces articles de ●●●

10. B.n.F. 4 R. Pièce 1541, 1590. Cette prison fera parler d'elle en 1955 à cause du laisser-aller qui y régna quelques années.

11. Docteur Villermé. 1782-1863. A écrit sur l'état physique et moral des ouvriers en 1840. En 1829 il étudie la mortalité des prisonniers en France.



Travail de tailleurs.

La colonie vit en presque complète autarcie. Les enfants sont répartis selon ses besoins. Le plus grand nombre travaille dans les champs.

●●● presse contribueront à la suppression de ces institutions scandaleuses, indignes de la condition humaine. En attendant, nous évoquerons sommairement la vie dans ces lieux de misère et de torture mentale, sinon physique.

METTRAY : UNE COLONIE EXEMPLAIRE...

Le premier « bagne d'enfants » créé est la « maison d'éducation correctionnelle agricole » sise à Mettray, à 7 kilomètres de Tours sur la route du Mans. Le rapport de l'assemblée générale des fondateurs de la colonie tenue à Paris le 20 mai 1841 mentionne : *« nous ne négligeons aucun des moyens qui peuvent contribuer à fortifier la constitution de nos colons. Ainsi, cet hiver, à l'exception d'un très petit nombre de jours où le froid a été excessif, ils ont constamment travaillé à une carrière qui se trouve près de la colonie, vêtus de toile grossière, les pieds nus dans leurs sabots* [...] *L'uniforme qu'ils portent est d'une extrême simplicité et confectionné de manière à laisser la plus grande liberté d'action et à favoriser ainsi le développement de leurs forces. Sans avoir rien de singulier, il est cependant remarquable pour signaler nos colons à l'attention publique en cas d'évasion*[12]. » Beaucoup de choses sont dites dans ce rapport et les conditions de vie fort précaires sont bien indiquées ; de même il est prévu de faire reconnaître les enfants en cas d'évasion par le port du costume. Il est dit dans un autre rapport que la nourriture de 230 personnes (y compris les fonctionnaires et les employés) ne revient qu'à 100 F par jour, ce qui fait moins de 44 centimes par individu. L'habillement des colons représente 60 F par an.

Le vicomte Bretignières de Courteilles loue à la société La Paternelle une immense propriété de 700 hectares pour y implanter une colonie agricole destinée aux enfants acquittés en vertu de l'article 66 du code pénal. Bretignières partagera la direction de l'établissement avec Demetz sans qu'on connaisse le rôle respectif de chacun d'eux. Conseiller général d'Indre-et-Loire, il décède en 1852. La colonie loue aux héritiers 187 hectares de terres et de prairies et achète les constructions qui ont été faites sur ces terrains.

« Les enfants étaient surtout des petites bêtes de somme » écrit Christian Carlier dans son remarquable ouvrage[13]. Demetz ouvre un *« hôtel de la colonie »* pour héberger les visiteurs qui se rendent à Mettray. *« Il n'y a pas de petits profits »* précise Christian Carlier.

La durée de séjour à Mettray varie de 5 mois à 11 ans. Trois garçons sont restés un an ou moins d'un an. Ils ont été renvoyés pour des raisons d'indiscipline ou de maladie. Les enfants les plus pénalisés sont les plus jeunes qui bien qu'acquittés ont été contraints à subir leurs peines jusqu'à l'âge de 21 ans. Il s'agit donc d'enfants âgés de 10 ans ou moins. La moitié des enfants doit subir des peines élevées de 6 à 11 ans. Un peu moins de l'autre moitié reste enfermée pour un moyen séjour de 2 à 5 ans.

Avant les premières admissions, Demetz avait créé une école de contremaîtres, sorte d'école d'éducateurs, où pendant une année les futurs surveillants, maîtres d'atelier, parfaisaient leurs connaissances sur la religion, la langue française, l'histoire, la géographie, l'arithmétique, la géométrie, la gymnastique, l'agriculture, etc. Que de connaissances sont demandées à des hommes qui vont surtout jouer les gardes chiourmes auprès des colons ! Ces élèves gardiens sont soumis à une discipline sévère qu'ils s'empresseront d'imposer aux garçons détenus dans cet établissement.

La colonie pénitentiaire ouvre ses portes le 29 juillet 1839 et officiellement le 22 janvier 1840. Les enfants sont répartis dans des pavillons comprenant 40 hamacs, avec au premier étage une vaste salle servant de dortoir la nuit et de réfectoire le jour. Mettray comprendra jusqu'à 600 colons. Le nom de généreux donateurs est inscrit dans la chapelle : Lamartine, Arago, Ledru Rollin...

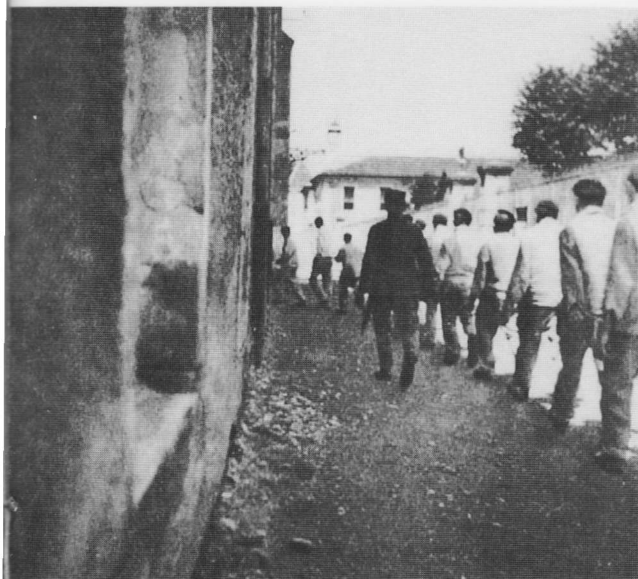
Accolée à la chapelle, « la paternelle », réservée aux enfants riches, cachés, isolés les uns des autres et vivant constamment enfermés. Tout se passe dans la cellule, visite du précepteur, de l'aumônier. Les aristocrates et les grands bourgeois n'acceptent pas leurs enfants jugés indignes et les confient à Mettray. C'est peut-être aussi un moyen de se débarrasser d'enfants que l'on veut déshériter.

SOUS LE REGARD DE DIEU

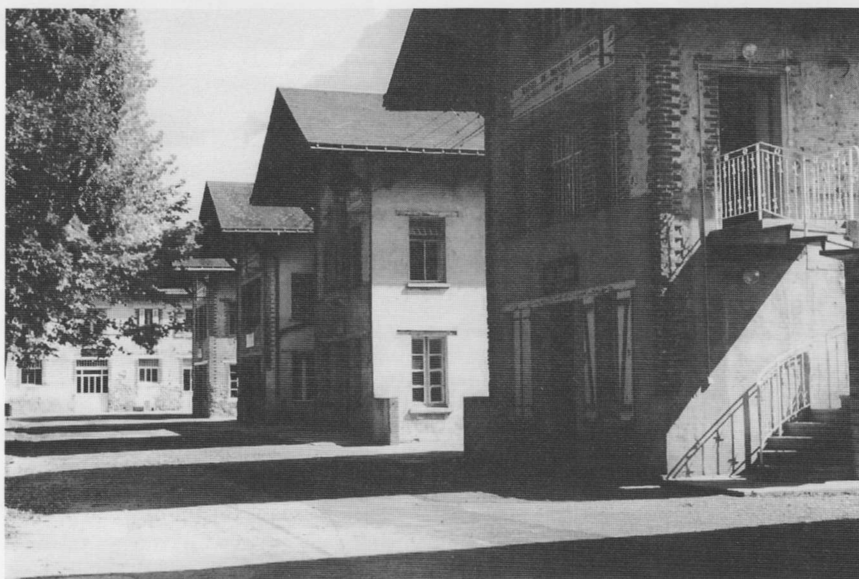
Un peu plus loin se trouve le quartier disciplinaire avec ses cellules de punition, obscures, basses, non éclairées, peintes en noir, aérées par une cheminée comportant l'inscription en lettres blanches « **DIEU TE VOIT** ». Cette inscription se retrouve dans la cellule claire et sur les murs de la colonie. L'enfant détenu n'échappe ni au regard des surveillants ni à celui de Dieu. *« Ces mots DIEU TE VOIT sont inscrits sur presque toutes nos murailles afin de rappeler sans cesse*

12. Rapport moral du 25 janvier 1842 p. 11 A.D. Calvados Y. 295.

13. Christian Carlier. *La prison aux champs. Les colonies d'enfants délinquants du nord de la France au XIX[e] siècle*. p. 229.







à l'esprit de nos colons que s'il est possible de tromper la vigilance des hommes, il n'est pas d'ombre ni de retraite qui puisse les soustraire à celle de Dieu[14]. » Comme les appels et la surveillance constante ne suffisent pas à contrôler tous les actes des enfants détenus, une intervention divine paraît nécessaire pour s'emparer des quelques instants où l'enfant ne se sent pas espionné, regardé. Un autre regard se pose sur lui, combien plus redoutable et pénétrant, combien plus culpabilisateur. Ceci constitue sans nul doute la pression morale la plus diabolique qui se puisse imaginer.

Les dortoirs sont éclairés la nuit et des veilleurs ambulants s'assurent que tout est calme, que les enfants dorment ou font semblant. Les hamacs sont suffisamment espacés les uns des autres afin d'éviter tout contact, toute conversation. Pour plus de précaution, les colons inversent les positions. L'un a les pieds vers le mur, l'autre la tête et ainsi de suite. Le silence est de rigueur aussi bien à table qu'au coucher. Les ordres sont donnés à coups de sifflet ou en frappant des mains. Le clairon ponctue l'extinction des feux, le réveil, les repas ; les marches s'effectuent au son de la fanfare jouant des marches militaires.

La colonie vit en presque complète autarcie. Les enfants sont répartis selon ses besoins. Le plus grand nombre travaille dans les champs ; d'autres sont cuisiniers, tailleurs, charrons, maréchaux-ferrants, jardiniers.

La vie des enfants se déroule sous la menace constante de la punition pour une faute même légère et la pression insidieuse des caïds, abusant de leur force auprès des plus jeunes pour obtenir toutes sortes de faveurs, y compris sur le plan sexuel.

L'alimentation donnée aux colons est des plus frugales. Le matin, soupe de légumes à six heures, le lever ayant lieu été comme hiver à cinq heures trente. Le second repas se compose vers douze heures d'une soupe et d'une pitance de pommes de terre ou de riz ou de légumes secs. Le troisième repas, vers dix-neuf heures, comprend une troisième soupe l'été avec les mêmes légumes que le midi. Deux soupes grasses avec ration de 50 à 75 grammes de viande bouillie chaque semaine. Le pain doit être de farine de froment distribué à discrétion, mais il est le plus souvent limité à 500 ou 750 grammes y compris celui mis dans la soupe.

En 1873, Demetz, au congrès de l'Alliance Universelle de l'Ordre et de la Civilisation (ce qui constitue tout un programme sur le plan idéologique), déclare : *« La fondation de Mettray le 29 juillet 1839 a voulu que la maison d'éducation correctionnelle soit un exemple de ce qui se fait en matière de redressement. Où l'enfant élevé par des parents irréligieux, désordonnés, vicieux, pourrait-il puiser les principes moraux qui sont la sauvegarde de tous ? Nous nous résumons en disant : nous avons pris à Mettray pour base de notre éducation le sentiment religieux, pour lieu l'esprit de famille, et pour ordre la discipline militaire ; trois éléments qui concourent efficacement à maintenir l'homme dans le divin*[15]. »

Michel Foucault écrit[16] *« Pourquoi Mettray ? Parce que c'est la forme disciplinaire à l'état le plus intense, le modèle où se concentrent toutes les technologies coercitives du comportement. Il y a là "du cloître, de la prison, du collège, du régiment". »* Ces derniers mots empruntés à Ducpétiaux résument, dans un raccourci ●●●

À gauche :
Garde des pensionnaires avec un « coupe-choux ».

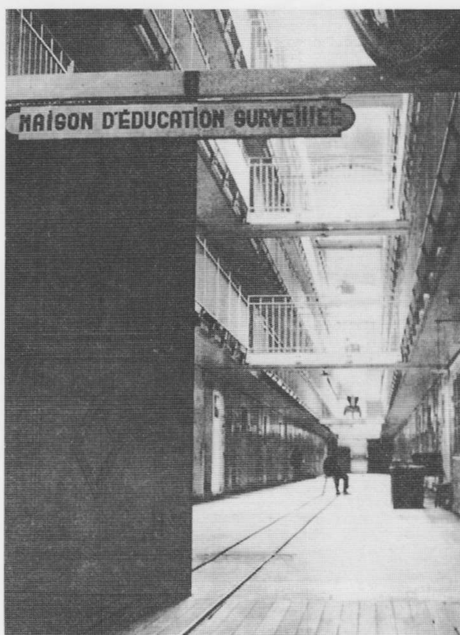
En haut :
Ateliers à Mettray avant 1938.

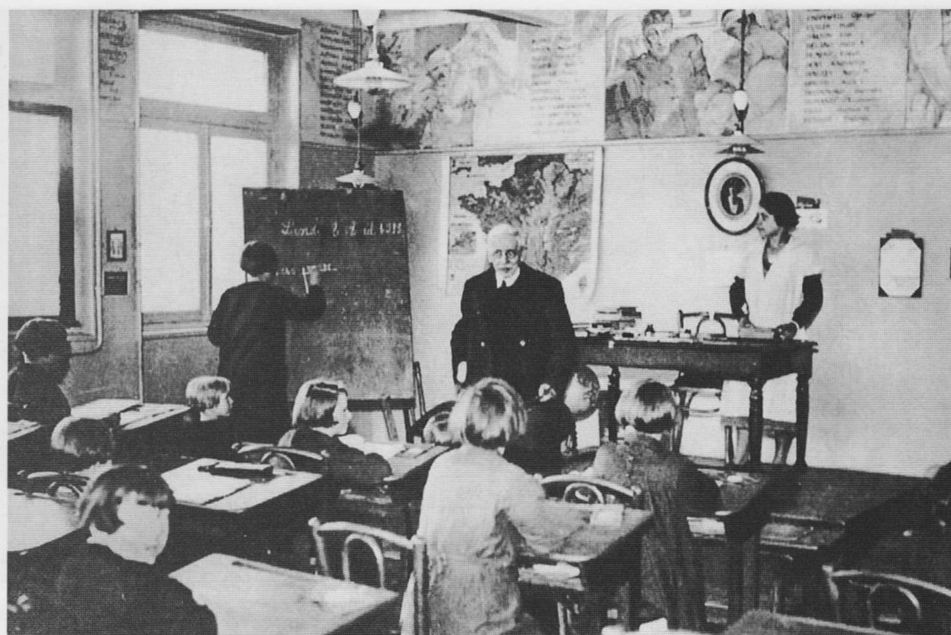
Ci-dessus :
Suite de pavillons à Mettray.

14. A.D. Calvados Y. 295. Rapports moraux de 1841 et 1842.

15. B.n.F. Rp 9730.

16. Michel Foucault. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Éd. Gallimard. Paris. 1975. p. 300.







En haut : Un juge en visite dans une classe.

Ci-dessus : Les filles sont la plupart du temps prises en charge par des religieuses.

●●● saisissant, la structure des colonies pénitentiaires agricoles ou industrielles.

La colonie agricole pénitentiaire de Mettray, de laquelle se sont inspirés bien des créateurs de bagnes d'enfants, est le prototype de toutes les maisons de correction qui verront le jour au cours du XIX[e] siècle.

Autres lieux, mêmes mœurs

« Il avait dit : j'en ai assez de la maison de correction
« Et les gardiens à coups de clés lui avaient brisé les dents
« Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le ciment.
« Bandit ! voyou ! voleur ! chenapan ! »
(Extrait de « La chasse à l'enfant », **Jacques Prévert.)**

Ainsi la colonie de **Belle-Ile-en-Mer**, publique, ne procédera pas autrement pour venir à bout d'enfants récalcitrants en utilisant les moyens coercitifs les plus violents. La révolte de 1934 a pour cause une entrave au règlement. Un colon a osé mordre dans son fromage au début du repas. Les matons lui tombent dessus à bras raccourcis. La révolte qui s'ensuit dégénère très vite en rébellion qui ne sera matée qu'avec la plus grande violence.

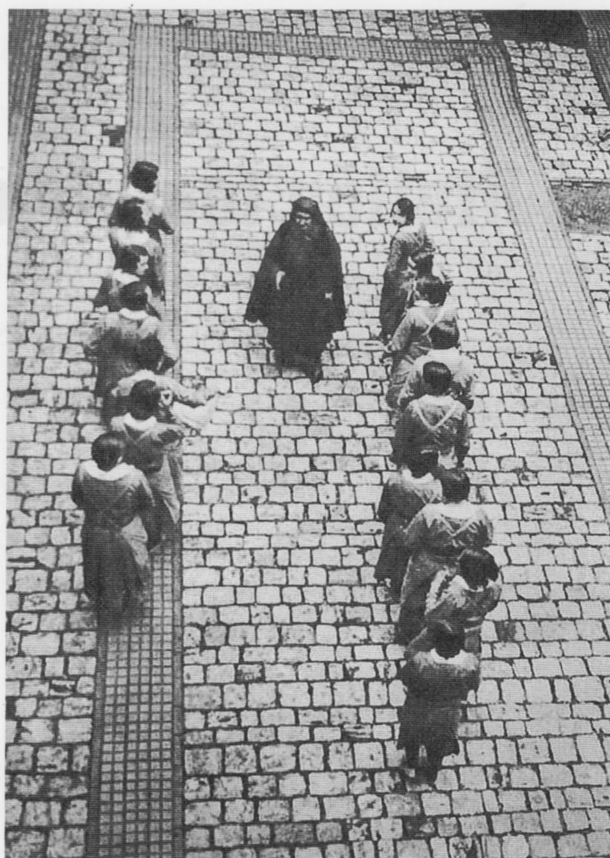
Des ecclésiastiques s'intéressent de près aux enfants délinquants. Un monastère, la **Grande Trappe à Soligny**, dans l'Orne, près de l'Aigle, reçoit à partir de 1854 des enfants acquittés mais condamnés à passer leur enfance dans ces maisons de correction. Ce sont des moines qui deviennent geôliers ! Les conditions de vie sont fort précaires et les sanctions se distinguent quelquefois par des « originalités » comme la tonte des cheveux d'un seul côté ou un habit de déshonneur. Les enfants couchent tout habillés avec leur pantalon et leurs bretelles. Les comptes du monastère et ceux de la maison de correction sont confondus et le supérieur ne veut rien changer à ces pratiques. Les inspections ne parviennent pas à modifier cet entêtement borné des moines. Des scandales éclatent, mettant en cause des moines bruns et même un trappiste. Cela va précipiter la fermeture du bagne.

La **colonie du Luc**, dans la commune de Campestre dans le Gard, produit du fromage de Roquefort pour lequel un prix est décerné. Mais ce sont les enfants qui installent, creusent, nivellent une grotte qui présente toutes les caractéristiques voulues pour la production de ce fameux fromage. L'installation se fait au prix d'un grand effort des enfants et de grandes fatigues. Ici, comme dans les autres lieux d'enfermement, les conditions de vie sont précaires pour les enfants détenus[17]. « "Mundatur culpa labore" *Ils connurent ce silence et ce froid.* [...] *La faute est purifiée par le travail, par toute la vie menée au pénitencier* [...] "labor" *c'est la tranquillité des possédants, c'est l'ordre social assuré.* »

La colonie industrielle d'Aniane pour enfants et adolescents est installée dans les Causses en 1885. Elle produit de la bonneterie, de la cartonnerie, de l'ébénisterie, de la sculpture sur bois. Comme partout dans ces bagnes,

17. Marie Rouanet. *Les enfants du bagne*. Éd. Payot. 1992. 337 p.





À gauche :
On emploie les enfants à diverses tâches, plus ou moins pénibles. Ici, la confection de fleurs artificielles.

Ci-dessus :
Dans la cour d'une maison de correction de filles.

abus de travail, abus de châtiments, soins et nourriture insuffisants[18].

D'autres colonies pourraient être évoquées comme celle d'**Ostwald** créée par la ville de Strasbourg, dont la majorité des enfants se livraient à la mendicité et au vagabondage avant leur incarcération.

Deux colonies vont se disputer les enfants délinquants dans le Nord. La **colonie de Saint-Bernard**, dépendante de la centrale de Loos, n'a jamais pu s'en démarquer complètement. La **colonie de Guermanez** est créée par un médecin qui intervient à la maison centrale. Son existence est entourée d'esbroufes en tout genre. Les conditions de vie des enfants sont comme partout ailleurs : dortoirs d'une saleté repoussante, nourriture insuffisante et de très mauvaise qualité, discipline sévère voire inhumaine, manque d'instruction. Les enfants sont exploités d'une manière éhontée, tant dans l'établissement que chez les patrons où ils sont placés.

Il est inutile d'en évoquer d'autres tant elles se ressemblent toutes. Beaucoup sont le fait d'ecclésiastiques qui trouvent là un moyen de moraliser les classes pauvres. C'est l'obsession de l'époque, qui se prolongera sous tous les régimes politiques tant du XIXe que du XXe siècle.

Pour les filles

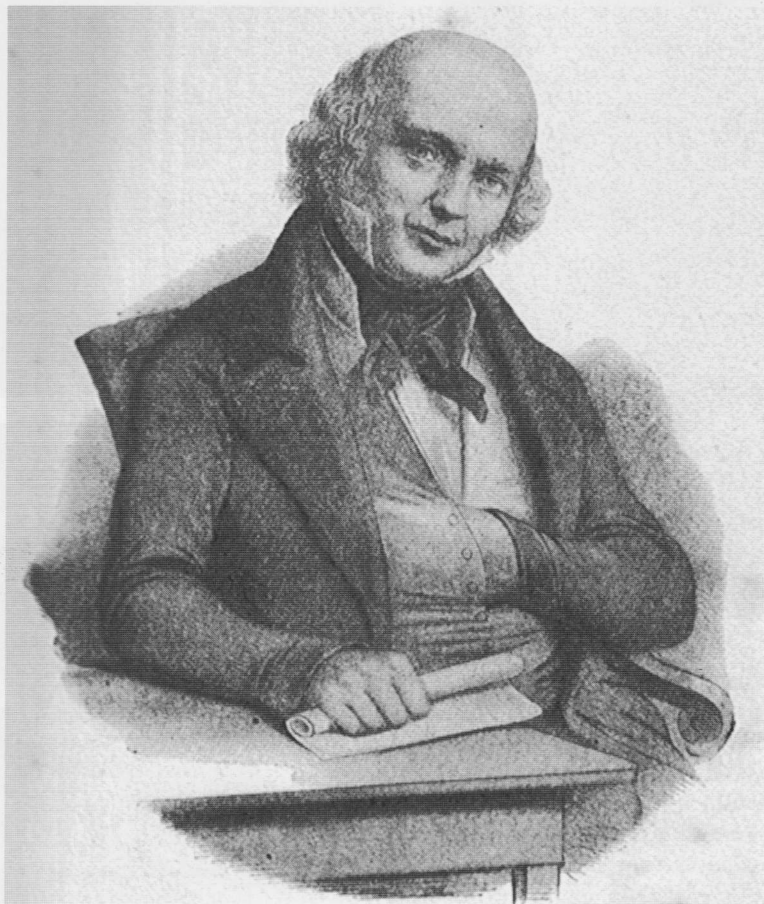
Les filles ne sont pas mieux traitées, bien qu'il soit plus difficile de trouver des renseignements suffisamment détaillés. Ce sont la plupart du temps des religieuses qui vont se charger de les enfermer. Les congrégations sont en nombre relativement important. Parmi elles, il convient de citer les **Bons Pasteurs** qui ont été créés en 1852 par une femme remarquable : la mère Marie Euphrasie Pelletier. Ses conceptions éducatives sont aux antipodes de celles de Demetz, Fissiaux et autres fondateurs des colonies pénitentiaires. Elle écrit : *« Cherchez à voir ce qu'il y a de bon dans les enfans qui vous sont confiées. Appliquez-vous à le faire ressortir et en particulier et en public ; voyez les aspects consolants de vos enfans, de votre classe. Si vous n'avez d'yeux que pour les défauts, les travers, les imperfections et les fautes, vous risquez de décourager très vite les enfans. Vous leur donnez en second lieu l'impression qu'elles seront aussi bien méprisées dans cette maison que dehors.* [...] *Il faut, mes bien aimées filles, que nous vous renouvelions aujourd'hui une recommandation d'une grande importance :* ***c'est celle de ne jamais frapper les enfans****. Je sais qu'aucune de vous ne manque en ce point, mais il est de mon devoir de vous répéter d'être toujours fidèles à cette recommandation. Ah ! mes chères filles, n'employez jamais ces moyens de rigueur. Il est reconnu qu'ils ne corrigent pas, et ils ne seraient bons qu'à nous rendre coupables devant Dieu et devant les hommes. »* Malheureusement, si ce discours rencontre une certaine audience parmi les religieuses, ces sages principes seront oubliés dans l'enceinte même des Bons Pasteurs. Affirmer avec une telle conviction que les mauvais traitements n'apportent que haine et rancœur est une façon de respecter les enfants placés. Il fallait une clairvoyance certaine pour affirmer si fort le respect dû à tout être humain. Ce comportement méritait d'être fortement souligné. ■

Paul DARTIGUENAVE

Article tiré du livre de l'auteur *Les bagnes d'enfants et autres lieux d'enfermement*, Éditions Libertaires, 2005.

18. *Ibid.* note 17.

La méditation tourangelle de Béranger



Portrait de Béranger. Arnold Boulle, Béranger: sa vie, son œuvre, *Paris, Émile Gaillard, s.d., p. 9.*

Page de droite : Béranger, *choix, notice biographique et bibliographique par Alphonse Séché, Paris, Louis Michaud, 1908, p. XI.*
En haut : Mlle Judith Frère. Aug. Sandoz, d'après nature, décembre 1837.
En bas : Béranger à la prison de la Force.

Au début du XIX[e] siècle, Pierre-Jean de Béranger est célèbre pour ses chansons aux thèmes populaires, souvent critiques à l'égard du pouvoir. De 1836 à 1840, fatigué, il s'installe en Touraine, loin de la vie parisienne.

En 1957, la Touraine célébra le centenaire de la disparition du chansonnier national: l'année 2007 fête à présent son cent cinquantenaire.

C'est ainsi que le 15 février, la municipalité de Saint-Cyr-sur-Loire accueillit une première conférence sur « Béranger et la Touraine » au Manoir de la Tour. Le séjour ligérien de Béranger dura presque trois ans et demi. Sa *Correspondance* est féconde en anecdotes locales. Dès 1831, il songeait à ce jardin de la France : son éditeur Perrotin lui en vantait les mérites ainsi que son ami Bérard qui dirigeait une filature de lin et de chanvre à Mettray entre 1831 et 1839. Ce fut l'occasion pour lui de se consacrer à une méditation bénéfique ou à la création de quelques chansons qui furent lues et chantées en son honneur devant un auditoire enthousiaste.

Le 10 mai, la ville de Saint-Avertin reçut une deuxième conférence retraçant « les amitiés de Béranger » en Touraine ou ailleurs. En effet, le chansonnier tissa quelques liens comme avec les Taschereau de Rochecorbon, puis de Loches. En outre, à peine installé à la closerie de la Grenadière, il rencontra le Docteur Bretonneau, le fameux médecin de Tours qui sera à son chevet jusqu'à sa disparition en 1857. Sa rencontre avec Paul-Louis Courier, qui fut moins une amitié qu'une relation, date de l'époque de la Restauration. Quant à Savinien Lapointe, chef de file de la poésie sociale en France, Béranger devint en quelque sorte son père spirituel à partir de 1842.

Pour finir sur les honneurs faits au bon chansonnier, l'Association internationale de la critique littéraire, présidée par Daniel Leuwers, organisait les 19 et 20 octobre son colloque international annuel en Touraine sur le thème de « l'esprit de résistance en littérature ». Une communication sur « Béranger et sa voix d'opposition » présentait les idées contestataires de certaines chansons qui conduisirent Béranger à s'opposer à presque tous les régimes politiques de son temps et à purger quelques peines de prison.

D'aucuns ont souvent dit que Béranger était un poète purement parisien (dans le mauvais sens du terme), qu'il n'aimait pas s'aventurer hors des barrières, qu'il détestait le monde agreste et qu'il n'entendait rien à la nature. Ses détracteurs prétendirent également qu'il avait une sainte horreur de la vie de couple, qu'il n'avait pas l'esprit de famille et qu'il s'était retiré sur les bords de la Loire pour échapper à ses amis. Les quelques années qu'il passa en Touraine ne démontrent-elles pas le contraire ? Béranger avait-il véritablement épuisé son inspiration poétique à cette période ?

Un chansonnier autodidacte

Béranger naît à Paris le samedi 19 août 1780. Il est le fils d'un teneur de livres et d'une modiste. Son père abandonne sa mère – à six mois de grossesse – dès qu'il sait qu'elle est enceinte. Après sa naissance, chez son grand-père maternel, rue Montorgueil, il est envoyé trois ans[1] en nourrice près d'Auxerre.

Ensuite, il retourne vivre chez son grand-père à Paris, le tailleur Champy, jusqu'à l'âge de neuf ans. Comme il souffre de fièvres et de migraines, il fréquente très peu l'école qu'il déteste: il n'y met les pieds qu'une vingtaine de fois. Son enfance est essentiellement vagabonde, même s'il est envoyé quelques semaines en pension au

1. Certains prétendent six ans comme S. Strowsky, *P.-J. de Béranger*, Paris, Plon-Nourrit et C[ie], 1913, p. 2. C'est une erreur.
2. *Béranger*, choix, notice biographique et bibliographique par Alphonse Séché, Paris, Louis Michaud, 1908.
3. Poème en dix chants (1723) de Voltaire où le personnage principal, Henri IV, met fin aux querelles religieuses de son temps opposant les catholiques et les calvinistes.

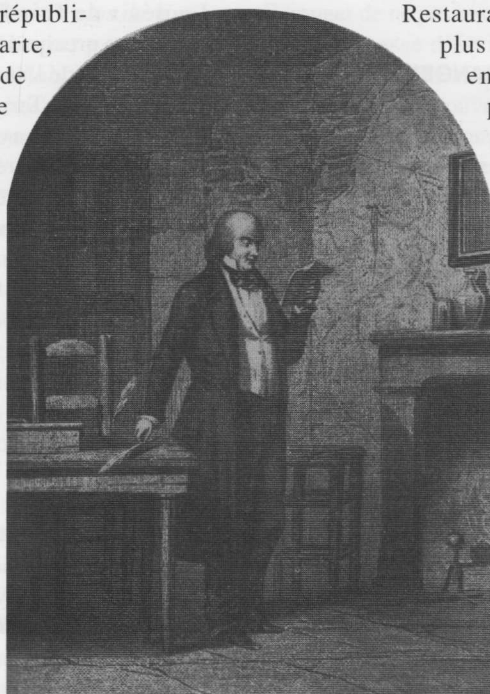
faubourg Saint-Antoine à l'époque de la Bastille chez l'abbé Chantereau.

Il est placé à l'âge de neuf ans chez sa tante paternelle, Madame Bouvet, une aubergiste de Péronne en Picardie d'où était originaire son père qu'il revoyait peu. Il reçoit d'elle une modeste instruction tout en exerçant diverses activités : le service et l'écurie de l'auberge de l'Épée Royale. Il aurait suivi, en 1793, les cours de l'institut de Ballue de Bellanglise. Sa santé fragile incite sa tante à le placer en apprentissage chez un orfèvre, un juge de paix, puis dans une imprimerie pour apprendre la typographie vers quatorze ans. Le fils de son patron, M. Laisney, lui enseigne l'orthographe, les règles de la versification[2] et la chanson. Béranger apprend à lire et à écrire en lisant *La Henriade*[3], mais il ne connaîtra jamais le latin. Il rattrape son retard scolaire et est capable de rédiger parfaitement une lettre[4].

Il revient à Paris en 1796, rappelé par son père pour travailler avec lui dans la finance. Il rencontre, en 1797[5], Judith Frère qui sera sa compagne, parfois de manière intermittente. En réalité, il la connaît depuis qu'il a sept ans, c'est-à-dire depuis 1787.

La faillite ne tarde pas à arriver, en 1798, à cause de son père, ce qui pousse Béranger à fréquenter les milieux de la chanson. Il tient un cabinet de lecture avec son père en 1799 et compose ses premières chansons d'inspiration épicurienne pour des amis. Vers l'âge de vingt ans, une aventure avec sa cousine, Adélaïde Paron, donne naissance en 1801 à un enfant prénommé Lucien[6].

En 1803, l'argent est toujours absent. Béranger est déçu dans ses attentes politiques. En quête d'un protecteur, il envoie, par dépit sans doute, quelques poèmes républicains à Lucien Bonaparte, ancien ministre de l'Intérieur[7] chargé de l'Instruction publique, des Lettres et des Arts. Trois jours plus tard, Béranger obtient une audience de Lucien qui s'informe de son état. Comme ce dernier est en désaccord avec son frère, il est éloigné de France. C'est donc de Rome que le frère cadet de Napoléon le prend sous sa protection. Comme il est membre de l'Institut, il prie Béranger d'aller toucher à sa place sa pension de 1 800 francs muni d'une lettre de recommandation.





En 1805, Béranger travaille chez le peintre Landon. Il publie deux premières chansons[8] dans *Le Chansonnier des dames, ou les étrennes de l'amour*, Paris, Pillont, 1805. Monsieur Antoine Arnault, écrivain et président de l'Institut national sous le Premier Empire, le fait entrer en 1809 comme commis expéditionnaire au secrétariat de l'université[9].

Après avoir étudié en autodidacte et s'être essayé dans le silence de l'intimité à plusieurs genres littéraires – poésie, chanson, théâtre – Béranger publie son premier recueil de *Chansons morales et autres* en 1816 où il se moque des prêtres, des nobles, des ministres et chante la gloire napoléonienne. Lucien Bonaparte lui reproche alors de s'être adonné à la chanson au détriment d'une vocation plus élevée : la poésie. Royaliste dans l'âme, bien que roturier, Béranger devient le chansonnier porte-drapeau du libéralisme que l'on connaît, vivant misérablement dans un grenier. Il est pauvre mais joyeux et ne se lamente jamais sur son sort. Il se désintéresse de la notoriété qu'il acquiert et de la fortune qui arrive. Il n'a pas vraiment d'ambition[10].

Un peu plus tard, mais toujours sous la Restauration, Béranger s'oppose plus franchement au pouvoir en composant des satires politiques dans un recueil de *Chansons* qui paraît le 25 octobre 1821. Dès le 27, il se trouve inquiété par la justice qui incrimine seize de ses chansons polémiques, comme celle du « Vieux drapeau ». Il fut jugé coupable trois fois par le tribunal de première instance les 5, 7 et 20 novembre 1821. Le 8 décembre, il est condamné à purger une peine de trois mois de prison à Sainte-Pélagie et à 500 francs ●●●

4. Voir une lettre de Béranger envoyée à son père détenu en prison à Nantes pour propagande contre-révolutionnaire et datée de Pluviose, an II (1794), *in* Béranger, *Correspondance*, recueillie par Paul Boiteau, Paris, Garnier frères, 1860, 4 vol., t. 1, p. 17.

5. Serge Dillaz, *Béranger*, Paris, Seghers, 1971, pp. 6-21 ; Savinien Lapointe, *Mémoires sur Béranger*, Paris, Gustave Havard, 1857, pp. 143-144.

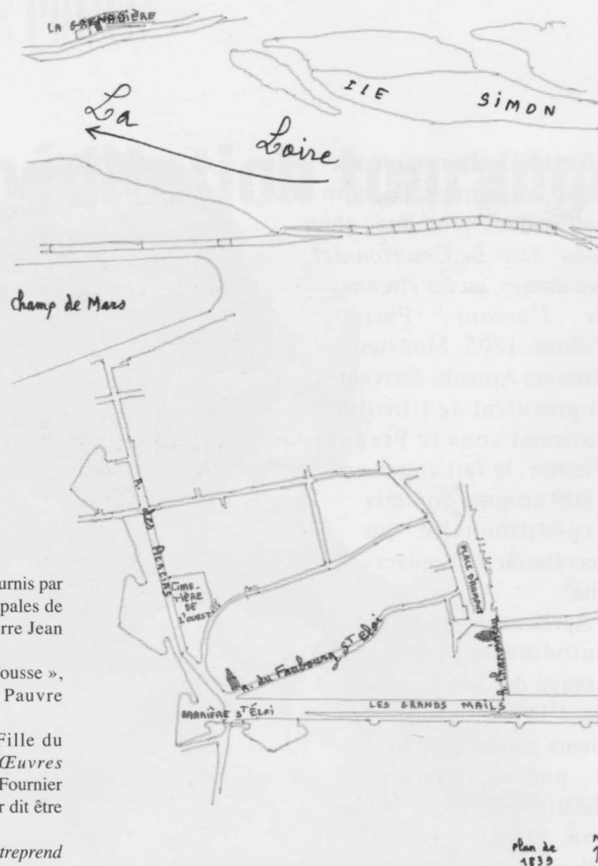
6. Cette cousine était venue de Péronne pour travailler chez son oncle de Paris comme demoiselle de cabinet de lecture. Lucien, qui porte le patronyme de sa mère, reçut toute sa vie une pension de Béranger. Il s'embarque en 1824 pour l'île Bourbon et meurt à la Réunion le 20 janvier 1841.

7. Du 25 décembre 1799 au 7 novembre 1800 (4 nivôse an VIII-16 brumaire an IX) en récompense de sa participation au coup d'État du 18 brumaire.

8. « La Chanson » et « La Nature ».

9. Il y reste douze ans. Après la chute de l'Empire, Béranger chante toujours sa gloire. Un volume de chansons antigouvernementales paraît le 25 octobre 1821. Il est donc destitué de son poste le 27.

10. Maurice Wahl, *Béranger*, Alger, Société des Beaux-Arts, des Sciences et des Lettres d'Alger, 1879.



Plan de Saint-Cyr-sur-Loire et de Tours dessiné par F.-G. Theuriau.

●●● d'amende. En 1825, ses *Chansons nouvelles* ne sont frappées d'aucune interdiction, mais ses *Chansons inédites* le font condamner, en 1828[11], à neuf mois de prison (qu'il purge en 1829) à la Grande-Force et à 11 250 francs d'amende.

La révolution de 1830 est un soulagement pour lui, mais son enthousiasme est de courte durée. Il montre sa déception par des chansons sociales pour montrer la vie des pauvres gens et dénoncer le malaise social[12]. Le recueil publié en 1833, les *Chansons nouvelles et dernières*, sera donc le dernier avant une sorte de retraite glorieuse.

L'épuisement de Béranger (1830-22 août 1836)

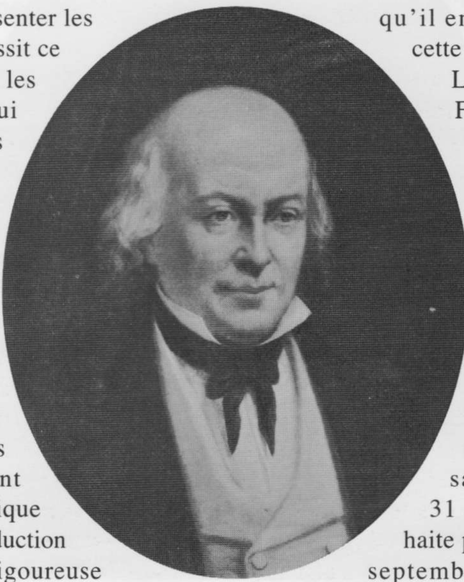
Béranger, qui veut représenter les sentiments populaires, réussit ce coup de force en chantant les sujets préférés de ceux qui fréquentaient les goguettes des quartiers populaires. Ses contemporains sont tous unanimes : ils déclarent se retrouver dans ses chansons perçues comme originales. En effet, il se présente comme l'une des voix du peuple[13], c'est-à-dire comme quelqu'un qui écrit au plus grand nombre[14]. Il devient alors un personnage mythique selon Jules Janin[15]. L'introduction d'une versification plus rigoureuse dans la « *poésie de la chanson*[16] », et le dépassement du « *style et* [d]*es thèmes traditionnels du Caveau*[17] », lui valent le succès qu'on lui connaît. En outre, il sait faire bon usage de la presse[18] pour véhiculer les chansons frappées d'interdiction.

Néanmoins, Béranger se rend compte, après les années trente, que son inspiration tourne court faute de sujets. C'est pourquoi, selon lui, le genre est épuisé. Il porte en la jeunesse l'espoir d'un renouveau, mais ne trouve, à cette époque, aucun successeur spirituel[19]. Le chansonnier se retire donc plus ou moins de la vie parisienne en allant dans la banlieue, au 4 rue Basse à Passy, en juin 1831. Dans une lettre à Monsieur Bérard[20] du 29 juin 1831, il se prétend malade et vieux. Puis il quitte Passy pour le 21 rue des Petits-Champs (aujourd'hui rue Béranger) à Fontainebleau, en septembre 1835, ville qu'il avait vue au début de l'année[21]. Au début de l'année 1836, il compose une chanson, qui ne sera publiée qu'en 1847, et qui témoigne de ce qu'Émile Aron décrit comme du « *masochisme à se comporter comme un vieillard avant l'âge*[22] ». Il s'agit du « Grillon ».

Béranger se sent toujours vieillir. En lisant sa correspondance, on se rend compte qu'il est même pathophobe, c'est-à-dire qu'il a une peur angoissante de la maladie[23]. Cela le rend neurasthénique[24]. En outre, il semble souffrir d'un malaise dû à une trop grande notoriété. Son « De profondis », composé le 19 août 1836, traduit cette indisposition.

La recherche d'une habitation en Touraine (23 août 1836-10 décembre 1836)

Le désir de fuir Fontainebleau – qui est encore trop proche de Paris à son goût – pour la Touraine date de l'année 1836. Une lettre écrite à son ami Taschereau[25] le 23 août révèle qu'il envisage une retraite dans cette région.



L'éditeur Perrotin vit à Fontainebleau. C'est également un amoureux de la région tourangelle. Il est chargé d'y trouver un logis pour son ami Béranger. Dans le même temps, Taschereau incite Béranger à venir le retrouver en Touraine, mais celui-ci refuse à cause de quelques obligations urgentes et le lui fait savoir dans une lettre du 31 août 1836. Béranger souhaite partir vers la fin du mois de septembre comme il le précise le

11. Documents fournis par les Archives Municipales de Tours, dossier « Pierre Jean Béranger ».
12. « Jeanne la Rousse », « Jacques », « La Pauvre femme ».
13. Dans « La Fille du peuple », *in Œuvres complètes*, Paris, H. Fournier Ainé, 1837, Béranger dit être « *du peuple* ».
14. Béranger « *entreprend d'écrire à la fois pour le peuple et le public cultivé* », déclare Paule Petitier dans *Littérature et idées politiques au XIXe siècle : 1800-1870*, Paris, Nathan, 1996, p. 67.
15. Jules Janin, *Béranger et son temps*, Paris, R. Pincebourde, 1866, 2 vol.
16. Expression utilisée par Béranger dans la préface de ses *Œuvres complètes*, *op. cit.*, 1837.
17. *Le Stéréotype*, Presses Universitaires de Caen, Colloque de Cerisy-La-Salle, 7-10 octobre 1993, article « Stéréotypes et succès populaires : représentations du peuple dans les chansons de Béranger » de Claire Gaspard.
18. La justice autorisait la publication des textes condamnés. Béranger utilisait cette opportunité, selon Claire Gaspard.
19. Béranger, *Œuvres complètes*, Préface de 1851, Paris, Perrotin, 1851.
20. Les Bérard sont des amis tourangeaux de Béranger résidant à Mettray.
21. Lettre à Bérard du 11 février 1835, *in* Béranger, *Correspondance*, *op. cit.*
22. Émile Aron, *Figures tourangelles*, Tours, CLD, 1986, p. 27.
23. Émile Aron, *op. cit.*, p. 23.
24. Névrose qui se traduit par un abattement et une tristesse durables sans raisons précises (voir Émile Aron, *op. cit.*, p. 27).
25. Érudit littérateur, bibliophile tourangeau et ancien député d'Indre-et-Loire habitant Rochecorbon.

4 septembre à Monsieur Trélat. C'est alors que Perrotin rentre de son voyage[26]. Deux jours plus tard, il entame les préparatifs pour son départ[27]. Finalement, il décide de partir seul, confie-t-il à Madame Brissot le 28 septembre. Après avoir attendu un meilleur temps pour voyager, Béranger quitte Fontainebleau aux premiers jours d'octobre. Une lettre du 12 à Monsieur Bernard raconte son enthousiasme pour Tours où il loge malgré un temps pluvieux. Il choisit pour quelque temps l'hôtellerie du Tourne-Guide, sise à l'extrémité de l'actuel boulevard Béranger, tout près de l'antique prieuré de Saint-Éloi.

En effet, Béranger lui explique qu'il a trouvé à Rochecorbon un vieux et étroit château appartenant à un Irlandais. Il négocie la location pour avril et pour un montant de 450 francs par an. Néanmoins, l'éloignement de Tours et les frais d'entretien du jardin le préoccupent, écrit-il à Perrotin le 26 octobre. Il attend donc pour donner une réponse définitive.

Quelques jours après, il découvre à Sainte-Radegonde avec Judith Frère[28] une maison qui l'intéresse. C'est alors que le chansonnier trouve la perle rare : la Grenadière à Saint-Cyr-sur-Loire. L'humble closerie s'est illustrée par le séjour de Balzac en 1830. Sa construction date du XVIIe siècle[29]. Le propriétaire qui vit à Loches, Monsieur Masson de Longpré, propose à Béranger d'améliorer l'état de l'habitation au prix de quelques travaux s'il s'engage à la louer pour trois ans. Béranger conclut l'affaire. Voici la description qu'il fait à Perrotin de la Grenadière :

« Rien de plus enchanteur que la vue dont on jouit là. Nous aurons un jardin de facile entretien : le closier du propriétaire pour voisin, avec sa petite famille et sa vache ; une allée de tilleuls pour mes promenades ; un clos de vignes de deux arpents, qui ne fait pas partie de la location, mais qui embellit l'habitation, un parterre et quelques jolis arbres, un potager et quelques fruits ; tout cela, comme vous le voyez, est bien séduisant. »

Béranger rentre fin octobre à Fontainebleau pour préparer son départ définitif. Il souhaite recourir à des déménageurs professionnels. Ayant confié ses meubles au déménageur Titeran, il quitte Fontainebleau en cabriolet avec Mademoiselle Judith Frère et ses deux chats, Criquet et Minette, le samedi matin 10 décembre. Ils arrivent à Orléans à 16 heures où ils se restaurent et à Blois vers 22 heures où ils passent la nuit.

L'arrivée à la Grenadière (11-13 décembre 1836)

Le couple repart vers huit heures du matin pour arriver à Saint-Cyr-sur-Loire le dimanche 11 décembre 1836 à 13 heures. Mais ils restent à l'extérieur de la Grenadière. Comme les plâtres



La Grenadière. Arnold Boulle, Béranger : sa vie, son œuvre, *Paris, Émile Gaillard, s.d., p. 169.*

Médaillon page de gauche : portrait de P.-J. de Béranger. Photographie prise par F.-G. Theuriau.

ne sont pas secs et que le mobilier n'est pas arrivé, Béranger et Judith prennent une chambre d'hôtel, probablement rue Royale à Tours[30] (la rue Nationale depuis 1883).

Les amis et la nature (14 décembre 1836-5 avril 1838)

Le mobilier étant arrivé le mercredi 14 décembre, le couple se rend immédiatement à Saint-Cyr pour pendre la crémaillère[31]. À peine installé, Béranger fait la connaissance du médecin Bretonneau qui réside non loin de chez lui[32]. Ce dernier devient son médecin personnel. Une abondante correspondance témoigne du besoin de Béranger de ne pas se couper des gens qu'il apprécie. Il ne cesse d'écrire à ses amis pour qu'ils viennent lui rendre visite à la Grenadière. Le chansonnier s'y plaît, trouve le climat assez doux[33] et se prend même d'amour pour le jardinage. Il plante des cerisiers, des rosiers et des fleurs, mais maladroit, il laisse le soin à d'autres d'entretenir le jardin. Il se plaint toutefois de quelques maux d'intestins en rapport avec les bords de Loire au début du printemps 1837. Il est guéri en six semaines par l'homéopathie du docteur Bretonneau[34].

Le 22 juin 1837, Stendhal raconte, dans les *Mémoires d'un touriste*[35], comment il a renoncé à frapper à la porte de la demeure de la Grenadière où vivait le chansonnier qu'il admirait le plus.

« Réduit aux beautés de la nature, car je savais qu'il n'existe plus aucun vestige de la fameuse église de Saint-Martin de Tours, j'ai parcouru avec intérêt la colline au nord du pont ; elle est dans la plus belle exposition du monde, en plein midi avec la vue d'une grande rivière et d'un pays fertile. C'est là que le plus honnête homme de France, et peut-être le plus grand poète du ●●●

26. Lettre de Béranger à Madame Lemaire du 16 septembre 1836, *in* Béranger, *Correspondance, op. cit.*

27. Lettre de Béranger à Monsieur Forget du 6 septembre 1836, *in* Béranger, *Correspondance, op. cit.*

28. Nicole Judith Frère fut la concubine du chansonnier pendant soixante ans environ (de 1797 à 1857). Née en 1778, elle décède à Paris le 8 avril 1857. Béranger ne lui survit que trois mois : il meurt le 16 juillet 1857.

29. Le château qui domine actuellement le coteau de Saint-Cyr-sur-Loire fut construit en 1862. L'aménagement du parc date de la même période.

30. « Un troisième hôte illustre de Saint-Cyr, après Balzac et Anatole France : Pierre-Jean de Béranger, à la Grenadière », *in Bulletin municipal d'information de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire*, 1973, n° 29, pp. 44-45.

31. Lire la lettre à Monsieur Perrotin du 15 décembre 1836, celle à Monsieur Béjot du 16 décembre 1836 ainsi que celle à Madame Lemaire du 19 décembre 1836.

32. Il lie connaissance avec le docteur, qui est venu le voir le jeudi 15 décembre, par l'intermédiaire d'amis communs.

33. Lettre à Madame Brissot-Thivars de 1837.

34. Lettre au docteur Ulysse Trélat du 1er mai 1837.

35. Stendhal, *Mémoires d'un touriste*, édition publiée d'après les textes originaux, précédée d'une défense de l'ouvrage et suivie de notes et de variantes par Yves Gandon, Paris, G. Crès et Cie, 1927, p. 250.

●●● *siècle, a choisi sa modeste retraite. Quelle différence de cette vie pure à ces vies d'intrigants, qui, à Paris, conduisent à tout ! J'ai demandé à un paysan où était La Grenadière.*

« Ah ! la maison de M. Béranger ! » *s'est-il écrié, comme un homme qui connaît bien ce nom et qui l'aime.* « La voilà au-dessus de ces grottes creusées dans le rocher. » *J'y suis monté aussitôt.*

Mais, au moment de frapper à la porte, la vertu nommée discrétion m'est apparue. Quel plaisir d'avoir sur tout ce qui se passe le mot d'un homme aussi judicieux ! Mais, me suis-je dit, si tous les voyageurs qui l'aiment et l'admirent vont frapper la porte de La Grenadière, autant aurait valu ne pas quitter Passy. Et j'ai eu la vertu de revenir à la grande route qui descend au pont. »

Durant les dix-sept mois passés à la Grenadière, il écrit treize chansons consacrées au souvenir de Napoléon Ier et à sa demeure[36]. Quelques chansons ont un rapport avec la nature. Seules trois d'entre elles évoquent la région[37]. Elles font partie des chansons dites posthumes que Perrotin a publiées après la disparition de Béranger qui lui en avait cédé les droits et que l'éditeur récupéra chez le notaire Defresne.

La première chanson, « Adieu Paris », concerne le refus de Béranger de retourner à Paris. Elle fut écrite au printemps 1837. La deuxième, « Mon jardin », écrite au printemps 1837 également, évoque la vieillesse de Béranger qui n'a plus la vivacité d'antan pour composer. La dernière, « Les Oiseaux de la Grenadière », fut sans doute écrite au printemps 1838, juste avant le départ de Béranger pour une maison à Tours.

Il est bien évident que Béranger n'écrit plus autant qu'avant. Cela dit, ces trois poèmes prouvent qu'il n'avait pas totalement abandonné l'écriture et que la Touraine lui suggérait un sursaut d'inspiration poétique qu'il croyait perdue.

Les préparatifs d'un départ pour Tours (6 avril-25 mai 1838)

Contrairement à ce que l'on prétend, la Touraine n'est pas une région où règne obligatoirement la douceur : les hivers sont parfois froids. Béranger s'en plaint et aurait même rendu responsable l'eau de la Loire de certains malaises. De plus, des problèmes financiers, comme il l'évoque dans « Les Oiseaux de la Grenadière », l'obligent à envisager de prendre un logement moins coûteux sur Tours.

Tout le mois d'avril est consacré à rechercher un nouveau logement malgré les conseils de ses amis de rester à la Grenadière. Certains proposent même de l'aider financièrement comme Chateaubriand ou encore Monsieur Lefrançois à qui Béranger écrit le 21 avril pour lui signifier son refus.

Finalement, malgré le peu de logements disponibles en raison de l'augmentation de la population de Tours, Béranger écrit à Perrotin le 2 mai une bonne nouvelle. C'est Bretonneau qui lui a trouvé un nouveau logis en sous-location.

Le logement rue Chanoineau (26 mai 1838-septembre 1839)

Béranger s'installe donc rue Chanoineau à Tours le 26 mai 1838 dans la maison du sous-intendant Marchant de la Ribellerie. Le loyer est de 325 francs par an. Il en fait une description à Perrotin un peu avant son installation :

« Vous rappelez-vous la place d'Aumont[38]*, belle et grande, plantée de beaux arbres ? C'est au bout que nous logeons, dans la rue Chanoineau, chez le sous-intendant militaire, dans une portion de maison indépendante, mais sans un bout de jardin, et avec dix pieds de cour en longueur et deux pieds en profondeur, une échelle pour descendre à la cave, et deux échelles pour monter au grenier et à la mansarde, qui n'est pas habitable. Du reste, tout est au mieux. Deux petits appartements au premier, séparés par l'escalier, se composant de chambre et antichambre chacun : celui que prend Judith ayant vue sur le jardin du propriétaire, et le mien sur les arbres du mail, qui n'est qu'à vingt pas de nous ; par conséquent, de l'air et du soleil. Une assez jolie cuisine en bas ; à côté, chambre de domestique et une grande salle à manger qui nous sera très commode pour toute autre chose, car je crois que nous mangerons dans la chambre de Judith. De plus, une autre petite pièce d'entrée, entre cette salle et la cuisine ; le tout frais et en bon état. Ajoutez un propriétaire très complaisant, connu de Julien*[39] *et de Bretonneau, qui fait faire les changements et additions que nous demandons, et qui, nous voyant des jeunes gens tranquilles et rangés, ce qu'il cherchait avant tout, nous donne la clef de son jardin pour nous et pour nos chats*[40]. »

Le 8 juin, il écrit à Monsieur Pilorge qu'il est retourné faire quelques pas à la Grenadière par nostalgie.

Le *Journal d'Indre-et-Loire* avait constamment les yeux rivés sur le chansonnier[41] nouvellement arrivé sur Tours. En 1838, il fait allusion au buste de Béranger fait par le jeune artiste Dantan de passage en Touraine, à son prochain départ de Tours – rumeur fausse à l'époque –, ou à ses ennuis de santé. En 1839, il mentionne la prochaine édition des chansons de Béranger en anglais avec accompagnement au piano-forte[42].

Il semble que la décision de quitter le logement de la rue Chanoineau, début septembre 1839, soit le fruit d'un coup de tête parce qu'elle était trop passante[43].

Le logement rue du Faubourg-Saint-Éloi (octobre 1839-avril 1840)

C'est à peine si l'on trouve quelques allusions au déménagement dans sa correspondance. Le 17 novembre, il décrit sa maison à Madame

36. « Adieu Paris », « Mon jardin », « Le Cheval arabe », « La Rose et le tonnerre », « Au galop ! », « Ascension », « L'Aigle et l'étoile », « Sainte-Hélène », « La Leçon d'histoire », « Il n'est pas mort », « Madame mère », « Dix-neuf août », « Les Oiseaux de la Grenadière ».

37. Béranger, *Dernières chansons*, Paris, Perrotin, 1857.

38. La place d'Aumont est devenue la place Gaston Pailhou. Les arbres mentionnés par Béranger furent arrachés pour construire les Halles. Près de celles-ci, le petit jardin qui demeure s'appelle actuellement le jardin d'Aumont.

39. Avocat à Tours.

40. Lettre du 2 mai 1838.

41. Les 6, 18 et 24 septembre 1838 ; le 22 janvier 1839.

42. Article de Marie-Paule Mémy, « Béranger, en prison pour ses chansons », *in La Nouvelle République*, Tours, 20 novembre 1996.

43. *Les Hôtes de la Grenadière*, Tours, Arrault et Cie, 1935, p. 12.

Brissot-Thivars, qu'il loue au bout de l'ancienne rue du Faubourg-Saint-Éloi[44] (aujourd'hui rue Jules-Charpentier) avec un petit jardin voisin du cimetière des Acacias. C'est là qu'il achève la rédaction de sa *Biographie*, en janvier 1840, qui retrace sa vie de sa naissance à 1833 environ.

Durant les vingt-trois mois où Béranger vit à Tours, il compose dix chansons, mais aucune n'évoque la Touraine[45].

LA FUITE DE BÉRANGER
(FIN AVRIL 1840-25 JANVIER 1841)

En avril, il quitte définitivement Tours. Judith reste seule dans le logement de la rue Saint-Éloi quelque temps encore. Qu'est-ce qui a motivé Béranger à fuir – c'est bien le terme à employer – la ville ? Le chansonnier était tombé amoureux d'une anglaise, et, à cause peut-être d'un amour non réciproque, il a brusquement quitté la ville fin avril.

Pour oublier la fièvre amoureuse, Béranger s'est réfugié chez Madame Lacroix à Fontenay-sous-Bois. Pour se mettre à l'abri de la rumeur, il a même pris le nom d'emprunt de Monsieur Berger. Il loge ensuite seul, sans son amie Judith qui vit dans un autre endroit. Leur séparation dure un certain temps. Finalement tout rentre dans l'ordre le 25 janvier 1841.

LES NOUVEAUX ESPOIRS DE BÉRANGER
(1842)

L'espoir revient enfin dans l'esprit de Béranger, notamment lorsqu'il rencontre Savinien Lapointe en 1842. Le jeune poète a surpris Béranger en publiant ses poésies sociales et ses chansons. Le vieux chansonnier qui croyait le genre épuisé trouve un nouveau grillon digne de lui succéder. Lapointe adopte une forme encore plus proche de la poésie en élaborant une versification[46] et en rejetant les néologismes[47]. Il achève donc la tendance lancée par son aîné.

Il représente le peuple autant qu'il évoque sa présence en usant d'un genre prédisposé à être écouté des masses. Il s'approche alors du réalisme sociologique en chantant la réalité sociale et la vie quotidienne. De plus, le jeune chantre a un avantage sur son aîné : il fréquente le « prolétariat » peu connu de Béranger qui n'utilise l'occurrence qu'une fois[48] dans ses chansons.

Revenons un instant à la chanson « Le Grillon » écrite par Béranger en 1836 à Fontainebleau et publiée pour la première fois en 1847. La chanson étant absente de toutes les éditions antérieures à cette date, il n'est pas exclu que Béranger la conservât dans un tiroir en attendant une occasion qu'il trouva à partir de 1842 en Lapointe. De ce fait, si Béranger s'adressait effectivement au *« grillon de son foyer »* en 1836, il pouvait également songer à Lapointe en



Pierre-Jean de Béranger, *préface de Youri Danilin, Moscou, 1979, frontispice.*

1847, lequel a d'ailleurs légitimement répondu par une chanson intitulée : « Réponse du Grillon à Béranger » en 1850.

Pour achever ces quelques pages sur la commémoration de la mémoire de Béranger, précisons qu'en 1840, un portrait anonyme de Béranger rend hommage à l'illustre chansonnier qui associa la politique à la poésie. Il est exposé au Musée des Beaux-Arts de Tours.

De plus, le 23 novembre 1843, le Conseil municipal de Tours baptise « boulevard Béranger » une partie du mail allant de la place du palais de Justice à la barrière Saint-Éloi en souvenir du séjour du chansonnier à Tours. Le boulevard, surnommé « Les Champs Élysées », fait neuf cent deux mètres de long et quarante-deux mètres de large. Le *Journal d'Indre-et-Loire* du 5 décembre 1843 reste dubitatif sur l'honneur fait de son vivant à un homme illustre et ne croit pas en la pérennité de cette action municipale[49], bien que Béranger fût à l'époque jugé supérieur à Hugo et à Lamartine par l'opinion publique.

Béranger s'éteint le 16 juillet 1857. Sa disparition provoque une émotion populaire au point que les services de l'ordre sont obligés d'écarter la foule lors de ses obsèques.

En 1957, pour le centenaire de sa mort, l'Union Soviétique émet un timbre-poste vert de 40 kopecks où sont représentés le portrait du chansonnier et cette indication qui signifie : *« Je ne peux rester indifférent à ce qui se passe dans ma patrie. Poète-chansonnier français exceptionnel : P. Béranger*[50] ». ■

Frédéric-Gaël THEURIAU

44. La rue porte le nom de Jules Charpentier depuis le 22 août 1892.

45. « Le Matelot breton », « Dame métaphysique », « Petit bonhomme », « Le Tambour-Major », « L'Officier », « Une idée », « La Couronne retrouvée », « Je suis ménétrier », « Les Ailes », « Le Chasseur ».

46. Si la chanson est généralement une pièce de vers au ton familier, fondée sur une syntaxe le plus souvent très simple, sur une utilisation très libre du « e » caduc et sur une utilisation approximative des rimes, tout cela est rare chez Lapointe.

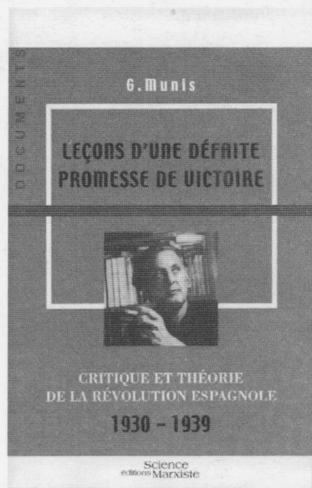
47. Savinien Lapointe utilise rarement le néologisme pour faire la rime : *« broussaillis »* dans « L'Oiseau du buisson » ; *« Lanlarira »* dans « Aux souscripteurs à mes chansons » ; *« relintintin »* dans « François Villon » ; *« Lanrira »* dans « Un satisfait ».

48. Quand Béranger assiste à la Révolution industrielle de 1830, il a déjà cinquante ans.

49. Lire Émile Aron, *op. cit.*, pp. 9-36 ; « Béranger, poète et chansonnier », *in L'Écho de Touraine*, journal de Jean Royer, député maire de Tours jusqu'en 1996, Tours, 8 janvier 1988, n° 1071, p. 20.

50. Citation de *L'Écho de Touraine*, *op. cit.*, 11 mars 1988, n° 1080, p. 15.

Bonnes feuilles



Leçons d'une défaite, promesse de victoire (critique et théorie de la révolution espagnole 1930-1939)
G. Munis
Éditions science marxiste,
10, rue Lavoisier
93100 Montreuil-sous-Bois
courriel : escmrx@wanadoo.fr
coll. documents,
2007, 582 p., 15 €

Militant trotskiste espagnol durant les années trente, Grandizo Munis (1912-1989) dirigea le petit groupe des « bolcheviques-léninistes » durant la guerre civile. Emprisonné en 1938 par les staliniens, il réussit à s'échapper et à se réfugier en France, puis au Mexique. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il abandonna les dogmes du trotskisme, considérant désormais l'URSS comme un capitalisme d'État (lire : *Parti-État, stalinisme, révolution*, Spartacus, 1975) et publia en 1947 avec Natalia Sedova-Trotski et Benjamin Péret une lettre de rupture avec la Quatrième Internationale. Rentré en Europe en 1948, il s'établit en France où il dirigea un petit groupe d'extrême gauche, le Ferment ouvrier révolutionnaire. Même si on ne partage pas le point de vue de l'auteur et de l'éditeur sur la nécessité et le rôle du parti de type léniniste, toute personne intéressée par la révolution espagnole lira avec profit ce livre remarquablement édité (appareil critique, annexes, cartes, chronologie, index) qui a gardé toute sa valeur de témoignage et de document historique, et tout particulièrement le dernier chapitre, « Le gouvernement Negrín-Staline », dont le passage que nous publions est extrait.

« Dès le premier jour du gouvernement Negrín-Staline, le parti de la police russe contrôla toutes les affaires et les officines gouvernementales, et spécialement la police, son outil de gouvernement favori. La plupart des chefs de la police et une infinité d'agents furent accueillis au sein du Parti « communiste ». Les directeurs généraux de la Sûreté y étaient affiliés ou étaient ses instruments. Toute la police espagnole, tant celle du gouvernement central que celle du gouvernement catalan « autonome », devint l'instrument de la Guépéou, sans qu'il y eût besoin qu'on aperçoive les agents russes. Les commissariats et la direction générale de la Sûreté elle-même n'étaient rien d'autre que des « tchékas » staliniennes, à la seule différence que l'emplacement de celles-ci était connu, tandis qu'il y avait d'autres « tchékas » dont l'existence n'était connue, aux premiers mois du gouvernement Negrín-Staline, que d'un nombre réduit de personnes. Avec le temps, non seulement les lieux où la « GPU » exerçait mais les tortures qu'on y pratiquait relevèrent du domaine public. Des milliers d'ouvriers et de révolutionnaires passèrent par ces prisons clandestines. Dans quelques-unes opéraient, en tant que « représentants de l'ordre », des fascistes de la veille qui étaient restés cachés jusqu'aux événements de mai 1937[1]. On voit clairement de quel ordre il s'agissait. Pour instaurer cet ordre, le principal objectif du parti de la police russe fut de se rendre maître, directement ou indirectement, de tous les moyens de répression, aussi bien au sein de la police en uniforme que dans la police secrète et le SIM. Grâce à Negrín et à la vénalité incommensurable du *lumpenproletariat*, cette couche sociale que sécrète en continuation le capitalisme, couche dénuée de collocation de classe spécifique et dépourvue du moindre idéal, toujours disposée à crier « *Vive Franco* » ou « *Vive le Père des peuples* » afin de s'en tirer et de faire fortune, il fut facile au parti de la police russe de s'emparer de l'appareil répressif. Trois mois après la constitution du gouvernement Negrín-Staline, il y était parvenu, quoique le gouvernement apparût comme l'émanation de Prieto plutôt que comme celle de Staline. Pour juger convenablement l'œuvre du gouvernement Negrín, dans le détail comme dans sa signification historique générale, il faut garder constamment présent à l'esprit qu'il abandonna dès le début au parti de la police russe l'appareil répressif, c'est-à-dire le bras espagnol de la contre-révolution anti-bolchevique.

Toutefois, immédiatement après les journées de mai 1937 surgirent de nouvelles possibilités très prometteuses pour que le prolétariat récupère ses forces. N'oublions pas que la défaite de mai n'avait pas été due à la force effective de la réaction stalino-capitaliste, mais à l'intervention des dirigeants anarchistes. Si 40 000 gardes patrouillaient dans la seule Catalogne, la révolution aurait encore pu aligner 100 000 hommes et gagner promptement l'adhésion de la majorité des combattants du front en se contentant de donner sans équivoque le signal de la lutte. Negrín et ses staliniens moscovites, Prieto et ses réformistes franco-britanniques le savaient : il leur fallait donc agir avec prudence, au moins en apparence. D'autant plus que, durant un moment, il sembla que la CNT allait revenir sur sa conduite traîtresse du « Cessez le feu ! » et suivre un cours révolutionnaire. Malheureusement, il n'en fut rien, son hésitation n'était qu'une concession à la terrible pression de sa base révolutionnaire, qui lui jetait à la figure les résultats de mai 1937 ; elle changea de cap tout de suite pour reprendre une collaboration encore plus droitière, sous la banderole de l'unité nationale.

La défaite de mai n'avait pas été due à la force effective de la réaction stalino-capitaliste, mais à l'intervention des dirigeants anarchistes.

Cédant à la pression de sa base et du prolétariat en général, l'organe central de l'anarchisme, *Solidaridad Obrera*, salua la constitution du gouvernement Negrín par ce titre en pleine page :
« LE GOUVERNEMENT NEGRÍN EST LE GOUVERNEMENT DE LA CONTRE-RÉVOLUTION »
C'était la pure vérité, et cela fit croire à beaucoup d'ouvriers que mai 1937 n'avait été qu'une malencontreuse erreur, mais que la direction anarchiste s'en était rendue compte et contre-attaquerait dans le sens de la révolution. Malgré les 40 000 gardes gouvernementaux stationnés en Catalogne aux ordres de chefs staliniens ou stalinisants, malgré les quelque 250 000 gardes qui soutenaient l'État capitaliste dans la zone républicaine, le prolétariat ressentit un souffle d'espoir et même de confiance. Nul doute que ces gardes eussent été facilement balayés si la CNT s'était portée à la tête de la révolution.

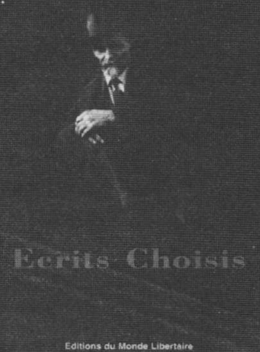
1. Ainsi, huit misérables flics de métier, certains d'entre eux ayant servi sous Primo de Rivera et sous Gil-Robles-Lerroux, d'autres étant des types caractéristiques des bas-fonds ayant trouvé refuge dans cette « planque », mais tous ayant en poche la carte du Parti « communiste » et tous aux ordres de Menéndez, alors directeur général de la Sûreté et instrument des staliniens, prétendirent me faire avouer sous la torture que j'étais un agent terroriste et un espion au service de Franco et que mon organisation œuvrait en faveur de la victoire de l'ennemi. »

“ Les grèves générales de protestation n'émeuvent plus personne : ni ceux qui les font, ni ceux contre qui elles sont faites. Si la police avait seulement l'intelligence de ne pas faire de provocations, elles se passeraient comme n'importe quel autre jour férié.
Il faut chercher autre chose. Nous lançons cette idée : nous rendre maîtres des usines. La première fois, peut-être, nous serons peu nombreux à le faire et cela passera plus ou moins inaperçu. Mais cette méthode a certainement de l'avenir devant elle parce qu'elle correspond aux buts ultimes du mouvement prolétarien et qu'elle constitue un entraînement qui prépare à l'expropriation générale et définitive.
Umanità Nova, 17 mars 1920

Ce sont les ouvriers de la métallurgie qui ont commencé le mouvement, pour des questions de salaire. Il s'agissait d'une grève d'un nouveau type. Au lieu d'abandonner les usines, il fallait y rester sans travailler et y monter la garde, nuit et jour, pour que les patrons ne puissent pas faire de lock-out.
Mais c'était en 1920. Toute l'Italie prolétarienne était gagnée par la fièvre révolutionnaire et bientôt les événements prirent une tout autre tournure. Les ouvriers pensèrent que le moment était venu de se rendre définitivement maîtres des moyens de production. Ils s'armèrent pour assurer leur défense, transformèrent beaucoup d'usines en de véritables forteresses et se mirent à organiser la production pour leur propre compte.
Les patrons furent chassés ou déclarés en état d'arrestation... C'était l'abolition de fait du droit de propriété, la violation de la loi en ce qu'elle sert à défendre l'exploitation capitaliste ; c'était un régime nouveau, une nouvelle façon de vivre en société, qui étaient ainsi inaugurés. Et le gouvernement laissait faire, parce qu'il voyait bien qu'il n'était pas capable de s'y opposer ; il l'a avoué plus tard, en s'excusant auprès du Parlement de l'absence de répression.
Le mouvement s'amplifiait et tendait à gagner d'autres catégories. Ici et là, les paysans occupaient les terres. C'était la révolution qui commençait et se développait de façon je dirais presque idéale.
Naturellement, les réformistes ne voyaient pas la chose d'un bon œil et cherchaient à la faire avorter. Même l'*Avanti !*, ne sachant à quel saint se vouer, essaya de nous faire passer pour des pacifistes parce que nous avions dit, dans *Umanità Nova*, que la révolution se ferait sans verser une goutte de sang si le mouvement s'étendait à toutes les catégories et si les ouvriers et les paysans suivaient l'exemple des métallurgistes, chassaient les patrons et prenaient possession des moyens de production.
Mais en vain.
La masse était avec nous. On nous demandait de venir dans les usines parler, encourager, conseiller et, pour satisfaire toutes les demandes, il nous aurait fallu nous couper en mille. Partout où nous allions, c'étaient nos discours que les ouvriers applaudissaient, et les réformistes n'avaient plus qu'à s'en aller ou à cacher qu'ils étaient réformistes.
La masse était avec nous parce que c'était nous qui interprétions le mieux ses instincts, ses besoins, ses intérêts.
Et pourtant, il suffit du travail insidieux de la Confédération générale du travail et de ses accords avec Giolitti pour faire croire à une espèce de victoire grâce à cette escroquerie : *le contrôle ouvrier*, et pour amener les ouvriers à quitter les usines juste au moment où les chances de réussir étaient les plus fortes.
Umanità Nova, 28 juin 1922

L'occupation des usines et des terres était parfaitement dans la ligne de notre programme.
Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour que le mouvement s'intensifie et se généralise, dans nos journaux (*Umanità Nova*, notre quotidien, et dans différents hebdomadaires anarchistes et syndicalistes), et par notre action personnelle dans les usines. En bons prophètes, malheureusement, nous avons prévenu les ouvriers de ce qui leur arriverait s'ils abandonnaient les usines ; nous avons aidé à préparer la résistance armée ; nous avons expliqué qu'il était possible de faire la révolution pratiquement sans avoir à combattre, si on se montrait seulement résolus à employer les armes qui avaient été accumulées.
Nous n'avons pas réussi et le mouvement échoua parce que nous-mêmes étions trop peu nombreux et les masses trop peu préparées.
Quand d'Aragona et Giolitti mirent au point le contrôle ouvrier, ce leurre – et le Parti socialiste, dirigé à l'époque par les communistes, était d'accord – nous avons crié à la trahison et nous sommes allés d'usine en usine pour mettre les ouvriers en garde contre cette inique tromperie. Les ouvriers nous avaient toujours écoutés et demandés avec enthousiasme et ils avaient applaudi quand nous les incitions à résister jusqu'au bout. Mais ils obéirent docilement dès que l'ordre de sortir des usines fut diffusé par la Confédération. Et pourtant, ils disposaient de puissants moyens militaires pour résister.
La peur, dans chaque usine, de rester seuls à combattre et la difficulté d'assurer leur subsistance à ceux qui occupaient, les amenèrent tous à se rendre, malgré l'opposition de vraiment tous les anarchistes dispersés dans les différentes usines.
Le mouvement ne pouvait durer et réussir qu'en s'étendant et en se généralisant et, vu les circonstances, il ne pouvait pas s'étendre sans l'accord des dirigeants de la Confédération générale et du Parti socialiste qui contrôlaient la grande majorité des travailleurs organisés. La Confédération et le Parti socialiste (communistes compris) se déclarèrent contre, et tout devait se terminer par la victoire des patrons.
Pensiero e Volontà, 1er avril 1924 ”

Au lieu d'abandonner les usines, il fallait y rester sans travailler et y monter la garde, nuit et jour.



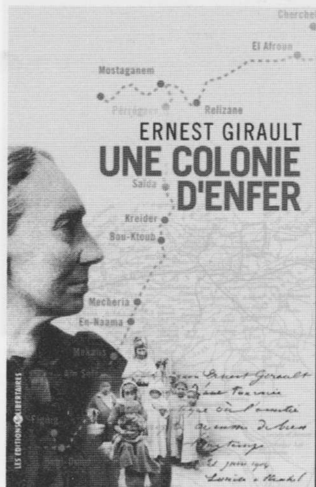
Écrits choisis

Errico Malatesta

Éditions du Monde Libertaire, www.federation-anarchiste.org/editions
210 p., 10 €

Errico Malatesta (1853-1932) a connu une longue vie militante, des débuts de l'AIT anti-autoritaire en 1872 à la défaite du mouvement ouvrier devant le fascisme en Italie et aux débats des anarchistes sur la question de l'organisation durant les années vingt. Elle le mena dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique et le conduisit à prendre position sur des sujets de premier plan comme, par exemple, la question de la participation des anarchistes aux syndicats au congrès d'Amsterdam en 1907 ou la critique du « Manifeste des Seize » face au ralliement d'anarchistes prestigieux à l'Union sacrée durant la Première Guerre mondiale.
Ce recueil – l'une de ses rares publications en français – se propose de donner une vue synthétique de ses idées politiques en présentant des extraits de ses articles classés en une trentaine de thèmes qui vont de « la pensée anarchiste » au programme de l'Union anarchiste italienne en passant par la violence, le réformisme, les syndicats, l'insurrection, la répression, etc.
L'extrait que nous proposons ici concerne le phénomène décisif des occupations d'usine qui toucha l'Italie en 1920 et sur lequel le public francophone ne dispose malheureusement que de fort peu de travaux disponibles.

Bonnes feuilles



Une colonie d'enfer

Ernest Girault

Les Éditions Libertaires, 2007, 240 p., 15 €

Réédition du livre d'Ernest Girault *Une colonie d'enfer* publié en mars 1905, au retour des trois mois de tournée de conférences faites avec Louise Michel d'octobre à décembre 1904. Une préface à l'édition de 2007 a été adjointe par Clotilde Chauvin, qui a en outre ajouté quelques notes de bas de page pour faciliter l'accès aux lecteurs d'aujourd'hui, à plus d'un siècle d'intervalle. L'édition d'origine comportait une préface de Lucien Descaves et une introduction de Girault. Le texte se divise ensuite en quatre grandes parties, chacune divisée en quatre ou cinq chapitres. Il relève à la fois du carnet de voyage, du guide touristique, de l'étude sociologique voire ethnographique et bien sûr, de l'essai politique. On y suit la tournée de conférences de Louise et Ernest avant leur séparation à Mascara, puis le voyage d'Ernest dans le Sud-oranais pour y étudier les exactions de l'armée française dans l'extrême Sud. Le séjour est émaillé d'anecdotes et permet de découvrir le paysage algérien vu du train ainsi que d'appréhender la politique coloniale et ses conséquences.

« Cependant que la prostitution, l'alcoolisme, le jeu, l'usure, le fanatisme, et l'ignorance règnent sur la ville entière, Alger possède quoique cela, quelques éléments vigoureux et sains. Une minorité d'hommes propres s'est attelée à une œuvre de rénovation sociale et d'éducation populaire qui donnera à l'Algérie, dans la suite des temps, sa véritable grandeur coloniale. Les uns sont à la bourse du travail, groupant les prolétaires pour d'utiles et immédiates revendications, faisant les plus grands efforts pour intensifier la lutte syndicale destinée à unir, dans un même élan de fraternité et de solidarité, les prolétariats français, italien, espagnol et indigène ; les autres œuvrent à la maison du peuple dans un sens plus philosophique, c'est vrai, mais non moins efficace. On peut dire que tout ce qu'il y a de plus intelligent, parmi la jeunesse d'Alger, est réuni dans cet asile de la fraternité.

S'y rassemblent : l'université populaire et la rédaction d'une vaillante petite feuille *La Pensée Libre*. Ce journal est composé par ses propres rédacteurs : des fils de bourgeois émancipés et courageux, sachant s'imposer tous les sacrifices et même des privations, pour une besogne qu'ils trouvent élevée et nécessaire. Alors que leurs camarades de classe vont aux plaisirs et à la noce, ils préfèrent, ces jeunes hommes dont tout le monde se moque, aller vers le peuple, vers les humbles, et, sans s'abaisser, contribuer, par leur savoir, à l'élévation morale et intellectuelle des prolétaires. Quelques professeurs, ceux qui ont compris le rôle de l'enseignement scientifique et véritablement laïque, se dévouent à de nombreuses et intéressantes conférences données chaque semaine.

Un bel état d'esprit règne dans ce milieu de *camarades*, car on est accueillant à la maison du peuple d'Alger. De simples républicains s'y rencontrent avec des socialistes et des anarchistes et tous discutent, sans pour cela s'arracher les cheveux. Ce qui est mieux encore c'est que, malgré les différences de situation sociale qui peuvent exister entre les militants, tout le monde y est à sa place.

Il y a un docteur, des professeurs, des étudiants, des commerçants, des ouvriers, un pêcheur, un camelot, etc., et tout ce monde-là s'entend bien, s'aime bien surtout. Il est vrai que si cette jeunesse a échappé au contact des éléments pourris, on le doit, en partie, à un homme qui fut admirable d'exemple de persévérance et d'indomptable énergie, on le doit au professeur Cat. C'est lui qui pendant l'affaire Dreyfus, entouré de quelques socialistes et libertaires, sut tenir tête aux meutes antisémites de Max Régis. Professeur d'histoire, il ne craignit ni le blâme ni la révocation et fonda *La Pensée Libre* que ses jeunes élèves et amis continuent à publier. Comme personne n'était riche et qu'il fallait quand même riposter aux attaques réactionnaires, Cat prit la blouse de typo et, tout en fumant sa pipe, tranquillement, sans s'émotionner, se mit à composer lui-même son petit journal révolutionnaire. Cela ne l'empêchait pas de donner des cours d'histoire aux camarades. Il travaillait seize heures par jour. Un soir, en revenant d'un banquet donné, en l'honneur je ne sais plus de qui ou de quoi, il s'alita. Quelques heures après, il mourait. Qu'est-ce qu'on avait pu mettre dans son verre ?

L'œuvre de Cat se perpétuera quand même, car il a non seulement des admirateurs mais surtout des continuateurs, ce qui est beaucoup mieux. Ils sont encore la minorité, certes, les Cats : mais viendra le moment où ils seront suffisamment nombreux pour purger la colonie de toutes les ordures qui l'encombrent. J'en connais déjà pas mal et ils font chaque jour des prosélytes. La lutte est encore inégale, car ils sont cent contre cent mille ; mais les apôtres ne connaissent pas le découragement et les militants d'Algérie sont presque tous des apôtres.

Cat prit la blouse de typo et, tout en fumant sa pipe, [...] se mit à composer lui-même son petit journal révolutionnaire.

Devant la *moralité* et *l'immoralité* d'un monde aussi hétérogène qu'est le monde algérien ; devant la toute-puissance d'un fonctionnarisme tyrannique et oppresseur, toujours excusé ; devant la perpétration des crimes sans cesse plus nombreux, de la caste prétorienne, de cette caste qui écrase, d'une botte maculée de sang, la moitié de la colonie ; devant l'impunité du meurtre, du pillage, de la concussion et de l'abus de pouvoir ; devant l'impiété de la gent colonisatrice pour les vaincus ; devant toutes ces horreurs, tout ce sang, toute cette boue, l'œuvre rénovatrice des maisons du peuple, des universités populaires et des syndicats est immense. Elle est immense dans le temps comme dans l'espace.

Nous donnâmes Louise Michel et moi, huit conférences à Alger : deux à l'Athénée, deux à la maison du peuple, deux à la bourse du travail et deux à Mustapha. Les sujets furent très divers ; mais ceux qui attirèrent le plus de monde et soulevèrent le plus de protestations furent les sujets antimilitaristes et antireligieux. Dans l'enceinte du nationalisme et du fanatisme, il fallait s'y attendre. »

La chronique médiatique de Jean-Jacques Ledos

LIBERTÉS

La liberté d'expression est un des lieux communs de la démagogie du discours politique. Il est aisé de constater que la recherche de la vérité dans l'information ne résiste pas à des pouvoirs qui ont la volonté de conserver le contrôle des contenus. Les évictions qui ont suivi la dernière période d'élections en France le rappellent. Pour avoir tenté de décrypter les contenus des programmes, Daniel Schneidermann n'a pas repris cet automne son émission Arrêt sur images tandis qu'Alain Minc, cheval de Troie de l'affairisme au sein du quotidien *Le Monde*, réussit à s'y maintenir. En revanche, la liberté de parole est offerte à tous ceux qui ne contrarient pas les pouvoirs. C'est le cas des « micro-trottoirs » dont les interventions sont, au demeurant soigneusement filtrées, ou bien des ouvertures dites de « libre antenne ». L'indigence des propos qu'on y entend montre toute la limite de l'exercice.

PRESSE MIROIR

Les grands médias consensuels français reflètent avec une fidèle soumission les volontés des pouvoirs qui les autorisent ou les entretiennent. On ne s'étonne pas de la face ensoleillée qu'ils livrent des activités gouvernementales. Lorsqu'il s'agit d'action extérieure, les zones d'ombre sont soigneusement évitées. La relation des rencontres ou visites officielles par les médias des pays ou organismes hôtes est souvent moins glorieuse et les revues de la presse étrangère sont succinctes. L'essentiel est de « communiquer », c'est-à-dire de maîtriser la bonne parole. *« Miroir, dis-moi que je suis belle… »*

SABIR TECHNOCRATIQUE

Un discours technocratique permet d'occulter les problèmes. Ainsi, cette réflexion d'un DRH de Peugeot à propos d'une « cellule de veille » mise en place après plusieurs suicides d'employés : *« Elle va nous aider à avoir des capteurs pour cerner les dysfonctionnements, sur le mal-être au travail, si les gens considèrent qu'il y a une perte de lien social dans tel ou tel secteur… »* (*Le Monde*, 24 juillet). Cette déclaration suffira-t-elle à faire tomber la pression sur les cadences de travail ?

CONFORMISME BOBO

La critique cinématographique qui se veut libre se vautre dans l'adulation d'un cinéma petit-bourgeois intello. De Bergman, récemment disparu, à Denys Arcand ou à Wong Kar Waï, en passant par Antonioni, ou par une récente œuvre de Claude Chabrol, les films, parfois de grande qualité esthétique, évoquent le mal-vivre d'intellectuels ou prétendus tels, ou de représentants d'une classe bourgeoise, épuisés par l'exercice de leur liberté ou frustrés de ne pas savoir l'utiliser. En tout cas, bien éloignés de l'univers de détresse quotidienne qu'explore régulièrement Ken Loach.

LIMITES DE LA CONFIANCE

On n'est jamais assez méfiant lorsqu'on accorde sa confiance. On croyait pouvoir, naguère, saluer l'action que poursuit, en faveur des journalistes, l'association Reporters sans frontières jusqu'à ce que *Le Monde Diplomatique* révèle (juillet 2007) le soutien que lui apporte le National Endowment for Democracy (NED), relais de la CIA. C'est donc avec prudence qu'on rappelle l'existence sur la toile du site http://rezo.net. On y trouve une quantité d'informations, qu'on ne peut hélas vérifier, sur la manière dont les événements sont rapportés par la presse officielle. À surveiller, malgré tout.

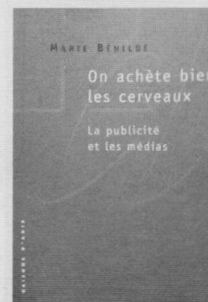
POUVOIR ABSOLU

Le pouvoir procure des droits. Le pouvoir personnel permet d'en étendre le domaine sans scrupules. Le quotidien espagnol *El Pais* du 8 septembre dernier a consacré plusieurs pages à l'enrichissement personnel du dictateur Franco et à l'héritage de sa descendance. Dès son accès au pouvoir, il avait pratiquement squatté une propriété de sa Galice natale et exproprié les voisins trop proches, non sans leur imposer une participation aux frais de son installation. Il reçut également des dons en terres dont la vente dans la période de boom immobilier que connaît l'Espagne depuis près de trois décennies a enrichi ses descendants. Pendant les trente-six ans de la dictature, l'Espagne a été maintenue dans un état de sous-développement mis en lumière par l'extraordinaire modernisation dont on ne peut ignorer les effets aujourd'hui. ■

ON ACHÈTE BIEN LES CERVEAUX LA PUBLICITÉ ET LES MÉDIAS

Marie Bénilde

Éditions Raisons d'agir, 2007, 155 p., 6 €



Les éditions Raisons d'agir, fondées par Pierre Bourdieu et quelques autres, ont constitué un catalogue de livres brefs et peu coûteux dont l'objectif commun est la dénonciation des perversions du libéralisme et des médias qui l'entretiennent.

Dans un monde où triomphent le bluff et le mensonge, Marie Bénilde dénonce ici l'envahissement des sites Internet par les messages étrangers à la recherche d'informations, la diffusion répétitive des mêmes messages dans les programmes de la radio et de la télévision, les stratégies perfectionnées qui s'attaquent à l'inconscient lorsque l'attention du spectateur se relâche ! La publicité est destinée à des auditoires passifs mais réveillés par des images ou des sons (*technical events*) qui font appel à l'émotion. Les programmes d'information privilégient de la même manière les faits divers : accidents, catastrophes naturelles ou agressions qui entretiennent la présence devant l'écran. Une connivence est établie entre le contenu des programmes et les messages, entre le milieu de la publicité et celui de la politique dans un climat complice d'affairisme. Les retransmissions d'événements sportifs sont autant d'écrans publicitaires que le spectateur passif ne peut ignorer. Des thèmes musicaux ou visuels utilisés dans les messages publicitaires peuvent être retrouvés dans des programmes différents. On peut soupçonner une entente dans l'horaire de ces « carrefours » synchronisés auxquels on n'échappe que par la vigilance et l'usage rapide de la télécommande.

Une telle pression est-elle efficace ? *« Nos téléspectateurs ne peuvent s'empêcher de regarder nos écrans… »* affirme une agence de pub dans un message destiné aux publicitaires ! Pourtant, les spécialistes l'admettent : la publicité et ses messages omniprésents souffrent d'entropie. La plus grande partie de la coûteuse diffusion se disperse dans l'inattention, mais l'acheteur qui aura échappé à la promotion du produit en paiera aussi le coût, de cette promotion.

Aucun contre-pouvoir ne s'affirme à l'égard de l'envahissant mensonge publicitaire (voire politique) érigé en principe de communication. Les publicitaires s'opposent avec force à tout débat sur la validité de leurs messages et sanctionnent les supports qui osent la remettre en question. Pourtant, la publicité est bien utile lorsqu'il s'agit d'informer. Encore faudrait-il pouvoir repérer les messages pertinents ! Ce billet est un message publicitaire : il faut lire le livre de Marie Bénilde et le faire connaître. Nous avons tous de bonnes raisons d'agir.

JJL

À lire aussi : du même auteur, « Prédateurs de presse et marchands d'influence » *in Le Monde Diplomatique*, août 2007. Marc Endeveld, « Des chaînes "tout info" bien peu dérangeantes » *in Le Monde Diplomatique*, juin 2007.

Pour mémoire, quelques organisations militantes contre les excès de la publicité :

- Casseurs de pub, 11, place Croix-Pâquet, 69001 Lyon, www.casseursdepub.org
- Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org
- Paysages de France, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, http://paysagesdefrance.org/
- Résistance à l'agression publicitaire (RAP), 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, www.antipub.net

Le destin d'un Juif russe



LA VIE TUMULTUEUSE D'ILYA EHRENBOURG,
JUIF, RUSSE ET SOVIÉTIQUE
d'Ewa Bérard
Éditions Ramsay, 1991

Un livre très intéressant bien qu'il date un peu. Ehrenbourg est né en 1891 à Kiev, dans une famille juive. Il vient à Paris et vit à Montparnasse, où il fréquente les intellectuels. Il fait la connaissance de Modigliani, Picasso et Diego Ribeira, Fernand Léger et Max Jacob. En 1917, il rentre en Russie, mais il est antibolchevique. Il s'exile à Berlin puis revient en Russie en 1931. Pendant quelques années, il voyage en Europe. Comme la guerre d'Espagne éclate, il devient correspondant de guerre du côté républicain, et le reste jusqu'en 1939. Au cours des années, il voit disparaître ses anciens amis, Boukharine, Mandelstam, Babel, Meyerhold, exterminés par Staline, condamnés au cours de procès truqués. Pour lutter contre l'invasion nazie, Staline a recours aux Juifs et à Ilya Ehrenbourg pour faire de la propagande aux États-Unis. Ehrenbourg exalte l'esprit nationaliste russe et encourage la lutte contre les nazis ; ses articles sont très lus par les soldats.

Après la guerre, la situation change et après la création de l'État d'Israël, les Juifs sont dénoncés comme « agents de l'impérialisme » Certains sont fusillés. Le yiddish est interdit et les médecins juifs sont accusés de complot contre Staline. Les déportations reprennent. Ehrenbourg esquive les accusations portées contre lui et en janvier 1953, il refuse de signer une lettre à Staline dénonçant les Juifs. Heureusement pour lui, Staline meurt le 6 mars au soulagement de tous. C'est le « dégel ». Six mois plus tard, Béria est éliminé. La crise se répercute dans le Mouvement de la Paix ; en URSS les uns voudraient en terminer avec le stalinisme et les autres le maintenir. Et Ehrenbourg se voit reprocher de s'être tu. Il réveille le passé mais ne parvient pas à l'effacer.

Le livre cite les archives russes, françaises et les archives personnelles d'Ehrenbourg. Un aspect de la Russie soviétique sur près d'un siècle.

André SIMON

Le chemin de l'insoumission



DE MÉMOIRE
LES JOURS DU DÉBUT : UN AUTOMNE 1970 À TOULOUSE
de Jann-Marc Rouillan,
Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales »,
206 p., 14 €

« Je me lance dans ce texte sans plan établi. Je me jette à l'eau, je nage dans un océan d'amitié, de camaraderie, de passion et de vie... de mort aussi. »

Le premier opus des souvenirs de Jann-Marc Rouillan emporte nos renoncements dans le tourbillon – révolution, castagne et rock – des années 70. Adolescent de dix-huit ans enragé d'émancipation, non sevré des rêves du printemps 68, l'auteur largue les amarres familiales. En compagnie d'Henri l'ouvrier et d'Enric, le fils de réfugiés républicains, il s'installe en périphérie toulousaine. Devenu galion pirate, le pavillon abrite l'activisme permanent de ces « jours du début ». Les insurgés, Mario le lycéen, Cricri ou le Grand blond abandonnent à peine l'enfance. Sur la table de la cuisine, les tartines du goûter voisinent encore avec les cocktails Molotov. Leurs expéditions, toujours politisées, virent souvent à l'équipée burlesque. Les armes restent celles de Gavroche : galets de la Garonne et manches de pioches. L'âme d'artiste du jeune Rouillan s'émerveille de la beauté radicale des incendies et de *« l'interdit jeté à terre »*. Une précocité de pensée et une conscience politique issues d'une période et d'un milieu spécifiques. À Toulouse, capitale des « Rouges » en exil, collabos impunis et résistants spoliés se côtoient dans une atmosphère empoisonnée de vendettas inassouvies. Les enfants d'après-guerre y sont bercés des faits d'armes de la révolution libertaire espagnole ainsi que des exploits et des drames des résistances au fascisme. Héritiers des luttes de leurs pères, éclos au vent des lacrymos de mai 68, ils s'empoignent aussi avec celles de leur époque. Bombes US sur le Vietnam, septembre noir, exactions militaires en Afrique, dictatures sud-américaines. L'heure n'est pas à l'indifférence. Anars, maoïstes, guévaristes, trotskistes, des soubresauts de l'agitation lycéenne, étudiante ou ouvrière. Augmentée d'une vingtaine « d'enragés » les acolytes de la rue d'Aquitaine se baptisent Groupe autonome libertaire « Vive la Commune ». Un temps compagnon de route des maos de la Gauche prolétarienne, ledit groupe ne cède rien à quiconque de son indépendance.

« La musique électrisait alors nos vies, tel l'oxygène que nous respirions, le rythme du sang dans nos vaisseaux. »

De toute l'Europe, la jeunesse « lève le camp » en des migrations musicales vers les grands festivals rock. Rouillan veille à se maintenir dans l'œil du cyclone. Baston contre les Hells Angels sur l'île de Wight, photo underground aux côtés de Jimi Hendrix. Infatigable, il balance des pavés le matin à la Mutualité ; avant de s'inviter le soir *« à la cour du roi musicien »*, King Crimson.

« Diminuer l'intensité de la vie c'est diminuer l'intensité du bonheur. Le bonheur entendu comme la plus large satisfaction de nos sens à toute heure de notre vie[1]. » Amour libre, alcool, shit, LSD, sans fuir ni se perdre, cet ardent programme s'applique en de multiples expérimentations. Malgré la cadence échevelée donnée à son existence pointe le sentiment de s'enliser dans les revendications rituelles et la routine contestataire.

Le service militaire, rendu obsolète par l'efficacité de la castration éducative, cathodique et cybernétique, enrôlait encore pour un dernier dressage avant le salariat. Fidèle à son intransigeance, l'appelé Rouillan refuse de l'esquiver par les échappatoires autorisées : coopération, objection, réforme P4. Ce choix de l'insoumission se révèle une bifurcation cruciale ; chemin de radicalisation en ce qui concerne l'avant-garde de la gauche extrême, voie du compromis chez les moins résolus. En Allemagne, en Italie, d'autres se tournent vers la lutte armée afin d'atteindre les buts de la politique révolutionnaire. Près de la ville rose, la cause basque attire vers l'ETA jusqu'aux curés. Au-delà des Pyrénées, le moloch à gueule de Franco demeure insatiable du sang de ses adversaires. Le rapprochement avec les anciens guérilleros de 1936 anime l'utilisation d'armes et de faux papiers. D'incessants passages de frontière alimentent en matériel d'imprimerie volé en France les opposants à la dictature. Radicaux barcelonais et anarchistes du sud-ouest forment le Mouvement ibérique de libération-Groupe autonome de combat (MIL-GAC). Aux tabassages policiers hexagonaux et séjours initiatiques en prison se substituent la clandestinité, l'éventualité des tortures et de la mort aux mains des bourreaux franquistes.

Loin de la désespérance filtrant de ses chroniques carcérales, *De Mémoire* éclate en bombe incendiaire à la face du lecteur. Protagoniste, héraut et mémorialiste, Jann-Marc Rouillan dissipe l'oubli et les malentendus.

Présentée en troupe de fanatiques sans cause par les méthodes de désinformation habituelles, la génération du « changer la vie » et « transformer le monde » y retrouve ses origines, son identité intime. Celle de la dernière guérilla sociale du monde occidental. Un défi aux forces du pouvoir et de l'argent payé de mort et d'enfermement illimité par des milliers de militants. Un échec qui a comme conséquence le déferlement actuel du droit du plus fort sur les moindres recoins de la planète. *« L'État a déclenché un fléau de balles de bombes et de mots incendiaires voici vingt ans, et a semé l'Asie d'Idées excrétées dans les toilettes de Washington. Maintenant la grande peur a fait le tour du monde et déborde dans l'air gris journal. »* (Allen Ginsberg)

Rescapé du dernier carré de survivants, prisonnier depuis plus de vingt ans, Rouillan témoigne de l'impossibilité d'éradiquer la transmission des rébellions populaires. Fouettée au sang, la mémoire remonte à la surface. Aux États-Unis, un 11 septembre 2001 répond d'un 11 septembre 1973 meurtrier au Chili. En France, en 2007, sur les murs des usines occupées les ouvriers tracent le sigle, le nom, la date, d'une action directe comprise et retenue. Malgré l'adoubement des gens de lettres, séduits par le romantisme flamboyant de son écriture, et l'attrait charismatique qu'exerce la liberté de cet emmuré sur les consciences repenties, Rouillan demeure hors de portée de toute récupération littéraire ou politique. Négation vivante du principe d'autorité, il garde avec les siens, comme à vingt ans, *« la pureté originelle, celle des anges révoltés définitivement débarrassés des funestes scories de la soumission ».*

HF

1. Albert Libertad, *Le Culte de la charogne*, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2006.

Une mystérieuse bible

Jacqueline Lalouette nous livre là un travail particulièrement savant en publiant aux éditions La Martinière plus de cent ans après sa création le manuscrit en fac-similé d'une bible satirique jusque-là inédite.

Le pari de cette publication n'était pas aisé à relever, pour plusieurs raisons. D'abord, le dessinateur de cette bible, « Gabby », est un parfait inconnu. Le nom apparaît plutôt comme un pseudonyme, voire un diminutif de Gabriel (l'ange Gabriel ?). En outre, en parcourant cette bible parodique, il faut se faire à l'évidence : ce dessinateur, même s'il livre un ouvrage complet, n'a pas les qualités d'un dessinateur professionnel. Il ne maîtrise pas la perspective, ne donne quasiment jamais d'indications de décors, dessine de manière malhabile, recourt souvent à la copie en décalquant des vignettes ou des illustrations de l'époque. Son style varie d'un dessin à l'autre, et l'artiste utilise assez peu le jeu des déformations, expressions faciales ou des postures pourtant propres à exciter le rire.

Cette bible irrévérencieuse n'est pour la fin du XIX[e] siècle pas une nouveauté. En effet, comme nous le signalions dans l'ouvrage *Et Dieu créa le rire*[1], les années 1880 voient la publication de plusieurs bibles antireligieuses, largement illustrées par des artistes très actifs à l'époque comme Alfred Le Petit, Lavrate, Pépin ou Frison par exemple.

Contrairement à ses prédécesseurs, Gabby ne situe pas les personnages de sa bible dans un contexte antique, auquel seraient associés des éléments anachroniques dans un esprit comique. Il campe visuellement son histoire dans les temps médiévaux et à la fin du XIX[e] siècle, que l'on retrouve tant dans la calligraphie, dans le jeu des lettrines que dans les tenues vestimentaires de nombre de ses héros pourtant lointains. La majeure partie des dessins, du reste, hormis les légendes, semble totalement déconnectée de l'histoire biblique, mais plutôt tirée de la presse illustrée (souvent déshabillée) de la fin du XIX[e] siècle, sans que l'auteur ait cherché à travestir ces images d'emprunt.

Gabby ne recourt pas non plus aux stéréotypes employés par les dessinateurs satiriques qui ont cherché à transporter leurs lecteurs dans l'univers du divin. Alors que Dieu est généralement figuré sous l'apparence d'un vieillard portant une longue barbe blanche, le plus souvent assis sur un nuage, Gabby le représente (très rarement d'ailleurs) avec le poil noir et loin de tout environnement céleste.

Mais l'amateur ne manque pas d'imagination, et livre un texte amusant, traçant à grands traits quelques épisodes marquants de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Jaqueline Lalouette présente le manuscrit dans une introduction très documentée d'une trentaine de pages. Elle s'interroge sur la sensibilité politique de Gabby, ses emprunts à la littérature et l'imagerie de son époque. Elle décortique avec minutie les influences qu'aurait subies l'artiste en herbe, révélant un personnage nourri de culture classique et imprégné du Montmartre de la Belle Époque. Elle montre ses erreurs, ses oublis dans les deux Testaments.

L'auteure tente de manière convaincante de percer la mystérieuse identité de ce Gabby.

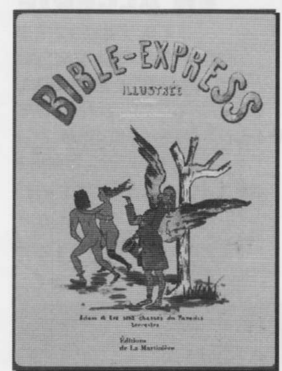
Cette *Bible-Express* reste en effet voilée de mystère. Pourquoi n'a-t-elle pas été publiée à l'époque ? On peut s'interroger sur les motivations de son auteur. En effet, non seulement le dessin relève de l'amateurisme, mais il faut signaler également l'omniprésence de la couleur dans les illustrations. Or, dans les années qui ont précédé, aucune des bibles illustrées publiées ne comportait, en dehors de la couverture de titre, d'images en couleur. Pour des raisons évidentes de coût. Il faut sans doute voir dans ce travail l'œuvre d'un autodidacte éclairé visant à amuser ses proches.

Mais quelles que fussent les motivations de Gabby et son identité véritable, cette bible rappelle combien la fin du XIX[e] siècle a été marquée par l'esprit satirique et l'anticléricalisme. La poussée républicaine de la fin des années 1870 entraîne une remise en cause profonde du rapport de la société à l'Église et à son dogme. L'image, libérée par la loi de 1881 sur la presse, ne craint plus de caricaturer Dieu, acte sacrilège impossible dans les décennies précédentes.

Cette publication munie d'un appareil critique particulièrement riche amusera et intéressera tous ceux qui cherchent à comprendre par quels mille et un moyens le corps social s'est ingénié à séculariser ce que la religion chrétienne compte de plus sacré : la Bible.

Guillaume DOIZY
http://www.caricaturesetcaricature.com

1. Guillaume Doizy et Jean-Bernard Lalaux, *Et Dieu créa le rire, satires et caricatures de la Bible*, Éd. Alternatives, 2006, 128 p.



LA BIBLE-EXPRESS ILLUSTRÉE
présentée par Jacqueline Lalouette, Éd. La Martinière, 180 p., 29 €



LOUISE MICHEL EN ALGÉRIE
LA TOURNÉE DE CONFÉRENCES DE LOUISE MICHEL ET ERNEST GIRAULT EN ALGÉRIE (OCTOBRE-DÉCEMBRE 1904)
de Clotilde Chauvin
Éditions Libertaires
162 p., 15 €



L'ŒIL DE LA POLICE
CRIMES ET CHÂTIMENTS À LA BELLE ÉPOQUE
de Michel Dixmier
et Véronique Willemin
Éditions Alternatives,
2007, 143 p., 29 €

Communards et Kabyles

Le 9 octobre 1905, Louise Michel et Ernest Girault – auteur d'*Une colonie d'enfer*, à retrouver en Bonnes feuilles p. 42 – quittent le port de Marseille pour l'Algérie où ils doivent effectuer une série de conférences. Les villes d'Alger, de Tizi-Ouzou, de Sétif, de Constantine, de Blida, de Mostaganem et d'ailleurs, seront autant d'étapes où les propagandistes aborderont des thèmes aussi percutants que l'antimilitarisme, l'athéisme, l'anticolonialisme et bien sûr l'anarchisme.

Dans le contexte de l'Algérie coloniale, où depuis 1881 sévissait le code de l'indigénat, il fallait une forte dose d'audace et de courage pour affronter une société structurée autour d'une culture de l'apartheid. Ces réunions attiraient régulièrement entre 400 à 600 personnes. Des enseignants européens et arabes, des laïques et des progressistes les fréquentaient, ce qui témoigne de la vitalité politique d'une opposition, certes minoritaire, mais active. Quelques incidents sans grande gravité, mais significatifs, émaillèrent leur voyage sans jamais déstabiliser les conférenciers. Chemin faisant, Mathilde de Fleurville, ex-femme de Paul Verlaine, offrira un peu de repos à Louise Michel qui, du fait des conditions climatiques dans lesquelles se déroula le voyage et surtout de son grand âge, fut physiquement éprouvée. Le 15 décembre 1904, Louise Michel, épuisée, repartira pour le continent et le 9 janvier 2005, elle décédera à Marseille. C'est donc en Algérie qu'elle passa les derniers mois d'une vie bien remplie. Clotilde Chauvin nous permet de les revivre grâce à un important travail de recherche. L'auteure resitue ces événements dans le contexte plus général qui lia dans la répression communards et Kabyles. En effet, suite à l'insurrection kabyle de janvier 1871, la répression fut féroce et nombre d'insurgés furent déportés en Nouvelle-Calédonie (en 2004, Saïd Oulimi a réalisé sur le sujet un film de 7 heures pour la télévision algérienne). Les Kabyles seront les grands oubliés de l'amnistie. De cet exil partagé, il restera un lien qui rapprochera les victimes d'un système militariste et celles d'une justice de classe. Le grand mérite de cet ouvrage très documenté est d'éclairer une période fort peu connue de l'engagement anti-colonial des militants anarchistes.

Jean-Luc DEBRY

Un journal à sensations à la Belle Époque

La presse du fait divers trouve son origine lointaine dans les canards, feuilles volantes imprimées diffusées à partir du XVe siècle et relatant divers « faits » sous des formes plus ou moins fantasmagoriques. Avec le développement des moyens d'illustration de moins en moins coûteux, la narration des événements s'appuie de plus en plus sur l'image, dans une puissante quête de théâtralisation dramatique. La fin du XIXe siècle, passée maîtresse dans ce type de mises en scène avec une presse illustrée populaire au succès grandissant, bénéficie d'un siècle d'expérimentation en matière de représentation du drame. Pensons aux effroyables scènes que la peinture d'histoire jette à la face de l'amateur des Salons. Pensons aux crises sociales et politiques que le grand Art comme la lithographie républicaine diffusent grâce à des talents prestigieux : Géricault et son puissant *Radeau de la Méduse* (1819), où le cadavre glace d'effroi, Delacroix avec la *Mort de Sardanapale* (1827) ou la *Liberté guidant le peuple* (1830) dans lesquels la tragédie prédomine ; Daumier avec la *Rue Transnonain* (1834) qui a marqué toute une génération.

Le drame humain rentre au cœur des préoccupations collectives, suscite passions et compassion. À la Belle Époque, avec la montée en puissance du syndicalisme révolutionnaire et des grèves, la violence sociale offre un nouveau visage au travers du dessin de presse. Dans *L'Assiette au beurre* (1901-1912) par exemple, combien de scènes de manifestations réprimées, de mises à mort de soldats insoumis, de mutilations « d'indigènes »... Le corps souffrant côtoie le corps en révolte, prompt à lutter pour son émancipation.

À l'opposé, la presse réactionnaire dénonce les violences sociales comme le fait des classes dangereuses et présente souvent l'ouvrier révolté ou l'anarchiste comme un « apache », c'est-à-dire un criminel de droit commun. Elle défend avec vigueur la peine de mort à un moment où des radicaux et des socialistes au pouvoir discutent de la supprimer.

Le fait divers doit effrayer le bon bourgeois et lui rappeler combien les passions peuvent détruire « l'harmonie sociale » défendue par... la République conservatrice. Quand les journaux favorisaient déjà la politique sécuritaire...

La revue *L'Œil de la police* (1908-1914) que nous présentent sous forme de recueil les éditions Alternatives véhicule cette idéologie-là. En quelques pages, Michel Dixmier et Véronique Villemin dressent un état de la presse illustrée à la fin du XIXe siècle et se désolent du peu d'informations disponibles autour de ce titre de presse à sensation, malgré son succès très probable. Publié sur du papier de mauvaise qualité avec un prix relativement bas, relatant faits divers et prises de positions réactionnaires, cet hebdomadaire dont on nous dévoile les couvertures les plus saisissantes et quelques extraits de texte, interroge sur la mise en scène de la mort.

Si les auteurs insistent sur la capacité des dessinateurs (Raoul Thomen et Henry Steimer notamment) à *« transgresser des tabous »*, une lecture attentive montre pourtant une grande retenue dans la représentation du drame.

Le dessinateur s'ingénie à exhiber l'événement dans son moment paroxysmique. Pour autant, il ne représente presque jamais les conséquences de la catastrophe. Pour l'homicide, on préférera montrer le premier coup de couteau ; quant à l'accident, voilà une voiture lancée à vive allure juste au moment où elle percute une foule. La mise en scène du fait divers est un art de la confrontation. Confrontation des protagonistes au début du drame, histoire de laisser l'imagination se figurer les pires conséquences de l'événement, sans en figer la forme. Le fait divers en image cherche plus à susciter l'imaginaire qu'à montrer des détails morbides qui justement, iraient au-delà du tabou sur la mort. Les moyens graphiques vont dans ce sens : des taches rouges « signent » le drame, traduisent l'idée du crime. Mais le corps n'est quasiment jamais montré mutilé, découpé, déchiqueté ou transpercé, contrairement à ce que nous annoncent les titres macabres. L'illustrateur qui pourtant cherche à

figurer l'horreur, ne montre jamais ni viscère, ni œil énucléé, point de chairs à vifs ou encore moins quelque morceau de cervelle humaine. On ne trouvera pas non plus les ossements de cadavre, alors que la Mort est souvent figurée au XIXe siècle sous l'apparence d'un squelette.

Les dessinateurs de *L'Œil de la police* recourent à des mises en scènes très dynamiques où domine l'oblique, où la composition est sans cesse chahutée. L'image est parfois compartimentée dans le but d'illustrer un déroulement, comme le cinéma naissant permet de le faire. Les visages expriment l'effroi, avec surtout des bouches grandes ouvertes, des yeux exorbités.

Pourquoi cette « retenue » dans la mise en scène de la mort ? Le crime se déroule quasiment toujours devant des témoins auxquels peut s'identifier sans peine le lecteur. Cette question de l'identification explique sans doute également la relative mesure de ces dessins : en effet, la victime est presque toujours figurée en train de subir une violence, c'est-à-dire encore vivante. On peut s'identifier (avoir de la compassion pour) à un personnage souffrant, éprouvant l'épouvante, pas à un cadavre en état avancé de décomposition. Relevons par ailleurs que ces dessins, contrairement à la presse légère qui se complaît à montrer la femme plus souvent déshabillée que vêtue, restent également très prudes, à l'image sans doute du public conservateur intéressé par ce type de revue.

L'historien de la presse et de l'image comme l'amateur ne peuvent que se féliciter d'une publication nouvelle dans ce domaine. Avec ce recueil d'illustrations tirées de *L'Œil de la police*, l'imagerie populaire de la Belle Époque permet d'être mieux connue dans sa variété et montre combien elle peut nous apprendre sur les peurs collectives d'une époque autant que sur les codes de représentation élaborés pour traduire les angoisses sociales.

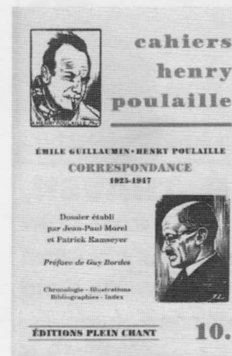
GD

Échanges entre écrivains prolétariens

Les *Cahiers Henry Poulaille*, produits par une de ces associations qui, vaille que vaille, accomplissent un travail salutaire, et les éditions Plein Chant, publient la correspondance entre Émile Guillaumin et Henry Poulaille. Elle couvre la période allant de 1925 à 1947. L'écrivain ouvrier et l'écrivain paysan, le rat des villes et le rat des champs, tous deux en prise directe avec le social, nous ouvrent ainsi les coulisses d'une intense activité éditoriale et d'une amitié émouvante. Voici des écrivains libres, comme le rappelle la présentation (1933) de la revue *Prolétariat*, non professionnels des lettres, qui n'ambitionnent que de servir une cause, celle de l'expression authentiquement prolétarienne. Récits, revues, articles, leur production est importante, jamais anodine. Mais les difficultés sont innombrables, les embûches constantes, les réactions hostiles nombreuses. Et, en la circonstance, nous ne pouvons que nous sentir proches d'Émile Guillaumin qui fait tristement remarquer à son ami qu'un si petit nombre de lecteurs sollicités par la multiplication des publications militantes n'augure pas d'un contexte économique favorable à leur pérennité. Les deux amis épris de littérature, lestés par un quotidien souvent éprouvant, portant sur leurs épaules la charge d'un travail harassant et d'une famille, sont des militants engagés confrontés aux difficultés du temps dans un contexte politique où il n'était pas simple de ne pas se soumettre à des directives dictées par le pouvoir.

Il faut saluer le travail de Jean-Paul Morel et Patrick Ramseyer, qui ont intégré des documents fort intéressants. Le projet de création d'un *Nouveau monde*, signé Paul Vaillant-Couturier (publié dans *l'Humanité* en juin 1932) est un remarquable complément, car ce rappel à l'ordre adressé à Henri Barbusse (créateur et animateur de la revue hebdomadaire *Monde*) donne une idée de la pesanteur du climat politique de l'époque. Il mérite à lui seul une lecture attentive. On trouvera aussi en annexe une pétition contre la répression en Russie signée par Émile Guillaumin, et datée de juin 1924. À laquelle semble faire écho, onze ans plus tard, la protestation de Guillaumin, saluée par Poulaille, en faveur de Victor Serge. Mais quoi qu'il en soit, ce qui ressort à la lecture de ces lettres, c'est surtout l'obstination de leurs auteurs. Ils cherchent sans cesse à toucher le public le plus large possible. Leurs difficultés avec le monde de l'édition, révèlent d'authentiques écrivains amoureux d'une littérature prolétarienne qui ne soit pas écrasée par ces caricatures que sont le populisme et la littérature de mots d'ordre. Une littérature à ras d'homme, en somme.

JLD



CAHIERS HENRY POULAILLE N° 10
CORRESPONDANCE 1925-1947
Éditions Plein Chant
199 p., 20 €

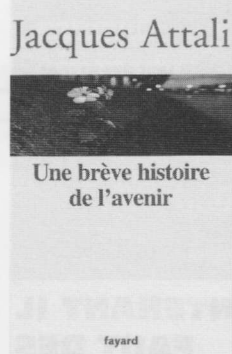
Pessimiste et utopique

« La prévision est un art difficile, surtout lorsqu'il s'agit de dire l'avenir » a dit Alphonse Allais. Jacques Attali est un expert bien informé des affaires du monde. Il décrit d'abord, par extrapolation des tendances de l'actualité, un avenir possible mais inquiétant, dans lequel une pratique mondialisée de l'économie de marché serait la voie de la démocratie. C'est le discours habituel des défenseurs et des opérateurs bénéficiaires du néolibéralisme. On sait que le marché ne profite qu'aux plus puissants qui n'ont en aucun cas le souci de développer la démocratie génératrice d'équité et de considération des autres, surtout des exclus du festin.

Après avoir décrit les étapes des capitalismes à vocation impériale, Attali imagine des scénarios qui font froid dans le dos : concentration des pouvoirs par un petit nombre dont la puissance conduirait à la disparition des services publics, des systèmes de protection, conflits divers, conditionnements généralisés et surtout, surveillance constante des comportements individuels grâce à des systèmes électroniques miniaturisés. Pour le lecteur qui ne dépasserait pas la page 350, le tableau conduit au suicide.

Contradictoire ou dialectique, Jacques Attali évoque toutefois les accidents de l'histoire qui remettent en cause la prévision, les réactions à la fois prévisibles par les causes, imprévisibles dans la chronologie, ou bien l'effondrement des empires dont on a appris qu'ils sont périssables. Un avenir radieux serait alors possible parce que les hommes seraient devenus raisonnables. Utopie ou science-fiction ? On sait que l'une et l'autre précèdent souvent l'événement.

Jean-Jacques LEDOS



UNE BRÈVE HISTOIRE DE L'AVENIR
de Jacques Attali
Fayard, 20 €

SONDER-KOMMANDO
de Shlomo Venezia
préface de Simone Veil,
Éd. Albin Michel,
250 p., 18 €

Témoin de l'enfer

Shlomo est né dans une famille italienne, installée à Salonique, en Grèce. Il fut déporté à l'âge de 21 ans à Auschwitz et incorporé dans les *Sonderkommandos* dont il est l'un des rares survivants. Ces équipes spéciales étaient chargées de vider les chambres à gaz et de brûler les corps.

Simone Veil, dans sa préface, écrit : *« Témoignage bouleversant, puisqu'il est le seul que nous ayons d'un survivant des* Sonderkommandos ». Sa force tient à l'honnêteté irréprochable de son auteur qui ne raconte que ce que lui-même a vu. *« Avec ses mots simples, il redonne vie aux visages émaciés, aux regards exténués, résignés et souvent terrorisés de ces hommes et de ces enfants qu'il croise une seule et dernière fois. »* Quelques notes en complément.

AS



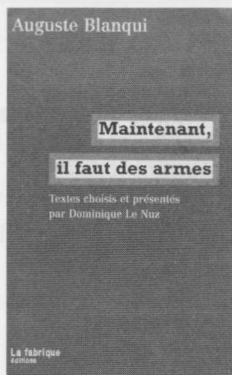
B. TRAVEN, PORTRAIT D'UN ANONYME CÉLÈBRE
de Golo
Éditions Futuropolis,
2007, 19 €

À LA RECHERCHE DE B. TRAVEN
de Jonah Raskin
Éditions Les Fondeurs de briques,
2007, 320 p., 23 €

B. Traven et sa légende

Si son œuvre littéraire n'est plus à présenter (rééditée pour partie aux Éditions de la Découverte), la vie de l'auteur, B. Traven, est en elle-même romanesque. Il créa et entretint le mystère de sa biographie en empruntant diverses identités, telles que, par exemple, Torsvan ou Hal Croves. Ce n'est qu'après sa mort en 1969, au Mexique, que son épouse et collaboratrice, Rosa Elena Luján, révèle enfin que B. Traven était bien Ret Marut, le militant révolutionnaire qui participa à la République des conseils de Bavière. L'homme, sa vie, ses identités, son engagement au côté des Indiens du Chiapas, toutes ces facettes devinrent une légende, qui, comme toutes les légendes, mêlait le vrai et le faux, brouillant les pistes dans une inextricable narration à laquelle chacun rajoutait une part de mystère. Mais au-delà de cet aspect à la fois troublant et fascinant, ce qu'il faut retenir c'est que Ret Marut et B. Traven sont unis dans l'exil, le combat militant et une œuvre bouleversante. Jonah Raskin, dans son ouvrage *À la recherche de B. Traven*, publié aux Éditions du Fondeur de briques – l'éditeur a repris le titre de la revue anarchiste qu'anima Traven à Munich de 1917 à 1921, *Der Ziegelbrenner* – nous fait partager le vertige que lui inspira sa quête impossible de l'identité véritable d'un homme dont la vie importe plus que les noms dans lesquels on cherche à l'enfermer. Certains sont même allés jusqu'à prétendre qu'il était le fils naturel du Kaiser Guillaume II ! En 1947, Hollywood adapte à l'écran *Le Trésor de la Sierra Madre*. Le film obtient 3 oscars... Et attire sur le scénariste une attention avec laquelle il joue avec malice. L'auteur de bande dessinée Golo a donc entrepris de dresser le portrait de cet homme en s'inspirant du texte de Jonah Raskin traduit par Virginie Girard. Il faut aussi signaler que Claire Auzias, entre autres, a participé à une sorte de comité de lecture qui en garantit la crédibilité. On a donc le choix entre le récit Jonah Raskin ou la BD de Golo. Pour ma part, il me semble que la BD est une bonne préparation à la lecture du récit.

JLD



MAINTENANT IL FAUT DES ARMES
d'Auguste Blanqui
(textes choisis et présentés par Dominique Le Nuz),
La fabrique éditions,
2006, 428 p., 22 €

Redécouvrir l'œuvre de Blanqui

Dans l'enquête sur la mort de Charles Foster Kane dans le film éponyme d'Orson Wells (1941), chaque témoin évoque un aspect différent du personnage disparu, à tel point que, plus l'enquête avance, plus le spectateur a du mal à cerner quelle était la véritable personnalité du défunt... Les commentaires sur Auguste Blanqui (1805-1881) n'échappent pas à ce kaléidoscope d'impressions contradictoires qui touchent les hommes publics les plus controversés. Ainsi, l'un de ses plus célèbres contemporains, Alexis de Tocqueville, ne pouvait évoquer son souvenir sans mentionner le *« dégoût »* et l'*« horreur »* que lui inspirait un homme qui *« semblait avoir vécu dans un égout »* : jugement logique, sinon équitable, d'un partisan du maintien de l'ordre établi, fut-il « éclairé », contre un partisan acharné de la révolution sociale. Les épigones de Blanqui ont ensuite transformé sa pensée en une doctrine, le blanquisme, dont on s'accorde à considérer qu'elle constitue *« le lien nécessaire entre la première pensée socialiste française et le marxisme »* et en fait une variante de la social-démocratie et du léninisme avant la lettre.

Pourtant, dès 1897, le journaliste Gustave Geffroy (1855-1926) consacra à Blanqui une belle biographie dont le titre, *L'Enfermé*, résume à lui seul la situation d'irréductible qui fut la sienne sa vie durant ; puis l'historien du mouvement social Maurice Dommanget (1888-1976) établit son importance dans la genèse du mouvement révolutionnaire français. Chaque époque découvre, ou redécouvre, donc son œuvre à partir de ses propres préoccupations. Il faut d'ailleurs souligner au passage – et ce n'est, on s'en doute, pas l'effet du hasard – que l'on ne dispose toujours pas de l'intégralité des écrits de Blanqui qui couvrirait une vingtaine de volumes. De 1830 à 1880, la présente édition propose un large choix de textes qui permet d'en finir avec la légende en se confrontant directement à l'œuvre. Comme l'écrivaient Miguel Abensour et Valentin Pelosse, lire Blanqui c'est *« aider à libérer l'enfermé »* tant il est vrai qu'aucun État au monde ne pourrait le tolérer, aujourd'hui moins que jamais[1]. Blanqui va en effet droit au but et prône la rupture non seulement avec les ennemis déclarés de l'émancipation, mais avec ses faux amis, toujours prompts à arrondir les angles de la critique. Ainsi dans sa lettre à Maillard (juin 1852), il écrit : *« Qu'est-ce qu'un démocrate, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ?* [...] *Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les i. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes :* prolétaires *et* bourgeois. *Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. »* Blanqui, lui, ne transigea ni sur la lutte des classes ni sur la nécessité de la révolution, la considérant comme une chose trop sérieuse pour être laissée au bon vouloir de

l'improvisation face à un ennemi sans merci. Ainsi les journées de juin 1848 démontraient le *« défaut d'organisation »* des insurgés : *« Pour se rendre compte de leur défaite, il suffit d'analyser leur stratégie. »* C'est sans doute cette préoccupation récurrente qui fait de Blanqui un auteur qui nous parle encore aujourd'hui, les avancées comme les reculs des mouvements sociaux devant se juger à cette aune, et uniquement à celle-ci.

CJ

1. Auguste Blanqui, *Instructions pour une prise d'armes & L'Éternité par les astres* (textes établis et présentés par Miguel Abensour et Valentin Pelosse), La Tête de Feuilles, 1973, p. 203.

Résistances d'hier et d'aujourd'hui



LA SŒUR DE L'ANGE
N°5, PRINTEMPS 2007 DOSSIER « À QUOI BON RÉSISTER ? »
Paris,
Le Grand Souffle Éditions

Le titre de la revue est improbable et celui du dossier peut induire en erreur : non pas l'inutilité de la résistance, mais plutôt les conditions auxquelles elle serait encore possible. On lira néanmoins avec intérêt ce patchwork de textes souvent inégaux qui mêlent classiques (Nietzsche, Shakespeare, Thoreau) et auteurs contemporains. Ainsi celui de la romancière Murielle Szac, « La petite du 4e, elle a peur de ne pas revenir », tiré d'un livre pour enfants qui aborde en termes justes et sobres les expulsions de familles étrangères qui se sont produites en 2005 à Paris et ailleurs, et continuent plus que jamais... On lira aussi l'article de Marc Kober sur le surréaliste égyptien Georges Henein qui, malgré une édition récente de ses œuvres, reste toujours ignoré du public ; ou encore celui sur l'état actuel de la résistance à la politique de Bush aux États-Unis, jusqu'à aujourd'hui inébranlable mais inefficace quand on la compare aux mouvements sociaux des années 60-70, par Robert Harvey et Hélène Volat, les auteurs du beau livre *De l'exception à la règle : USA Patriot Act* (Lignes & Manifeste, 2006). Le dossier est complété par un portrait de René Depestre et un ensemble sur le *Grand Jeu*.

Dans cette large brassée de textes et d'articles divers, il y a une pépite à ne pas manquer : la « Demande officielle pour obtenir d'être sur toutes les listes noires » d'Armand Robin parue dans *Le Libertaire* (29 novembre 1946). Extrait : *« ... j'ai longtemps cherché en quoi, moralement et intellectuellement, vous différiez de ceux que vous frappiez ; je n'ai trouvé que ceci : vous avez moins de talent qu'eux, mais vous avez l'avantage d'oser leur faire ce que jamais ils ne vous auraient fait. »*

Des archives en masse



LA DESTRUCTION DES JUIFS D'EUROPE
de Raul Hilberg
Gallimard, Folio histoire,
3 volumes de 720 p., 894 p. et 832 p., prix global 30 €

Les éditions Gallimard viennent de faire paraître l'édition « définitive » au format de poche, dans une nouvelle traduction en trois volumes, du très grand livre de l'historien américain Raul Hilberg décédé il y a quelques semaines, *La destruction des Juifs d'Europe*. Mise en chantier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette œuvre est le résultat d'une vie entière de recherches, de travail et de réflexion. Le livre est une véritable radiographie de la machine nazie (État, administration, armée) et du processus génocidaire mis en place recherchant l'extermination de tous les Juifs d'Europe.

L'ouvrage totalise trois volumes en 2 402 pages. Une précédente édition était parue en 1991 dans la même collection, en deux volumes de 1 098 pages. La différence vient de l'exploitation par l'auteur d'archives de l'ex-bloc soviétique. Dans une conférence au centre Pompidou de septembre 2006, diffusée sur France Culture le 7 janvier 2007, Hilberg a expliqué qu'il ne s'attendait pas à trouver un matériel aussi abondant et d'un contenu aussi important. C'est ainsi qu'il a pu retrouver une ample documentation relative au sort de son propre père ! Il explique par exemple, pourquoi en 1942, les nazis qui cherchaient à extraire le maximum de céréales en Ukraine, se sont inquiétés en constatant une baisse significative des livraisons. La raison ? Les paysans gardaient les récoltes pour faire de la vodka et se soûler, en raison du massacre des Juifs... par horreur, par complicité ou crainte que leur propre tour ne vienne !

Pierre-Henri ZAIDMAN



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

- **Andreu (Pierre), Histoire des prêtres ouvriers.** Nouvelles Éditions Latines, 1960, broché 256 p., envoi à son ami Jean Maze, couverture légèrement défraîchie . . . . . 15 €
- **Blanc (Olivier), Les hommes de Londres.** *Histoire secrète de la Terreur*. A.Michel, 1989, 252 p., illustrations hors texte, index . . . . 15 €
- **Boissel (Francois), Le cathéchisme du genre humain,** *dénoncé à la séance du 5 novembre 1789, de l'Assemblée nationale ; précédé d'un discours sur les causes de la division, de l'esclavage & de la destruction des hommes les uns par les autres...* Edhis, 1967, réimpression de l'édition de 1792, (v,241,40 pp.), état neuf . . . . 35 €
- **Bollème (Geneviève), La bibliothèque bleue.** *La littérature populaire en France du XVIe au XIXe siècle*. Archives Julliard, 1971, 268 p., illustrations hors texte. . . . . 12 €
- **Chauvet (Paul), Les ouvriers du livre et du journal.** *La Fédération française des travailleurs du livre*. Éditions ouvrières, 1971, S.P., 250 p., état neuf . . . . 12 €
- **Cuvillier (Armand), Un journal d'ouvriers, L'Atelier (1840-1850).** Éditions ouvrières, 1954, 223 p., bibliographie, envoi, manque à la jaquette . . . . 15 €
- **Dansette (Adrien), Explication de la IIe République.** *Suivi de quelques essais et mises au point*. Sequana, 1942, 187 p. . . . . 10 €
- **Daudet (Léon), La chambre nationale du 16 novembre.** Nouvelle Librairie Nationale, 1923, 199 p., nombreuses caricatures d'hommes politiques par Sennep, légèrement défraîchi . . . . 10 €
- **Desbureaux (Pierre), La Belle Époque des ouvriers picards.** La Vague verte, 2000, 146 p., index, bibliographie, état neuf . . . 15 €
- **Des Vallières (Jean), Tendre Allemagne Spartakus Parade.** Albin Michel, 1945 (réédition de l'édition de 1932), complet de son bandeau : « Interdit sous l'occupation », état neuf . . . . 20 €
- **Dommanget (Maurice), Édouard Vaillant, un grand socialiste 1840-1915.** La Table Ronde, 1956, 530 p., index des noms de personnes et de lieux, état neuf . . . . 25 €
- **Dunan (Renée), La papesse Jeanne.** Éditions de l'Épi, 1929, 254 p. . . . . 12 €
- **École laïque en Seine-et-Oise 1961-62.** *Rapport et interventions prononcés lors des Assises laïques de Palaiseau*. Suppl. au N° 59 de « L'École laïque », plaquette de 32 p. . . . . 8 €
- **Frédéric (Claude), Libérer l'ORTF.** Seuil combats, 1968, 157 p. . . . . 10 €
- **Guitard (Louis), De Gaulle-Mendès aller et retour.** Jérôme Martineau, 1969, 275 p., index, état neuf . . . . 20 €
- **Heine, De la France.** Éd. Montaigne, 1930, Collection Bilingue, 248 p. . . . . 15 €
- **Humbert (Jeanne), Eugène Humbert, Sébastien Faure.** La Voix de la Paix, 1970, plaquette de 30 p., neuf. . . . . 10 €
- **Jouvenel (Robert de), Feu l'État.** Ferenczi, 1923, 128 p., envoi, Très bon état. . . . . . 25 €
- **Kröger (Théodor), Le village oublié.** *4 années en Sibérie*. Alsatia, 1934, relié d. bas., 526 p., bel exemplaire . . . . 20 €
- **Le Guillerme (Marc), Hors la vie.** *Journal d'une déportée*. Fasquelle, 1946, 293 p. . . . . 25 €
- **Lorulot (André), Sébastien Faure.** Idée Libre, 1937, petite plaquette de 47 p., couverture illustrée du portrait de S. Faure. . . . . 12 €
- **Macdonald (Dwight), Partir de l'Homme...** *Examen critique des fondements de l'action socialiste*. Spartacus, juillet 1947, N° 7, 141 p. (non coupé). . . . . . . 18 €
- **Maistre (Joseph de), Une politique expérimentale.** Textes choisis par Bernard de Vaulx, Fayard Gdes Études Pol., 1940, 346 p. . . . . 10 €
- **Marrast (Armand), Vingt jours de secret ou le complot d'avril.** Guillaumin, 1834, relié d. bas., 76 p., rare texte écrit en prison par le rédacteur en chef de *La Tribune*, rousseurs. . . . . 100 €
- **Marx (Karl), L'expropriation originelle.** Les nuits rouges, 2001, 118 p., neuf . . . . 8 €
- **Mendès-France (Pierre), L'investiture du général de Gaulle.** *Discours prononcé à l'Assemblée nationale le 1er juin 1958*. Plaquette de 8 p. 8 €
- **Montépin et Calonne, Les trois journées de février.** A.Cadot, 1848, plaquette de 48 p., rare (légèrement défraîchie) . . . . 20 €
- **Reybaud (Louis), Jérome Paturot à la recherche d'une position sociale.** Michel Lévy, 1859, relié d. bas., 426 p., bel exemplaire . . . . 30 €
- **Rocker (Rudolf), Les Soviets trahis par les Bolcheviks.** Spartacus, 1973, N° 53, 109 p., état neuf . . . . 17 €
- **Vallès (Jules), Les victimes du livre, écrits sur la littérature.** La chasse au Snark, 2001, 338 p., neuf. . . . . 22 €

Le Mouvement Social
Revue éditée aux Éditions ouvrières, numéros spéciaux :
- **N° 2 - 1977 :1914-1918 L'autre front.** Études coordonnées et rassemblées par Patrick Fridenson, 238 p. . . . . 20 €
- **N° 74 - 1971 : Aspect du communisme français (1920-1945).** Présentation René Gallissot, 144 p. . . . . 15 €
- **N° 141 - 1987 : Les prud'hommes XIXe-XXe siècle.** Direction Alain Cottereau, 164 p. . . 15 €
- **N° 144 - 1988 : Avec Jean Maitron.** 168 p. . . . . 15 €
- **N° 150 - 1990 : Les congés payés.** Direction J.-Cl. Richez et Léon Strauss, 168 p.. . . . 10 €

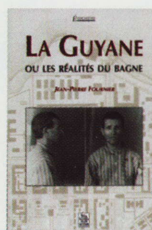
LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02 32 33 22 33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

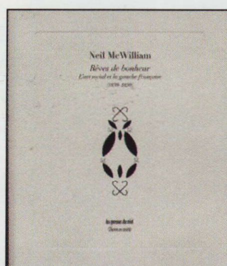
Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal



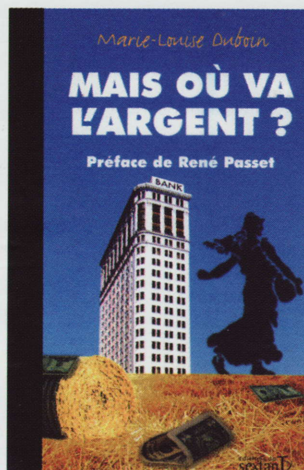
Jean-Pierre Fournier, La Guyane ou les réalités du bagne Éditions Alan Sutton, 2007, 20 €

Dès 1854 commençait une douloureuse expérience visant à transférer systématiquement au plus loin notre « lèpre sociale » : le bagne colonial de Guyane.
Plus de 170 photos viennent soutenir des témoignages restés longtemps confidentiels sur des réalités honteuses un siècle durant. Ce n'est qu'en 1953 que les derniers forçats libérés purent regagner la métropole.



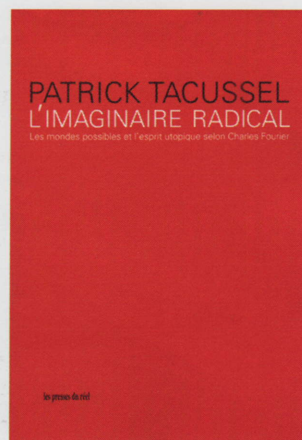
Neil McWilliam, Rêves de bonheur L'art social et la gauche française (1830-1850) Les Presses du réel, 2007, 496 p., 28 €

Par un spécialiste de l'art du XIXe siècle, une étude sur l'influence réciproque entre idéologies politiques et débats artistiques.
Premier ouvrage d'une collection consacrée à la question du rôle social de l'art dans l'histoire. À suivre, notamment des études sur l'exil américain des surréalistes, Courbet, l'Internationale Situationniste.



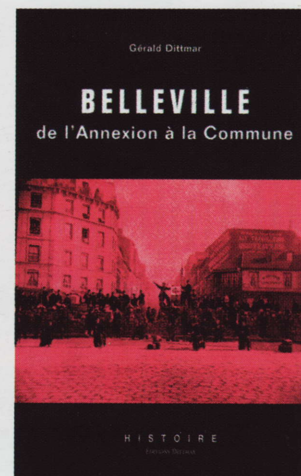
Marie-Louise Duboin, Mais où va l'argent ? Éditions du Sextant, 2007, 238 p., 14,90 €

À l'heure où l'on voudrait nous faire prendre les krachs boursiers – pardon, les ajustements structurels des marchés – pour des phénomènes quasi naturels, certains économistes constatent que *« c'est l'organisation même de la finance moderne qui cause les bulles successives »* et les krachs boursiers qui s'en suivent nécessairement (« Le capitalisme, de bulle en bulle », entretien avec Michel Aglietta *in Le Monde*, 01/09/2007).
Préfacé par René Passet, le livre de Marie-Louise Duboin vient donc à son heure et pose des questions peu soulevées sur l'origine de l'argent, son rôle, sa création, l'attribution du crédit, etc. En huit chapitres clairs et didactiques, il ne se contente pas d'éclairer celles-ci, mais propose une *« utopie à la mesure des urgences »* : la démocratie dans l'économie.



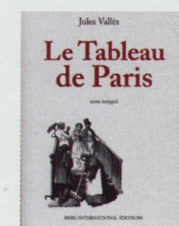
Patrick Tacussel, L'imaginaire radical (Les mondes possibles et l'esprit utopique selon Charles Fourier), Les Presses du réel, coll. L'écart absolu, 2007, 304 p., 24 €

Écrit par un sociologue, cet essai réservé aux spécialistes est *« une invitation à penser la force irréductible du mécanisme des passions dans la vie sociale »* à travers l'examen de quatre facettes de l'œuvre de Charles Fourier (1772-1837). Ce sont, successivement, ce que l'auteur nomme *« le génie des choses vulgaires »* – à savoir les enquêtes analogiques, conséquence de l'attraction passionnée des groupes et des séries –, puis un examen de la lecture des Saintes Écritures par Fourier qui annonce sur Terre le Royaume d'Harmonie. L'auteur consacre ensuite deux longs chapitres à la question de l'antisémitisme de Fourier, avant d'aborder la place de l'amour chez Fourier, occultée de son vivant et par ses disciples immédiats, mais qui a contribué à faire connaître son originalité dans la seconde moitié du XXe siècle.



Gérald Dittmar, Belleville de l'annexion à la Commune Éditions Dittmar, 2007, 281 p., 30 €

Ouvrage à la mémoire des morts sur les barricades de Belleville. Pourtant annexé à Paris en 1860, ce quartier reste à part avec une population qui s'organise, débat (très intéressante publication des comptes rendus des séances des clubs rouges), manifeste, élève des barricades, combat, se fait arrêter et tuer aussi.



Jules Vallès Le Tableau de Paris Berg international éditeurs, 2007, 19 €

Cette nouvelle édition reprend les articles publiés dans *Gil Blas* et *La France* par Jules Vallès de retour dans la capitale après son exil pour sa participation à la Commune.
Avec notamment des gravures de Daumier, Doré, Cham, Grandville et des annotations historiques pour les personnages et les lieux évoqués.



Lucien Seroux Anthologie de la connerie militariste Volume 3 Éditions AAEL, 2007, 273 p., 13 €

« Nous n'avons rien inventé... Cela ne s'invente pas ! » précise l'auteur dans un avertissement. Il faudrait en effet une imagination vraiment fertile pour atteindre les pompeux délires de certaines de nos grandes gloires nationales. Le problème c'est que, le vaccin contre la bêtise n'existant pas, chaque jour qui passe permet encore d'enrichir le travail remarquable entrepris par Lucien Seroux...



Un livre bilingue en deux parties tête-bêche pour deux réalités historiques différentes : l'occupation des Ardennes par les Allemands en temps de guerre et l'occupation française de la Rhénanie, suite revancharde du conflit. La publication, fruit d'un travail en commun dans les deux régions, reproduit les points de vue et les jugements de l'époque.
Occupations
Les Ardennes 1914-1918
La Rhénanie 1918-1930
Éditions Terres ardennaises


223 66
François Flameng